



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

Dimensions politiques et institutionnelles de l'économie politique en Afrique à l'ère de la mondialisation

Document Hors-Série No. 27, 2017

27

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

© 2017 Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant
Harare, Zimbabwe

Publié par le Département Connaissances et Apprentissage – ancien Département Connaissances, suivi et évaluation
Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

Première édition : avril 2017
Tous droits réservés

Ce document hors-série montre que les pays africains doivent vigoureusement poursuivre la diversification économique et la transformation structurelle, en utilisant des politiques et des institutions appropriées qui tiennent compte des priorités de croissance inclusives. En outre, la bonne gouvernance et un leadership national engagé avec une vision claire du développement reste un élément important. Toutes les interventions en matière de renforcement des capacités doivent être élaborées en prenant ces priorités ainsi que les facteurs contextuels qui déterminent la direction économique d'un pays particulier.

La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) ne garantit pas l'exactitude des données présentées dans le présent Rapport. Les frontières, couleurs et autres informations figurant sur les cartes ne font l'objet d'aucun jugement de la part de la Fondation, en particulier concernant le statut légal d'un territoire, l'approbation ou l'acceptation des frontières.

Ceci est une traduction d'un document initialement publié en langue anglaise. La version originale de ce document est disponible sur le site web de l'ACBF : <http://www.acbf-pact.org>.

Pour toute information supplémentaire sur les projets, programmes et autres activités de la Fondation, veuillez visiter notre site <http://www.acbf-pact.org>.

ISBN : 978-1-77937-074-1
EAN : 97817793707

Dimensions politiques et
institutionnelles de l'économie
politique en Afrique à l'ère de la
mondialisation

AVANT-PROPOS

Depuis leur accession à l'indépendance politique dans les années 1960, la majorité des pays africains sont constamment en quête de moyens pour réaliser leur développement socio-économique. Pour ce faire, ils ont mis en œuvre diverses politiques et réformes. Aujourd'hui, la mondialisation est perçue comme un moyen visant à faciliter le développement économique de l'Afrique.

Selon les estimations, depuis 2000, le taux de croissance des pays subsahariens s'est amélioré. Malgré tout, le revenu réel moyen par habitant est encore à peine supérieur à celui de 1970 et l'Afrique subsaharienne est restée à la traîne de toutes les autres régions selon la plupart des indices de développement. Avec la mondialisation, les partenaires traditionnels de l'Afrique comme les pays occidentaux ont adapté leurs politiques et interventions continentales pour répondre à leurs nouvelles stratégies et intérêts. L'émergence de la Chine et de l'Inde, en tant que nouveaux partenaires des pays africains, avec de nouvelles conditions et stratégies d'engagement a également changé l'ordre économique international. Quelles ont été les réponses institutionnelles et politiques apportées par l'Afrique face à ces nouveaux développements ?

Les interventions et les résultats du paysage économique et géopolitique international observés récemment en Afrique sont ambigus. Même si les pays comme le Botswana semblent s'être bien intégrés dans le nouvel ordre mondial, on ne peut pas en dire autant pour de nombreux autres pays africains. Le débat consiste à tirer les leçons qui s'imposent pour savoir si, pour l'Afrique, « comprendre sa propre réalité est un défi ». Alors, quel type de politiques les pays africains devraient-ils adopter pour « s'intégrer » dans un ordre mondial révisé ?

L'Agenda 2063 de l'Union africaine illustre la quête constante du continent de voies et moyens propres pour parvenir à un développement durable. En fait, cet Agenda a pour but d'assurer la transformation économique et technologique de l'Afrique, tout en suivant la route panafricaine pour l'autodétermination, la liberté, le progrès et la prospérité collective. Cependant, le continent peut-il réaliser cet exploit ?

C'est dans ce contexte que la Fondation africaine de renforcement des capacités (ACBF) a produit le présent document hors série dans le cadre de ses études stratégiques.

L'une des principales conclusions de cette étude est que certains pays subsahariens ont commencé à réaliser des tendances de croissance impressionnantes en déployant des politiques et institutions macroéconomiques appropriées à leur propre contexte ; ce qui montre que la renaissance économique du continent est bien possible. Notamment, l'ACBF a été un acteur important dans ce succès grâce à ses investissements de renforcement des capacités dans l'analyse des politiques et la gestion économiques à travers un bon nombre de pays africains.

L'ACBF estime que, outre son soutien à l'établissement de groupes de réflexion et instituts de politique et le renforcement de leurs capacités à travers le continent, la production de connaissances peut aider à améliorer l'élaboration des politiques fondées sur des preuves.

Le renforcement des capacités pour l'analyse des politiques et la gestion économique reste une priorité pour la Fondation. L'espoir ici réside dans le fait que les intervenants et les partenaires de développement se joindront à la Fondation pour poursuivre le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en faveur du développement durable en Afrique.

Professeur Emmanuel Nnadozie
Secrétaire exécutif de l'ACBF
Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique

REMERCIEMENTS

Ce Document hors-série a été préparé sous la supervision du Département Connaissances, et apprentissage (ancien Département Connaissances, suivi et évaluation ; KME) dirigé par Dr Thomas Chataghalala Munthali. Au sein du Département, la production de ce document a été coordonnée par Dr Robert Nantchouang, Expert principal en gestion des connaissances et par Dr Barassou Diawara, Expert en gestion des connaissances.

Ce document est produit dans le cadre du Projet des études stratégiques de l'ACBF afin de susciter le débat et sensibiliser l'opinion sur les questions stratégiques importantes pour le développement de l'Afrique. Les sujets des études stratégiques ont été choisis en consultation avec les membres du Comité des instituts d'analyse de politiques économiques (PIC) et du Groupe d'études stratégiques (SSG). La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) tient à remercier tous les membres de ces deux réseaux. En outre, la Fondation remercie les membres du Groupe d'études stratégiques pour leurs conseils lors de la sélection des sujets, ainsi que l'examen critique des différents manuscrits.

L'ACBF tient à saluer les efforts et le professionnalisme des chercheurs l'étude permettant la production de ce document. Il s'agit de Dr Claudious Chikozho et Dr Charles Nhemachena. La Fondation tient également à exprimer sa reconnaissance à tous les partenaires, organismes et individus qui ont fourni des données et de précieux renseignements ayant permis la publication de ce Document.

Ce Document hors-série a bénéficié des commentaires éclairés des Professeurs Mike Obadan, Victor O. Ayeni et Timothy T. Shaw, qui ont servi d'évaluateurs externes indépendants. Le Document a également bénéficié des commentaires et suggestions du personnel de l'ACBF.

À propos de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

L'ACBF est la première institution de renforcement des capacités en Afrique. Fondée en février 1991, elle vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles en vue de la bonne gouvernance et le développement économique en Afrique. Elle a contribué au renforcement des capacités des gouvernements, des parlements, de la société civile, du secteur privé et des institutions d'enseignement supérieur dans plus de 45 pays et six communautés économiques régionales. L'ACBF soutient le renforcement des capacités à travers des investissements, l'assistance technique ainsi que la production et le partage des connaissances à travers le continent. La vision de l'ACBF est celle d'une Afrique capable de réaliser son propre développement.

À propos du Groupe d'études stratégiques

Le Groupe d'études stratégiques est un réseau stratégique de l'ACBF composé d'experts et de praticiens internationaux du développement, des membres du Comité des instituts d'analyse de politiques économiques (PIC) de l'ACBF, des partenaires au développement et des programmes de formation et universités-partenaires appuyés par l'ACBF. Le Réseau aide la Fondation à identifier les questions stratégiques et les enjeux importants qui méritent l'attention de l'ACBF et de ses partenaires.

Le Groupe d'études stratégiques travaille en étroite collaboration avec l'ACBF pour identifier les thèmes de recherche et conseille la Fondation sur les questions stratégiques et pertinentes qui nécessitent une attention particulière. Le Groupe sert également de « comité d'examen » chargé de proposer, d'examiner et d'évaluer les études de haut niveau de la Fondation.

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	v
REMERCIEMENTS.....	vii
ACRONYMES.....	4
APERÇU GENERAL.....	5
CHAPITRE 1. PRESENTATION GENERALE	8
Contexte de l'étude.....	9
Organisation du document.....	13
CHAPITRE 2. EVOLUTION DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	15
Evolution de la planification du macroéconomique en Afrique subsaharienne	15
<i>Substitution aux importations</i>	16
<i>Programmes d'ajustement structurel</i>	17
<i>Période post-programmes d'ajustement structurel</i>	19
Rôle des politiques et institutions publiques dans la croissance économique nationale	
20	
CHAPITRE 3. BOTSWANA	23
Données économiques	23
Structures institutionnelles	25
Gouvernance et stabilité politique.....	26
Défis 27	
CHAPITRE 4. AFRIQUE DU SUD	28
Développement socio-économique.....	28
Politiques nationales de croissance économique et programme de transformation	29
Programme d'autonomisation économique des populations noires (BEE)	31
Services de protection sociale et services publics	32
CHAPITRE 5. GHANA.....	35
Données économiques	35
Gouvernance et stabilité politique.....	37
Défis 39	
Conclusion	41
CHAPITRE 6. NIGERIA	42
Données économiques	42
Gouvernance et stabilité politique.....	45
Défis 46	

Conclusion	48
CHAPITRE 7. ÉTHIOPIE	50
Données économiques	50
Principaux moteurs de la croissance de l’Ethiopie	52
Gouvernance et stabilité politique	55
Défis 57	
CHAPITRE 8. TANZANIE	59
Données économiques	60
Principaux moteurs de la croissance économique de la Tanzanie	62
Gouvernance et stabilité politique	64
Défis 64	
CHAPITRE 9. ÉGYPTE	69
Données économiques	69
Gouvernance et stabilité politique	74
Défis 76	
Conclusion	77
CHAPITRE 10. LE FLEAU DES ÉTATS FRAGILES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	78
République démocratique du Congo (RDC)	78
CHAPITRE 11. LES EXPERIENCES DE L’ASIE DU SUD-EST	81
Fondements théoriques de l’État développementaliste	81
Réexamen de l’expérience des pays de l’Asie de l’Est	82
CHAPITRE 12. IMPLICATIONS ET OPPORTUNITES	85
Principaux moteurs de la croissance	85
Autres priorités de développement pour l’Afrique subsaharienne	89
<i>Investissements directs étrangers et leur impact en Afrique subsaharienne</i>	89
<i>Agriculture et sécurité alimentaire</i>	91
<i>Science, technologie et innovation</i>	94
<i>Bonne gouvernance</i>	96
<i>Croissance inclusive</i>	99
<i>Aide internationale</i>	102
Opportunités pour le renforcement des capacités	104
Conclusion	106
BIBLIOGRAPHIE	109
LISTE DES DOCUMENTS HORS-SERIES DE L’ACBF	130

ACRONYMES

ACBF	Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
ANC	Congrès national africain
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Commission économiques des nations unies pour l'Afrique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CUA	Commission de l'union africaine
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissements directs étrangers
KME	Connaissances, suivi et évaluation [Département]
OECD	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAS	Programmes d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PIC	Comité des instituts d'analyse de politiques économiques
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République démocratique du Congo
SSG	Groupe d'études stratégiques
STI	Science, technologie et innovation
UA	Union africaine
UNECA	Commission économiques des nations unies pour l'Afrique
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis d'Amérique

APERÇU GENERAL

L'indépendance politique a permis à la plupart des pays subsahariens de déterminer la combinaison appropriée des politiques et institutions leur permettant de parvenir rapidement au développement socio-économique. Cependant, les expériences vécues à travers le continent ont jusqu'ici donné des résultats mitigés, et la recherche d'un modèle d'économie politique efficace face à la mondialisation rapide reste un défi permanent pour la plupart des pays. Dans cette étude, nous cherchons à savoir pourquoi certains pays en développement semblent enregistrer des taux de croissance plus rapides et de meilleures performances socio-économiques que d'autres. En effet, quelles politiques et institutions macroéconomiques les pays subsahariens devraient-ils adopter pour favoriser une croissance plus durable et inclusive tout en traitant les défis liés à la mondialisation ? L'objectif principal de cette étude est de produire et partager des connaissances afin d'améliorer l'efficacité des stratégies de développement de l'Afrique, en identifiant les politiques macroéconomiques alternatives et les options institutionnelles à mettre en œuvre pour approfondir davantage la transformation socio-économique.

L'une de nos premières conclusions est que jusqu'à présent, seuls treize pays dans le monde peuvent être cités comme des exemples vivants d'une croissance élevée et soutenue, avec un produit intérieur brut (PIB) d'au moins 7 pour cent depuis plus de 25 années d'après-guerre. Il s'agit du Botswana, du Brésil, de la Chine, Hong Kong, de l'Indonésie, du Japon, de la République de Corée, de la Malaisie, de Malte, d'Oman, de Singapour, de Taiwan et de la Thaïlande (World Bank 2008). Le fait qu'un de ces pays soit un pays africain montre qu'une croissance soutenue rapide est possible. Même si cette croissance est essentielle pour la construction d'une Afrique prospère, l'élaboration de nouvelles politiques et institutions macroéconomiques plus robustes exigera une compréhension claire des stratégies passées qui ont réussi ou échoué dans diverses parties du monde. En effet, pour les pays subsahariens, la renaissance politique et économique est une question qui préoccupe tout aussi bien la théorie et la pratique du développement. Diverses options pour atteindre une telle renaissance ont en fait été proposées ou essayées dans différents pays.

Les études de cas présentées dans ce document montrent que certains pays subsahariens ont commencé à réaliser une croissance impressionnante dès qu'ils ont mis en place les politiques et institutions macroéconomiques appropriées à leur propre contexte ; ce qui prouve que la renaissance économique du continent est bien possible. Cependant, d'autres pays comme la RDC accusent encore un retard pour diverses raisons, dont la plupart ont trait à la mauvaise gouvernance. Les rares pays africains qui ont enregistré une croissance économique significative n'ont eux aussi pas réussi à tirer la plus grande partie de leur population de la pauvreté (Edigheji, 2005 ; ACET, 2014). Par exemple, même si les pays comme le Nigeria et l'Afrique du Sud sont devenus des économies à revenu intermédiaire, il existe peu d'informations relatives à la pauvreté généralisée, au chômage et aux inégalités profondes endémiques sur ces deux pays.

La question cruciale est donc de savoir ce « que l'Afrique peut faire pour assurer une croissance inclusive ». La présente étude conclut qu'il est nécessaire de revoir les politiques macroéconomiques et institutions dans les pays subsahariens, en tenant compte des enseignements tirés des autres régions qui ont obtenu de bons résultats comme l'Asie du

Sud-est. En effet, l'Asie du Sud-est met un plus grand accent sur le rôle de « l'État développementaliste », un point de ralliement idéologique majeur pour ceux qui souhaitent contester le bien-fondé du néolibéralisme et du Consensus de Washington. Essentiellement, la question qui se pose est de savoir quel est le rôle approprié de l'État dans le cadre d'une quête renouvelée pour la croissance rapide en Afrique subsaharienne.

Pour répondre à cette question, nous explorons la littérature publiée en la matière et plusieurs études de cas afin de déterminer les réussites ou les échecs des pays. Nous constatons que la plupart des chercheurs et praticiens s'accordent à dire que l'État devrait jouer un grand rôle dans la planification du développement, car il existe un lien entre les politiques nationales et la croissance économique à long terme. Malgré les points de vue divergents qui soutiennent que le lien entre la politique macroéconomique et la croissance est fragile et difficile à défendre en théorie, nous pensons qu'en Afrique subsaharienne, les politiques et institutions appropriées sont importantes pour la croissance, car elles déterminent l'orientation prise par un pays pour son développement économique. Nous avons également identifié les principales variables sur lesquelles l'Afrique subsaharienne devrait mettre l'accent pour poursuivre sa croissance. Il s'agit, entre autres, d'accorder plus d'attention à la production agricole et à la sécurité alimentaire, de promouvoir la science, la technologie et l'innovation, de créer un environnement favorable aux investissements directs étrangers (IDE), d'améliorer les cadres de gouvernance nationaux, de veiller à ce que toute aide internationale fournie soit bien ciblée et utilisée de façon optimale, et, plus important, d'assurer une croissance économique inclusive.

À cause de voix dissidentes qui tentent de disqualifier le lien de causalité entre la bonne gouvernance et la croissance économique rapide, même face aux preuves de plus en plus évidentes en Afrique subsaharienne, notre position est ferme par rapport à la bonne gouvernance. Nous insistons sur le fait que la gouvernance est au cœur du défi du développement subsaharien. En dépit des différences entre les facteurs contextuels qui conduisent à l'instabilité politique d'un pays à un autre, le fléau de la mauvaise gouvernance semble être commun dans la plupart des pays subsahariens qui connaissent l'instabilité politique, affectant directement la croissance économique. Malgré la réalisation d'une croissance économique nationale significative depuis la fin des années 1990, les moyens de subsistance de la plupart des citoyens d'Afrique subsaharienne n'ont pas augmenté et la pauvreté, le chômage et les inégalités demeurent des défis « pernicious ». Les inégalités semblent être endémiques à la fois dans les économies performantes et celles qui le sont moins.

Le principal message véhiculé par le présent document est que la croissance économique impressionnante dans plusieurs pays devrait être suffisamment inclusive pour que de nombreuses personnes dans ces pays puissent accéder aux services sociaux et économiques de base et aux opportunités au même titre que les classes moyennes et supérieures. Presque toutes les études de cas présentées dans le présent document confirment cet aspect du développement.

D'après l'examen des études de cas et de la littérature en la matière, les éléments clés du renforcement des capacités commencent à émerger. Les principaux moteurs de la croissance et les domaines prioritaires de planification macro-économique décrits dans le

document présentent des éléments préliminaires pour d'éventuelles interventions en matière de renforcement des capacités. Pour commencer, il est nécessaire de développer un programme de transformation centré sur la restructuration économique soutenue par l'industrie manufacturière et l'industrialisation afin de créer plus d'emplois et assurer une croissance inclusive au profit de la croissance rapide en Afrique subsaharienne. Par conséquent, toute intervention significative en matière de renforcement des capacités devrait commencer par remettre en question la façon dont les principes d'un tel paradigme peuvent être au mieux diffusés parmi les structures nationales de leadership en Afrique subsaharien. Le document énonce plusieurs autres interventions en matière de renforcement des capacités possibles, mais nous pensons que, finalement, une évaluation des besoins devrait être faite dans le contexte de chaque pays en vue de déterminer ses besoins en capacités spécifiques avant de concevoir et mettre en œuvre les interventions. Nous sommes convaincus qu'avec des interventions de politiques macroéconomiques bien ciblées et des institutions, le programme de transformation de l'Afrique pourra être une réalité.

CHAPITRE 1. PRESENTATION GENERALE

Avec l'avènement de l'indépendance politique, la plupart des pays subsahariens ont eu la possibilité de déterminer la bonne combinaison de politiques et d'institutions leur permettant de parvenir à un développement socio-économique rapide. Cependant, les expériences vécues à travers le continent ont jusqu'ici donné des résultats mitigés, et la recherche d'un modèle d'économie politique efficace face à la mondialisation rapide demeure un défi permanent pour la plupart des pays. Un des moyens à la disposition des théoriciens et praticiens du développement national – pour proposer des stratégies de développement plus robustes répondant simultanément aux exigences de la croissance économique durable et l'équité – est d'examiner les leçons tirées des stratégies passées et d'en apprendre davantage sur les succès et les échecs enregistrés. Ils devraient également comprendre que les conditions pourraient avoir déjà changé, et que, par conséquent, les conditions actuelles ne peuvent pas être les mêmes que celles utilisées par les stratégies passées. Dans le présent document, nous examinons en détail et synthétisons le discours socio-économique pertinent sur le développement et les expériences des pays qui fournissent des indications utiles pour aborder les défis stratégiques et institutionnels évidents dans ce paysage.

Au cours de l'étude, nous avons accordé une attention particulière à certaines questions persistantes, mais importantes, qui semblent essentielles pour comprendre et aborder le dilemme de l'économie politique en Afrique subsaharienne. Par exemple, pourquoi certains pays du monde en développement semblent-ils connaître une croissance beaucoup plus rapide et avoir de meilleures performances socio-économiques que d'autres ? Quels sont les politiques et les facteurs institutionnels clés qui justifient ces différences, et que peuvent faire les gouvernements pour améliorer la position relative de leurs économies ? Pourquoi certaines parties du continent sont-elles restées pauvres, volatiles et violentes, tandis que d'autres bénéficient de conditions socio-économiques et politiques stables ? Par ailleurs, si la voie de la prospérité est à la fois possible et évidente, pourquoi tous les pays en développement ne la suivent-ils pas vigoureusement ? En effet, quelles politiques macroéconomiques et institutions devraient adopter les pays africains pour « saisir l'occasion » qu'offre un ordre mondial politique et économique en évolution rapide ? L'objectif principal de l'étude est de générer des connaissances utiles afin d'améliorer l'efficacité des voies du développement économique et politique de l'Afrique en identifiant les politiques macroéconomiques alternatives et les options institutionnelles à mettre en place pour faciliter une transformation socio-économique plus profonde.

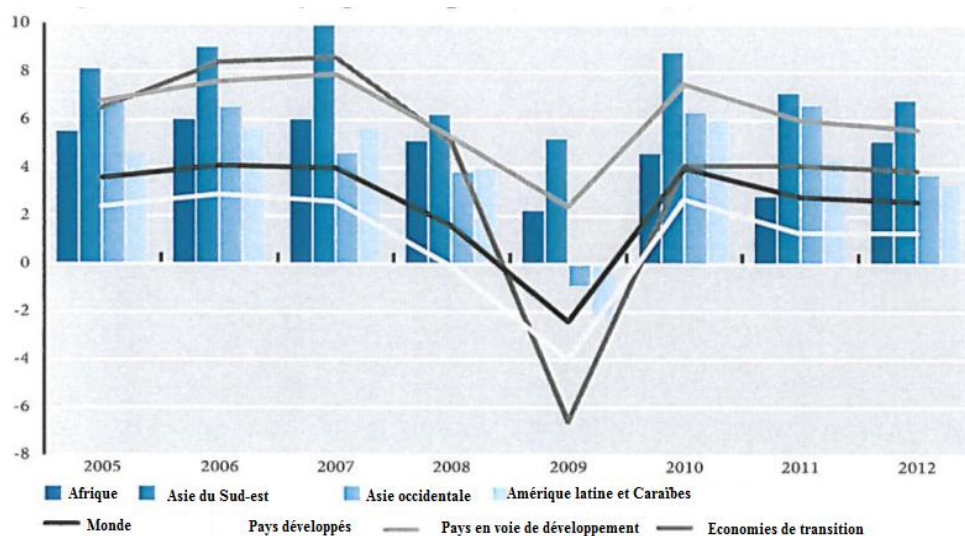
Le document est le résultat d'une étude théorique qui explore l'économie politique des pays africains avec un accent particulier sur la politique macroéconomique et les configurations institutionnelles pertinentes. Nous avons entrepris un examen approfondi de la littérature publiée et informelle, des documents stratégiques des gouvernements et des extraits de commentaires d'experts sur l'état de l'économie en vue d'examiner et de tracer la trajectoire de l'économie politique en Afrique et dans d'autres parties du monde en développement après les indépendances. Nous avons systématiquement examiné les variations des résultats du développement attribuables aux actions politiques prises dans différents contextes politiques et structurels.

Les principales sources de preuves empiriques pour ce document sont des études de cas approfondies et comparatives qui nous permettent de comprendre les relations de causalité dans le pays. Ainsi, les politiques macroéconomiques et institutions qui influencent la trajectoire de la performance de l'économie politique de différents pays au fil du temps sont examinées pour établir leurs avantages comparatifs et leurs faiblesses. Même si nous utilisons l'information obtenue au niveau mondial sur l'économie politique, le document s'appesantit sur des études de cas à travers le continent africain et d'autres parties du monde pour illustrer les principaux moteurs et contraintes à la performance de la politique macroéconomique au niveau national. Les possibilités en matière de renforcement des capacités permettant de réaliser le programme national de planification de l'économie politique sont également évaluées et articulées.

Contexte de l'étude

La crise économique et financière mondiale de 2008 a alerté les décideurs et les théoriciens en Afrique subsaharienne et d'ailleurs sur la nécessité de repenser leurs stratégies économiques nationales pour les prochaines décennies. Diverses analyses montrent qu'en général, l'Afrique subsaharienne a pu se relever rapidement de la crise financière et économique mondiale ; ce qui prouve que le continent a un potentiel économique non seulement vaste, mais essentiellement inexploité jusqu'à lors (Devarajan and Kasekende, 2009 ; Brixiová and Ndikumana, 2011). La Figure 1.1 représente les dernières variations des taux de croissance économique à travers le monde.

Figure 1.1 : Taux de croissance du PIB des grandes régions du monde (%) de 2005 à 2012



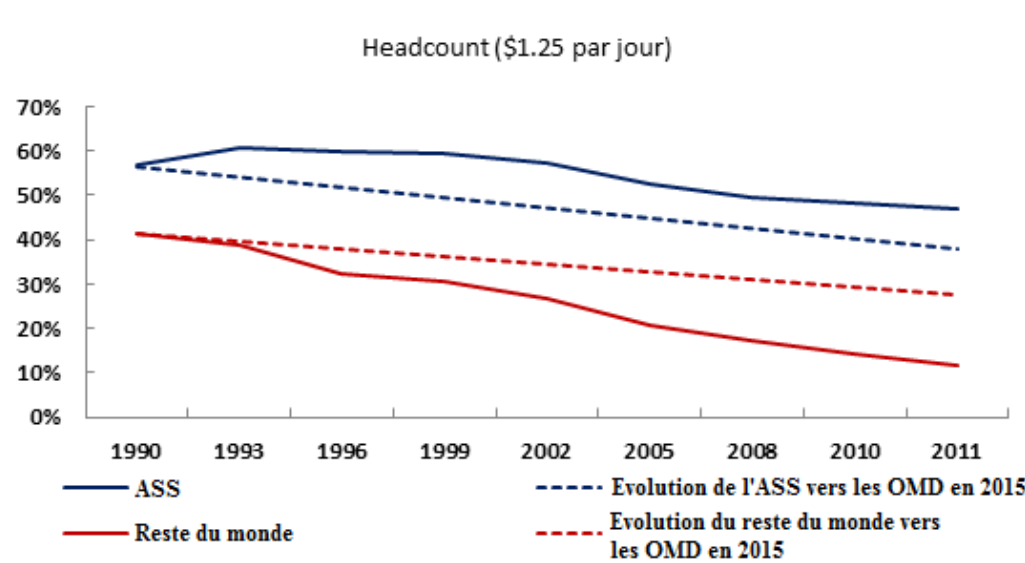
Source : UN-DESA (2012).

Au moins huit pays africains ont maintenant un produit intérieur brut (PIB) par tête supérieur à celui de la Chine et dans 15 pays, il est plus élevé que celui de l'Inde. Selon les estimations, l'Afrique continuera d'enregistrer une forte croissance économique (GGA 2012). À ce jour, seuls 13 pays dans le monde peuvent être cités comme des exemples de pays à forte croissance soutenue par un PIB d'au moins 7 pour cent de plus que pendant

les 25 années d'après-guerre. Il s'agit du Botswana, du Brésil, de la Chine, de HongKong, de l'Indonésie, du Japon, de la République de Corée, de la Malaisie, de Malte, d'Oman, de Singapour, de Taiwan et de la Thaïlande (World Bank 2008). Même si un seul d'entre eux est un pays africain, cela prouve en gros qu'une croissance soutenue rapide est possible. Certaines personnes considèrent ces cas comme des « miracles économiques », des événements impossibles à expliquer et peu susceptibles de se répéter. En conséquence, le défi majeur consiste maintenant à savoir comment transformer le potentiel de l'Afrique en une croissance substantielle, soutenue et inclusive capable d'améliorer substantiellement les moyens de subsistance. Selon la CEA, le continent africain est incontestablement une région en essor et l'on peut penser avec grand optimisme que le continent pourrait entrer dans une phase de transformation structurelle et une croissance économique inclusive durable et un développement à long terme (UNECA 2015).

Même si cette croissance est essentielle pour la construction d'une Afrique prospère, l'élaboration de nouvelles politiques macroéconomiques et des institutions plus robustes nécessitera une compréhension des stratégies passées qui ont réussi ou échoué dans le monde entier. En effet, pour l'Afrique subsaharienne, la renaissance politique et économique a été au centre de la théorie et de la pratique du développement. Diverses options ont été proposées ou essayées pour atteindre une telle renaissance dans différents pays. Dans la plupart des débats, les politiques macroéconomiques et institutions, la croissance économique et le développement sont en bonne place. Par exemple, Hailu et Weeks (2011) expliquent qu'après plusieurs décennies d'une focalisation étroite sur le contrôle de l'inflation et la réduction des déficits budgétaires, les discussions politiques macroéconomiques sont revenues à la promotion de la croissance et du développement. La Figure 1.2 montre les tendances de la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne entre 1990 et 2011.

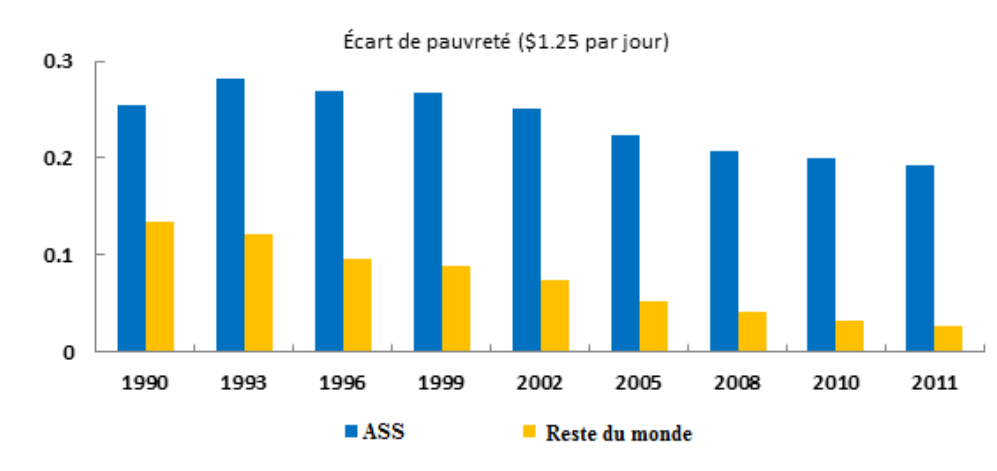
Figure 1.2 : Tendances de la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne entre 1990 et 2011



Source : World Bank, Africa's Pulse. PovcalNet (2014).

Les figures 1 et 2 montrent que globalement, la pauvreté a diminué au cours des dernières décennies, mais plus lentement en Afrique subsaharienne qu'ailleurs dans le monde, et encore plus lentement qu'il ne faudrait pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD, Objectif 1). Dans les rares pays africains où une croissance économique significative a été enregistrée, une masse importante de la population n'a pas non plus échappé à la pauvreté (Edigheji 2005 ; ACET 2014). Par exemple, même si les pays comme le Nigeria et l'Afrique du Sud sont devenus des économies à revenu intermédiaire, il existe peu d'informations relatives à la pauvreté généralisée, au chômage et aux inégalités profondes sur ces deux pays. La Figure 3.1 montre les tendances de la pauvreté en Afrique subsaharienne entre 1990 et 2011.

Figure 1.3 : Niveaux de pauvreté entre 1990 et 2011



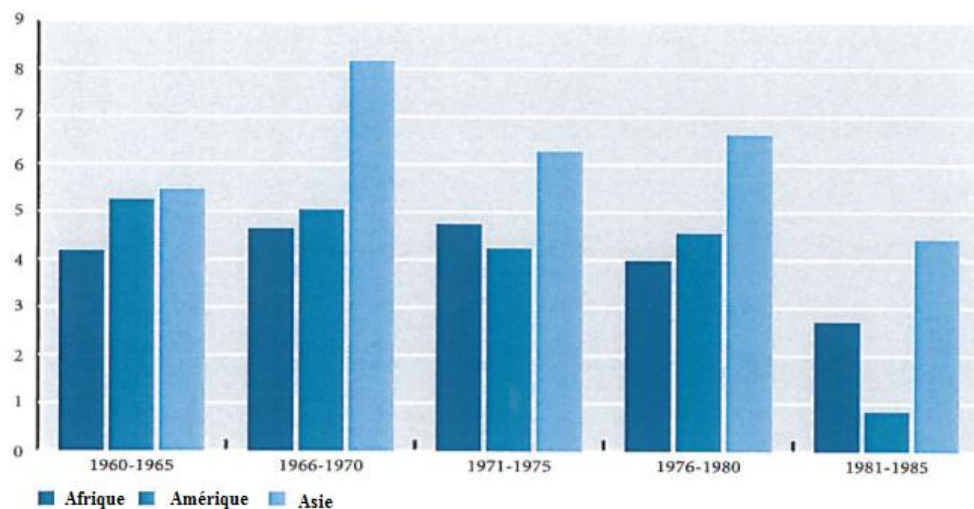
Source : World Bank, Africa's Pulse.. PovcalNet (2014).

Plusieurs raisons ont été avancées pour justifier la mauvaise performance économique de l'Afrique subsaharienne, notamment une forte croissance démographique, la faiblesse des exportations, la faiblesse du capital humain, les mauvaises politiques et la faiblesse institutions macroéconomiques, l'inefficacité du secteur public et les conflits ethniques (World Bank 1990 ; Schatz, 1994 ; Easterly et Levine 1997, Narayan et al. 2011). Dans les années 1950 et au début des années 1960, l'Afrique a été largement considérée comme un continent prometteur et prospère, contrairement à l'Asie embourbée dans la pauvreté apparemment irrémédiable, et ravagée par des guerres. Les destins ont vite changé et, après une poussée de la croissance économique après les indépendances, les chocs externes, les interventions politiques et le développement inefficaces ont conduit à la stagnation économique dans de nombreux pays africains, ralentissant même dans les pays prometteurs comme la Côte d'Ivoire et le Kenya (UNECA 2012).

L'échec de l'Afrique subsaharienne pour soutenir la croissance économique a orienté l'attention des décideurs et des théoriciens vers les facteurs défailants des politiques macroéconomiques et institutions. Inévitablement, l'accent sur les politiques macroéconomiques et institutions, la croissance économique, et le développement donnent une place de choix au rôle de l'État. La Banque mondiale, par exemple, conclut que les développements à grande échelle de l'économie mondiale nous ont fait revoir les questions

fondamentales relatives à l'État, notamment le rôle qu'il peut jouer, ce qu'il peut et ne peut pas faire, et la meilleure façon de le faire (World Bank 1997). En fait, comment l'État peut-il faciliter la croissance économique et la transformation durable dans un monde en mutation rapide ? Fritz et Menocal (2007) affirment que l'accent majeur est maintenant mis sur les voies et moyens de renforcer les capacités et la volonté des États pour réaliser le développement socio-économique. L'accent est passé de la détermination du rôle « approprié » de l'État aux questions liées à son engagement et à ses capacités. La Figure 1.4 représente les tendances de la croissance du PIB montrant que l'Afrique a été à la traîne par rapport à d'autres régions du monde pendant une longue période.

Figure 1.4 : Croissance du PIB de 1960 à 1985 (%)



Source : World Bank (2011 b).

La littérature pertinente révèle aussi que de nombreux chercheurs sont de plus en plus pessimistes par rapport à l'État développementaliste en Afrique subsaharienne après les indépendances. En effet, le pessimisme profond sur les perspectives de développement de l'Afrique subsaharienne s'imprègne en grande partie de la littérature, compte tenu de ses institutions faibles, des réformes économiques peu satisfaisants et des défis liés à la malédiction des ressources (Bluedorn et al. 2014). Par exemple, Edigheji (2005) soutient que l'histoire des pays africains après les indépendances est celle des échecs monumentaux en termes de démocratie, de développement et de performance économique relativement faibles. Après près de cinq décennies d'indépendance, la plupart des pays africains sont encore sous-développés. La Banque mondiale affirme qu'en Afrique, les décideurs ont passé de nombreuses années à chercher à résoudre les problèmes de dette, de déficits et d'inflation (World Bank 2008). Notant l'effet statistiquement significatif et négatif de la variable muette 'africain' dans les équations de régression de la croissance dans plusieurs pays, Easterly et Levine (1997) ont parlé d'une « tragédie de croissance » pour caractériser les performances économiques à long terme de l'Afrique. En fait, le revenu réel moyen par habitant en Afrique subsaharienne a à peine augmenté entre 1960 et 2000, et ce, en grande partie, à cause des performances peu encourageantes des économies africaines entre 1974 et 1994.

Par conséquent, il n'est pas exagéré de dire que l'Afrique a « raté » le train de la transformation économique qu'a pris le reste du monde en développement après 1950 (Ndulu and O'Connell 2008 ; Platteau 2009). La preuve de ce sous-développement peut se trouver dans tous les indicateurs sociaux et économiques examinés, à l'exception de quelques pays comme le Botswana, Maurice, le Ghana et la Tunisie, qui ont eu des taux de croissance relativement élevés (Tiruneh 2006). La combinaison des politiques inefficaces, la mauvaise gestion pure et simple (dans certains pays), le fardeau de la dette extérieure, la mauvaise gouvernance et les conflits a précipité le déclin économique dans les années 1980 (Sako and Ogiogio 2002).

Cela prouve que les pays subsahariens ont un besoin urgent de transformation économique afin de soutenir la croissance en faveur des pauvres, faire face à la croissance démographique, devenir compétitifs dans l'économie mondiale et créer les conditions favorables à une meilleure gouvernance (Africa Power and Politics Program 2012). Même si de nombreuses bonnes politiques ont été identifiées dans différents pays subsahariens, elles n'ont été ni adoptées ni mises en œuvre avec le sérieux nécessaire. Ce problème peut également être lié aux questions de répartition et d'obstacles institutionnels (World Bank 2003). Sept des 10 pays les plus inégaux du monde d'aujourd'hui se trouvent en Afrique subsaharienne. Ainsi, la poursuite d'un programme de transformation économique plus profonde est encore un objectif de développement important pour la plupart des pays africains.

En utilisant une approche descriptive historique, le présent document se concentre sur les options de politiques macro-économiques et les institutions capables de favoriser le développement plus durable et équitable à travers l'Afrique. Nous sommes parfaitement conscients des risques liés à l'excès de déterminisme et aux conclusions hâtives dans les tentatives pour prévoir la croissance économique continentale. Par exemple, dans les années 1960, Gunnar Myrdal était convaincu que l'Afrique allait être prospère et croître de façon constante, tandis que l'Asie était vouée à la stagnation. Les trente ans suivants qui ont vu le développement économique rapide de l'Asie (alors que l'Afrique stagnait) ont prouvé aux théoriciens qu'il fallait se méfier de prédire la performance de croissance économique à long terme d'un pays ou d'une région (Azam et al. 2002). Ainsi, dans le présent document, nous ne prétendons pas prédire l'évolution de la croissance africaine dans les cinq ou six prochaines décennies, mais plus modestement, nous entendons passer en revue la littérature publiée et formuler les stratégies de développement et les approches macro-économiques qui ont été déployées dans différents contextes nationaux avec des résultats plus ou moins positifs. Les leçons apprises peuvent être exploitées pour l'élaboration des politiques macroéconomiques en Afrique.

Organisation du document

Le document est réparti en douze grandes sections. Dans la première section, nous présentons un aperçu général et le contexte de l'étude. Dans la deuxième section, nous donnons une vue d'ensemble des expériences de planification du développement de l'Afrique subsaharienne après les indépendances, les tendances de croissance économique continentale et les principales stratégies de politique macro-économique mises en œuvres. Nous décrivons brièvement les principaux résultats de ces expériences. De la troisième à la

dixième section, nous proposons des études de cas détaillées à travers le continent pour faire ressortir les principales tendances en termes de croissance économique et de stratégies qui peuvent expliquer la situation économique actuelle de divers pays subsahariens, avec un accent particulier sur les bénéfices et les coûts de ces processus. Dans les mêmes sections, nous utilisons également les études de cas sur la RDC pour mieux élucider le phénomène des États fragiles.

Dans la onzième section, nous déterminons les principaux moteurs de la croissance en Asie du Sud-est avec une attention particulière sur les « tigres asiatiques » dans le but de mettre en évidence les principales stratégies de planification du développement macro-économique qui ont rendu possible la croissance rapide de cette région. Enfin, dans la douzième section, nous menons une discussion globale basée sur les questions clés découlant de l'examen de la documentation et des études de cas. Le principal objectif de cette section est de faire ressortir les principaux moteurs de la croissance durable et inclusive en vue d'améliorer la position du continent. Dans la même section, les possibilités en matière de renforcement des capacités et quelques observations finales sont articulées.

CHAPITRE 2. EVOLUTION DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les pays subsahariens ayant accédé à l'indépendance ont été confrontés à un certain nombre de défis, qui ont influencé leurs programmes de développement nationaux. Par ces défis, on peut citer notamment la nécessité de régler la question de l'héritage colonial du sous-développement et des inégalités profondément enracinées dans des secteurs comme l'éducation, la santé, l'emploi et d'autres aspects du développement social, de prendre le contrôle de l'économie et d'améliorer la performance économique nationale, et de faciliter la « construction de la nation » et d'établir des organismes publics légitimes, viables et efficaces pour la gouvernance, la gestion des affaires publiques et le développement national (Conyers 1986 ; Rondinelli 1989).

Inévitablement, l'on a commencé à définir le développement simplement comme l'utilisation de l'État pour orienter la modernisation de la société et augmenter ses revenus. Cette croyance est devenue tellement omniprésente qu'on a pensé que l'État pourrait développer l'économie nationale et modifier la société de façon à l'adapter plus aux besoins de l'homme que pendant le colonialisme (Killick 1983). L'idée sous-jacente ici est que l'État pourrait incarner une volonté collective plus efficace que le marché, ce qui a favorisé les intérêts privilégiés. Conscients des imperfections du marché et de l'économie mondiale, et confiants que l'État pouvait les surmonter, les théoriciens du développement ont proposé des modèles qui ont donné un rôle de premier plan à l'État dans l'économie (Rondinelli 1983 ; Olukoshi 2002). Ainsi, pour la plupart des pays africains, l'indépendance a donné à l'État la possibilité de satisfaire les besoins socio-économiques de base des citoyens grâce à une planification économique globale. « Avoir un plan » est devenu presque une partie essentielle de l'indépendance politique (Killick 1983).

La plupart des gouvernements étaient également convaincus qu'une planification globale leur permettrait d'accélérer à la croissance économique et de rattraper rapidement les économies développées (Ghura 1995). Ainsi, l'Afrique subsaharienne a connu plusieurs décennies de cycles de planifications macroéconomiques nationales, avec pour résultante un panier mixte et large d'expériences à articuler. La crise économique et financière mondiale de 2008 a été interprétée comme la preuve que les marchés ne sont pas toujours autorégulés. En l'absence de réglementation, ils deviennent inapplicables et insoutenables à long terme (Devarajan et Kasekende 2009 ; Brixiova et Ndikumana 2011). Bien plus, l'importance de l'intervention de l'État dans l'économie est devenue évidente, et les États développementalistes sont devenus plus convaincants (Edigheji 2010).

Evolution de la planification du macroéconomique en Afrique subsaharienne

L'histoire de la planification du développement en Afrique subsaharienne après les indépendances révèle que le continent a connu trois phases distinctes. La première phase est la phase de planification centralisée principalement constituée par l'élaboration et la mise en œuvre des plans quinquennaux globaux (Killick 1983). Selon Olukoshi (2002), durant cette phase, au moins 32 pays africains avaient un plan national de développement basé principalement sur le modèle des économies planifiées soviétiques. Les plans préconisaient

des économies structurées par l'État avec des ressources affectées par l'État. C'était l'époque où les entreprises publiques opéraient dans la plupart des secteurs productifs. La seconde phase est celle de la libéralisation lorsque l'État a abandonné la direction du développement au profit du secteur privé. C'est également pendant cette phase que les programmes d'ajustement structurel ont gagné du terrain.

La troisième phase est celle des visions à long terme (par exemple, la Vision 2016 au Botswana et la Vision 2025 en Tanzanie), dans laquelle l'État devrait prendre les rênes du développement national, mais agissant principalement comme un guide et facilitateur de développement en coopération avec les autres acteurs sociaux (Conyers 1984 ; Mutahaba and kweyamba 2010). La désillusion observée chez les universitaires et les praticiens de la planification par rapport à l'échec de la planification pour atteindre les résultats escomptés depuis les années 1960 a eu peu d'effet apparent sur l'attitude des gouvernements. La plupart des États africains aujourd'hui ont adopté un plan national de développement et tenté de rétablir les conditions favorables à une planification nationale plus efficace (Killick 1983 ; Oketch 2006). Dans ce contexte, plusieurs approches et stratégies de planification macro-économique testées par divers gouvernements d'Afrique subsaharienne se démarquent.

Substitution aux importations

En premier lieu, des années 1960 au début des années 1980, des tentatives ont été faites pour accélérer la croissance économique nationale par la substitution des importations. Il s'agissait principalement de stratégies trop contrôlées par l'État à cause de la méfiance des pouvoirs publics vis-à-vis des marchés et des entreprises privées, avec parfois des tentatives pour les supprimer (ACET 2014). Avec la substitution des importations, un pays établit les industries et la production locales pour remplacer l'importation de biens en provenance d'autres pays et créer des emplois locaux tout en favorisant l'autosuffisance nationale et prévenant les problèmes de balance des paiements (UNCTAD and UNIDO 2011). Grâce à ce modèle, l'Afrique subsaharienne a réalisé une croissance moyenne du PIB positif et relativement stable d'environ 4 pour cent par an en 1960-1985 (Oketch 2006 ; UNECA 2012).

Cependant, au fil du temps, les problèmes ont surgi dans ces stratégies. Il est devenu de plus en plus clair que de nombreuses économies du tiers-monde ont accusé un retard graduel pour continuer à améliorer le niveau de vie des citoyens les plus pauvres du monde (Olukoshi 2002). Le développement industriel a consommé plus de ressources qu'il en a produites, une perte aggravée par l'inefficacité des pouvoirs publics. À la fin du boom de l'après-guerre dans les années 1970, les manquements liés au développement dirigé par l'État ont apparu clairement (Rapley 2007). Devant l'échec de la substitution des importations, cette approche a dû être abandonnée dans les années 1970.

Pour de nombreux pays, l'impact négatif de l'approche se situait au niveau des déficits commerciaux élevés, de la dégradation des termes de l'échange, de la hausse de la dette internationale, des déficits budgétaires, de la hausse des subventions aux entreprises publiques inefficaces et improductives, et la forte baisse des réserves de change (UNECA 2012). Ainsi, l'on a observé une baisse de la croissance économique même si au

début des années 1980, l'Afrique était l'une des régions ayant une des croissances les plus lentes dans le monde. Par exemple, l'aide étrangère en pourcentage du PIB était toujours plus élevée que dans d'autres régions en développement et la dette a augmenté rapidement à partir de 23,5 pour cent en 1971 à 42,8 pour cent en 1980, avec un pic à 70,4 pour cent en 1985 (UNECA 2012). Évidemment, l'Afrique subsaharienne a dû adopter une stratégie différente pour la croissance et le développement économique national.

Programmes d'ajustement structurel

Avec l'indépendance politique, l'État était convaincu que la planification du développement centralisé lui permettrait d'assurer la stabilité macroéconomique, de stimuler la croissance, de redistribuer les revenus, de fournir la protection sociale et de développer les industries d'infrastructure et industries émergentes (Bangura 1999 ; Nellis 2006). Cependant, à la fin des années 1980, l'on a consensuellement constaté que la contribution du secteur public au développement économique était bien inférieure aux attentes et que ce secteur devait être réformé (World Bank 1994 ; Killick 1995 ; Rammanadham 1989 ; Cook and Kirkpatrick 1988). Les entreprises publiques qui étaient censées fournir des surplus d'investissement au gouvernement se sont avérées avoir souvent besoin de subventions massives, devenant ainsi un fardeau fiscal (Nellis and Kikeri 1989). La fonction publique a été caractérisée par une qualité des prestations de services, la corruption généralisée et le le patronage. Il y a eu une pression écrasante pour réduire le rôle de l'État par la restructuration des entreprises publiques déficitaires et leur réorientation vers l'efficacité (Keyter 2007).

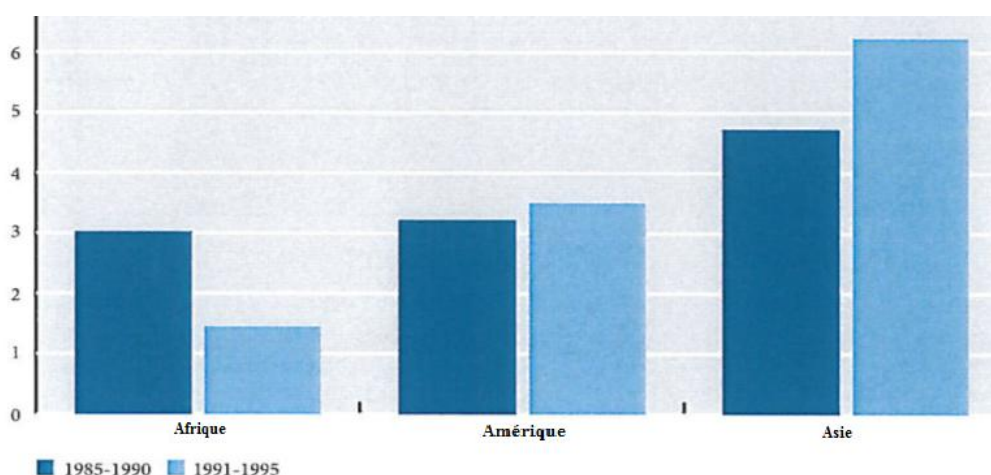
Ainsi, la vague de programmes d'ajustement structurel (PAS) qui a balayé l'Afrique subsaharienne à partir des années 1980 a été conçue pour contrer l'orthodoxie largement répandue d'un État considéré comme la seule organisation ayant la capacité de concevoir le développement socio-économique national (Zhou 2001). Sous la direction du FMI et de la Banque mondiale, les gouvernements ont élaboré et mis en œuvre de vastes réformes politiques macro-économiques « favorables au marché », notamment la libéralisation des régimes commerciaux et du taux de change comme condition préalable pour recevoir l'aide des institutions de Bretton Woods (UNECA 2012). Sous les PAS, l'État a été considéré comme l'obstacle majeur à l'efficacité et la croissance économiques. L'objectif principal était de « faire reculer » et donner de la place aux marchés et aux entreprises, qui, libres de toute entrave, propulseraient la croissance et le changement structurel, alors que l'État devait se concentrer sur les règles du jeu, agissant comme un arbitre impartial, et assurer les services publics comme l'éducation et les soins de santé (ACET 2014).

De nombreux chercheurs et décideurs ont, depuis lors, évalué l'impact des PAS dans la croissance économique, et en effet, ils ont ressorti quelques exemples de pays subsahariens comme le Ghana, qui ont eu une bonne performance de croissance après l'introduction des réformes recommandées. Cependant, de nombreux pays ont enregistré des résultats décevants (Loxley 1990 ; Calderón and Fuentes 2012). Le coût socio-économique global des PAS est une histoire triste. Divers évaluations indiquent de sérieuses difficultés de mise en œuvre (Gordon 1996 ; Bangura 2000 ; Chang 2007 ; Ohemeng 2010). Ghura (1995), qui a étudié les tendances de la croissance économique de plusieurs pays africains après les indépendances (1970-1990), a conclu que la région a perdu deux décennies. Sur les 33 pays couverts, 20 étaient plus pauvres dans les années 1980 que dans les années 1970. Selon la

CEA, en dépit du fait que de nombreux pays africains ont été poussés vigoureusement vers les PAS, la croissance économique a encore diminué, passant de 3,02 pour cent en 1985-1990 à 1,45 pour cent en 1991-1995 (UNECA 2012). Corrélativement, le PIB réel par habitant s'est légèrement amélioré en 1985-1990 de 0,23 pour cent, mais a diminué de 0,89 pour cent en 1991-1995 lorsque les autres continents en développement ont enregistré une croissance (Africa in Fact 2014).

Cela laisse penser que même si les PAS ont donné des gains de croissance positifs dans certains des pays du tiers-monde les plus avancés, ils ont été moins efficaces dans les pays subsahariens les plus pauvres - ceux qui ont paradoxalement le plus besoin de changement rapide (Rapley 2007). Par exemple, la réduction des effectifs des institutions du secteur public et les privatisations massives ont conduit à des pertes nettes d'emplois, les restrictions budgétaires ont compromis la prestation des services sociaux et le développement du capital humain, et plus important, les PAS n'ont pas donné les résultats escomptés en termes de croissance (UNECA 2012). L'accumulation de la dette extérieure au cours de la période des PAS a également pris des proportions alarmantes en Afrique subsaharienne, augmentant (en pourcentage du PIB) de 100 pour cent en 1985-1990 à 115 pour cent en 1991-1995 (ACET 2014). La Figure 2.1 représente la tendance de la croissance du PIB dans trois régions du monde au cours de la décennie 1985-1995.

Figure 2.1 : Croissance du PIB, 1985-1995 (%)



Source : World Bank (2011 b).

Les décennies inspirées par les PAS en Afrique sont aujourd'hui souvent appelées « décennies perdues », et la persistance de la crise de la pauvreté a amené les bailleurs internationaux à recentrer leurs programmes d'aide sur le financement des stratégies d'allègement de la dette et de réduction de la pauvreté (UNECA 2012). L'échec des PAS a alerté les décideurs sur la nécessité d'élargir l'agenda des réformes du secteur public afin de mettre l'accent sur les institutions qui fonctionnent bien dans le processus de développement (Platteau 2009). Cela a également permis de rechercher une stratégie de développement plus viable et de renouveler le débat sur la possibilité de l'émergence d'un État développementaliste en Afrique (Meyns et Musamba 2010).

Période post-programmes d'ajustement structurel

Au début des années 2000, les PAS ont été remplacés par des stratégies et plans de réduction de la pauvreté (DSRP) visant à inverser les effets négatifs d'une décennie de PAS sur les conditions de bien-être et sociaux. Les DSRP ont fortement insisté sur la réduction de la pauvreté comme condition à l'allègement de la dette (Rapley 2007). De nombreux pays africains ont connu au moins deux générations de DSRP, la plupart du temps pour assurer leur admissibilité à l'allègement de la dette. Malgré les principes d'appropriation et de consultations qui ont soutenu les DSRP, ils n'étaient pas crédibles à cause des processus pilotés de l'extérieur. En outre, les DSRP avaient tendance à mettre un accent disproportionné sur le secteur social au détriment du secteur productif, soulevant des questions sur la viabilité du programme de réduction de la pauvreté (Rapley 2007). Ainsi, de nombreux pays africains ont adopté des visions de développement à long terme et des cadres de planification avec des buts et objectifs de croissance et de développement social beaucoup plus ambitieux. Il s'agit de l'Éthiopie, du Nigeria, de l'Ouganda, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie et du Botswana, qui ont adopté des stratégies et politiques plus détaillées que celles qui étaient habituellement préconisées par les DSRP (Meyns and Musamba 2010).

Depuis la fin des années 1990 (après presque deux décennies de stagnation et de déclin), la croissance économique de l'Afrique s'est considérablement améliorée. Le continent a non seulement enregistré des taux d'expansion notables (bien que différents), mais il est également l'une des régions les plus dynamiques du monde (Arbache et al. 2008 ; UNECA 2012 ; Africa Progress Panel 2013). Au-delà, la croissance est non seulement répandue parmi les pays - environ 40 pour cent d'entre eux ayant des taux de croissance d'au moins 5 pour cent en 2001-2008 par exemple - mais elle est également élargie à la base, couvrant les ressources, les finances, le commerce de détail, l'agriculture, les transports, et les télécommunications (Leke et al. 2011 ; Andrews 2013).

Il devient de plus en plus évident que les stratégies nationales de développement de l'Afrique subsaharienne aujourd'hui vont au-delà de l'objectif étroit de la réduction de la pauvreté pour englober des objectifs comme la croissance accélérée, la création d'emplois, la transformation structurelle et le développement durable. Ces plans emploient une combinaison d'approches public-privé, et apprécient le rôle essentiel de ces deux secteurs dans le développement (Rodrik 2003 ; Stuart 2011 ; UN-DESA 2012). Dans le présent document, nous soutenons que les efforts en ce sens devraient continuer, car les visions nationales à long terme sont souvent appréciées par les acteurs nationaux africains et un processus plus consultatif et participatif impliquant un large éventail d'intervenants, notamment la société civile, le secteur privé, les circonscriptions locales et les partenaires de développement. Cependant, plusieurs défis restent à relever et beaucoup restent à faire pour améliorer la planification macroéconomique et élaborer des politiques nationales et des cadres institutionnels capables de traduire les aspirations et les priorités nationales de développement en résultats concrets. Dans les sections suivantes du document, nous articulons davantage les opportunités et les défis de ce domaine.

Rôle des politiques et institutions publiques dans la croissance économique nationale

Pendant des siècles, les chercheurs et les praticiens ont convergé sur l'hypothèse d'un lien entre les politiques nationales et les taux de croissance économique à long terme. Dans la littérature sur l'économie du développement, il semble y avoir un consensus sur l'importance des politiques et institutions publiques dans la croissance économique. Des politiques macroéconomiques saines sont nécessaires pour la croissance économique. Par ailleurs, un cadre institutionnel favorable est invariablement considéré comme nécessaire pour la promotion de politiques saines et la croissance économique. Dans de nombreux cas, ce lien est acquis, et l'analyse de la croissance économique nationale réussie (ou ratée) commence habituellement par un examen plus approfondi des politiques et institutions macroéconomiques mises en œuvre pour permettre la croissance. Par exemple, Schultz (1981) suggère que de nombreuses politiques publiques sont des freins à la croissance, car elles réduisent les gains liés à l'accumulation du capital qui englobe aussi bien la dimension humaine que physique. Dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, Fosu et al (2006) ont étudié le rôle des politiques et institutions pour expliquer la croissance, et ont conclu que l'absence de croissance économique et de développement en Afrique est attribuable aux arrangements spécifiques observés généralement incompatibles avec les intérêts de l'ensemble des citoyens dans les institutions politiques.

D'autres chercheurs ont également largement contribué à ce débat. Par exemple, Grier et Tullock (1989) ont procédé à une analyse empirique de la croissance économique couvrant 113 pays de 1951 à 1980, et ont constaté que les politiques et institutions sociales sont des facteurs importants de la croissance, au moins sur une période de 20 à 30 ans. King et Rebelo (1990) ont étudié l'hypothèse selon laquelle la réponse à la croissance économique réside dans les différences de politiques nationales qui influencent les incitations, pour les individus, d'accumuler le capital physique et humain. Les résultats de leur analyse ont montré que l'effet de ces incitations peut induire de grandes différences dans les taux de croissance économique à long terme. Ainsi, ils ont pu prouver que les changements dans les politiques publiques pourraient expliquer les périodes de stagnation séculaire ou de forte croissance économique.

La signification des « politiques » et « institutions » devrait être placée dans son contexte. Dans le cadre du présent document, nous faisons usage de la définition de John (2012). Selon lui, dans les systèmes politiques démocratiques, les titulaires d'une charge publique font leur choix parmi différentes questions comme l'allocation du budget national, l'application des lois et l'introduction de nouvelles technologies. L'étude de la politique publique vise à expliquer comment les décideurs, en travaillant à l'intérieur ou à proximité de l'appareil gouvernemental et d'autres institutions politiques, posent des actions publiques destinées à avoir un impact en dehors du système politique. L'accent est surtout mis sur les décisions gouvernementales qui génèrent des produits spécifiques comme les approches de développement macro-économiques et la gestion des services de santé publique. Non moins importante est la façon dont ces décisions produisent des changements voulus ou non en dehors du système politique officiel comme l'accroissement des inégalités, une bonne performance de l'éducation et la hausse ou la baisse du PIB (John

2012). Les politiques macroéconomiques spécifiques sont habituellement exécutées par le biais des institutions, qui sont les structures organisationnelles, les règles formelles et informelles, et de la réglementation conçue pour soutenir et favoriser la réalisation de la politique (Nord 1990, Schroeder 2005). Ainsi, les institutions représentent les arrangements que les gouvernements conçoivent pour contrôler et gérer les ressources nationales pour le développement.

Dans le présent document, nous partageons l'idée selon laquelle les politiques et institutions déterminent l'orientation du développement économique d'un pays et ces variables ont joué un rôle important dans la trajectoire du développement de l'Afrique subsaharienne. Ce faisant, nous sommes du même avis que Arbache et Page (2007), qui ont étudié les tendances de la croissance économique d'Afrique subsaharienne entre 1975 et 2005 et ont conclu que les politiques et institutions sont étroitement associées aux bonnes et surtout mauvaises périodes économiques. Ils ont utilisé l'indice d'évaluation de la politique et des institutions de la Banque mondiale, et ont conclu qu'il est plus faible pendant les périodes de ralentissement économique, mais pas significativement différent entre les périodes d'accélération et en temps normal. Les coefficients de corrélation montrent que les pays ayant des indices d'évaluation de la politique et des institutions inférieurs ont tendance à connaître plus des défaillances économiques. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) reconnaît également que les questions de politique macroéconomique sont importantes pour le développement humain. Elles influencent la protection sociale, la fourniture de services publics et la quantité et la qualité de l'emploi (UNDP 2014).

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) est à peu près du même avis. En effet, pour la CNUCED, le rôle de la politique budgétaire dans les pays développés, les pays en voie de développement et les économies intermédiaires devraient aussi bien être réévalués dans une perspective macro-économique dynamique, car l'espace budgétaire est en grande partie une variable endogène qui dépend d'une combinaison de choix politiques et des capacités institutionnelles (UNCTAD 2012). Dans le présent document, nous soutenons que les politiques macroéconomiques nationales établissent ou remodelent souvent la structure et le fonctionnement des institutions et des marchés économiques nationaux. Comme le souligne Fosu (2012), les « syndromes politiques » ont sensiblement contribué à la faible croissance des économies africaines pendant et après les indépendances. Si l'Afrique subsaharienne avait été privée de ces syndromes, la croissance du PIB par habitant aurait en moyenne atteint près de deux points de pourcentage après les indépendances. Ainsi, les économies de transformation structurelle exigent des politiques macroéconomiques appropriées pour améliorer la performance économique dans l'efficacité, la stabilité et la croissance (UNCTAD 2012).

Un réexamen de la portée et de la forme des politiques structurelles constitue donc un défi permanent pour les gouvernements de tous les pays. Les domaines spécifiques de discussion à aborder dans les dimensions politiques et institutionnelles du développement macro-économique, incluent la réglementation ou non des marchés, l'éducation, les infrastructures, la fiscalité, et les services sociaux et les mécanismes de l'administration publique en général (UNCTAD 2012). Même si d'autres chercheurs ont tendance à minimiser le rôle des politiques et institutions macro-économiques dans leur analyse des modèles de

croissance économique, nous ne pensons pas que nous devons nous appesantir sur ce débat dans le présent document. Pour enrichir notre document, nous pensons que le bien-fondé de l'élaboration des politiques et institutions plus solides en faveur de la croissance en Afrique subsaharienne a déjà été établi.

CHAPITRE 3. BOTSWANA

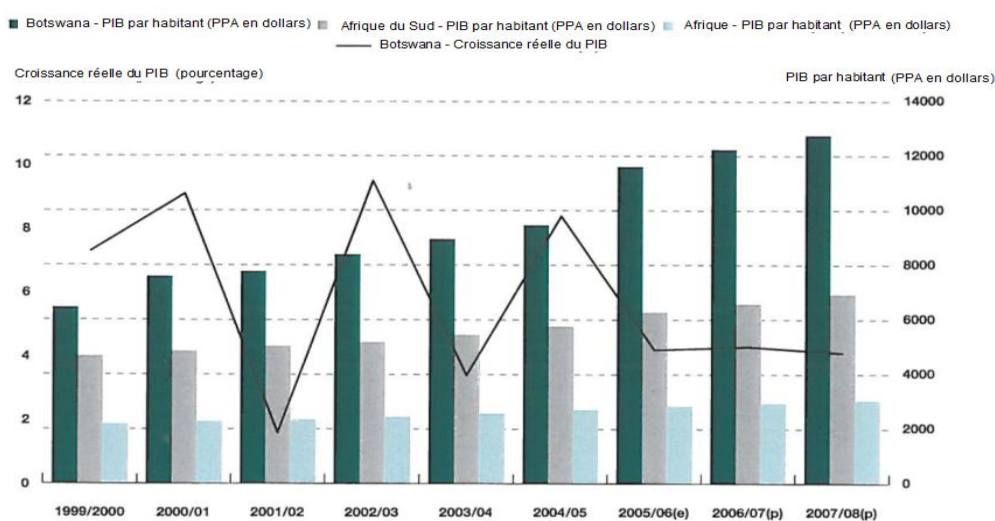
La République du Botswana est un pays enclavé en Afrique australe. D'une superficie de 581.730 km², le Botswana est le 48^{ème} plus grand pays du monde. Cependant, jusqu'à 70 pour cent de son territoire géographique fait partie du désert du Kalahari. Pourtant, le Botswana a la réputation privilégiée d'avoir l'un des taux de croissance économique les plus élevés dans le monde au cours des dernières décennies. Il s'agit là d'une étude de cas intéressante en Afrique subsaharienne. Avec sa population de petite taille (1,6 million d'habitants) et sa dotation en ressources naturelles, il a enregistré des progrès significatifs en matière de développement depuis son indépendance. Il a été décrit comme un « exemple de réussite en Afrique », avec le taux de croissance le plus élevé de tous les pays dans le monde entre 1960 et 1999 (Acemoglu et al. 2001 ; Fosu and Gyapong 2010). Les chercheurs s'accordent à dire généralement que la croissance record exemplaire du Botswana a été soutenue par la bonne gouvernance portée sur un renforcement efficace de l'État (Fosu 2006). La question qui se pose ici est de savoir comment le Botswana a réussi à renforcer ses structures étatiques et à stabiliser sa croissance économique là où de nombreux pays africains ont échoué.

Données économiques

Avec une économie libéralisée, le taux de croissance économique du Botswana dépasse régulièrement celui de Maurice (une autre histoire de réussite en Afrique), la Corée du Sud et d'autres tigres asiatiques, et est bien supérieure à celui des autres pays subsahariens (Osei-Hwedie and Sebudubudu 2004). Depuis l'indépendance, le Botswana a le taux moyen de croissance économique le plus élevé du monde, avec une moyenne d'environ 9 pour cent par an de 1966 à 1999 (World Bank 2005 ; OECD 2007). Selon Narayan et al. (2011), de 1965 à 1973, le taux de croissance annuelle du PIB du Botswana était 14,8 pour cent, le taux le plus élevé dans le monde, après le revenu élevé d'Oman, pays riche en pétrole (21,9 pour cent). De 1973 à 1984, le taux de croissance annuel du Botswana était de 10,7 pour cent, le taux le plus élevé dans le monde, dépassant les tigres asiatiques comme Hong Kong (9,1 pour cent) et Singapour (8,2 percent) (World Bank 1986).

Entre 1980 et 1990, le Botswana a connu une croissance estimée à 11 pour cent, encore le taux le plus élevé dans le monde au cours de cette période, avant la Chine (deuxième avec 10,3 pour cent de croissance par an) (Sebudubudu 2005 ; Fosu and Gyapong 2010). De 1990 à 2003 la croissance du Botswana a ralenti à 5,2 pour cent, un taux qui est cependant en tête des douzes premiers pays sur la liste de l'indice de développement mondial de la Banque mondiale sur cette période (World Bank 2005). Il a également réussi à maintenir un faible endettement de 0,7 milliard de dollars en 2005, avec un service de la dette représentant 4 pour cent des exportations et d'énormes réserves de change. Il dispose d'un revenu annuel de 5.367 dollars par habitant (UNDP 1997). La Figure 3.1 montre la croissance du PIB réel du Botswana et le PIB par habitant de 1999 à 2007.

Figure 3.1 : Croissance réelle du PIB et du PIB par habitant au Botswana, 1999-2007



Source : OECD (2007)

La transformation, par le gouvernement, de l'économie grâce à l'exploitation des ressources minérales du pays, principalement les diamants, et l'investissement des revenus miniers dans l'infrastructure sociale et physique a hissé le Botswana au rang de pays à revenu moyen supérieur, selon le classement de la Banque mondiale. Le pays a de bonnes performances sur les trois indicateurs de développement humain : le revenu national, l'alphabétisation des adultes et l'espérance de vie (Sebudubudu 2005). La prospérité économique actuelle contraste fortement avec la situation lors de l'indépendance, lorsque l'État était pauvre et dépendant des subventions étrangères pour financer son budget (Holm 1988).

Les chercheurs et les praticiens s'accordent à dire que le gouvernement du Botswana a utilisé les revenus des diamants pour mettre en œuvre de bonnes politiques. Selon la BBC (2015), le Botswana est le plus grand producteur de diamants au monde, dont le commerce l'a transformé en une nation à revenu intermédiaire. L'OCDE soutient que la stabilité macroéconomique et l'utilisation prudente des recettes d'exportation de diamants ont catapulté le Botswana à son statut actuel en tant que pays à revenu moyen supérieur (OCDE 2007). L'OCDE estime aussi que « contrairement à de nombreux autres pays en développement confrontés au boom des matières premières, le gouvernement a maintenu des politiques économiques conservatrices plutôt que d'augmenter ses dépenses à des niveaux insoutenables, et la stabilité économique ainsi générée qui a créé un environnement favorable aux investissements nationaux et étrangers » (OCDE 1999 : 29).

Même si le tourisme contribue à environ 4 pour cent au PIB, il reste encore la deuxième source de recettes en devises du Botswana, après les diamants. L'agriculture, le plus grand secteur dans les années 1960, a contribué à seulement 2 pour cent au PIB en 2005-2006 (OCDE 2007). Les efforts visant à créer une économie plus diversifiée ont jusqu'ici eu peu de succès, car les mines de diamants représentent encore la plus grande part de la production nationale et la quasi-totalité des exportations (OCDE 2007). De nombreux analystes,

cependant, attribuent la croissance rapide du Botswana, non seulement à l'abondance des ressources naturelles, mais aussi à une bonne gestion économique (Tsie 1996 ; Osei-Hwedie Sebudubudu 2004 ; Sebudubudu 2005). Wiseman (1995) souligne que les bonnes préférences politiques et la formation de l'État n'ont pas été inutiles.

Dans une analyse détaillée, l'OCDE indique que le Botswana est maintenant bien connu pour sa prudence budgétaire. La politique budgétaire vise s'assurer à ce que les ressources publiques soient effectivement utilisées pour fournir l'infrastructure socio-économique nécessaire au profit du développement rapide du secteur privé et de la diversification des exportations. Sur 16 ans avant les années 1998-1999, le gouvernement a enregistré des excédents budgétaires, et la Banque du Botswana (BoB) a accumulé un stock de réserves de change confortable. Entre 1998-1999 et 2003-2004, le gouvernement a connu des déficits budgétaires modérés. En 2004-2005, un excédent budgétaire de 1,8 pour cent du PIB a été enregistré, par rapport à un déficit modeste de 0,2 pour cent du PIB au cours de l'année précédente (OECD 2007).

Selon Osei-Hwedie et Sebudubudu (2004), depuis plus de quatre décennies, le Botswana a fondé ses stratégies de développement sur des plans nationaux de développement prudents mis en œuvre avec le sérieux et qui ont porté principalement sur la réalisation d'une croissance économique durable et la diversification de l'économie. Le pays avance sans cesse avec une bonne performance économique par rapport aux autres pays africains. Sa performance économique s'est améliorée en 2013, avec une augmentation de la croissance réelle du PIB de 5,4 pour cent à 4,2 pour cent en 2012. Le rendement futur est toujours fondé sur une amélioration des perspectives de l'industrie du diamant et des secteurs axés sur les services comme le commerce, le transport et la communication, et les services publics et financiers (Kariuki et al. 2014).

Structures institutionnelles

Même si le gouvernement du Botswana a contribué à créer un environnement propice à la croissance économique, depuis l'indépendance, le développement du pays a surtout été dirigé par l'État, à travers des structures institutionnelles comme le ministère des Finances et de la Planification du développement. Le Botswana présente les objectifs politiques et les structures institutionnelles des États développementalistes (Leftwich 1995). En plus des ministères qui animent le progrès économique, le gouvernement du Botswana a mis en place diverses institutions, programmes et politiques visant à promouvoir le développement du secteur privé (Edge 1998). Il s'agit, entre autres de la Confédération botswanaise du commerce, de l'industrie et de la main-d'œuvre, l'Association pour l'accueil et le tourisme du Botswana, la Compagnie botswanaise d'assurance pour le commerce extérieur, l'Institut botswanais de normalisation, la Politique de développement industriel, la Politique pour les petites, moyennes et microentreprises, l'Agence de développement de l'entrepreneuriat citoyen, et l'Agence pour les investissements et le développement des exportations du Botswana (Edge 1998).

Sebudubudu (2005) déclare que c'est grâce aux bonnes performances économiques et aux structures administratives étatiques efficaces que les analystes classent Botswana comme État développementaliste. Cette participation active de l'État dans l'économie, par le biais

de diverses institutions, a en partie transformé le Botswana de son état de l'un des pays les plus pauvres du monde à un pays à revenu intermédiaire. Cela a également été rendu possible grâce à la fusion des ministères des Finances et de la Planification du développement en un puissant ministère, celui des Finances et de la Planification du développement. Ainsi, on observe non seulement une volonté politique de développer, mais aussi un engagement au « développement » assorti d'une capacité institutionnelle (Maudeni 2001 : 18). C'est ce lien étroit entre la planification et la budgétisation, soutenu par une structure politique engagée de l'État, qui manque dans la plupart des autres pays africains (Wallis 1989).

Gouvernance et stabilité politique

La plupart des analystes s'accordent à dire que le Botswana est l'un des pays les plus stables de l'Afrique et la plus longue démocratie multipartite continue du continent. Il est relativement exempt de corruption et a un bon bilan en matière de droits de l'homme (BBC 2015). Selon Wiseman (1990), il est l'un des quelques rares pays africains ayant une tradition démocratique. Il applique la démocratie continue depuis son indépendance en 1966. La découverte de mines de diamants a facilité la croissance économique, mais le succès du Botswana ne réside pas seulement dans ses abondantes ressources naturelles. Mbabazi et Taylor (2005) partagent ce point de vue en soulignant que l'abondance des ressources naturelles comme les diamants ou le bétail ne garantit pas le succès et n'explique pas les acquis de développement du Botswana. L'attention accordée aux questions de gouvernance a joué un rôle important dans la trajectoire de développement du Botswana. Tsie (1998) soutient que la légitimité de l'État du Botswana n'a jamais été sérieusement remise en question. La raison est que depuis l'indépendance, des élections multipartites libres successives ont eu lieu avec des résultats généralement acceptés par les candidats.

Andrews (2013) ajoute à ces éloges les réformes qui ont forcé l'admiration d'autres pays pour son administration publique. L'histoire du Botswana se base sur la façon dont il a atteint le statut de « nation la moins corrompue de l'Afrique ». Le gouvernement a introduit une série de réformes dans les années qui ont suivi les grands scandales de corruption en 1991 et 1992, notamment une nouvelle loi, une commission et un ombudsman pour la lutte contre la corruption. Le Botswana enregistre généralement des scores aussi élevés que de nombreux pays occidentaux sur les indices de corruption, car ces mécanismes fonctionnent (apparemment) de manière efficace et la corruption est traitée tout aussi efficacement (Sebudubudu 2005). Osei-Hwedie et Sebudubudu (2005) indiquent qu'au Botswana, l'importance de l'État, la pression sur les ressources publiques à distribuer, et le clientélisme n'ont pas créé une corruption non contrôlable. Une principale raison qui explique cet état de choses est que la corruption et le favoritisme politique n'ont pas été au cœur de la politique du Botswana. La bonne gestion a limité non seulement la corruption, mais aussi le favoritisme et le clientélisme.

L'analyse de Narayan et al. (2011) est révélatrice. Elle souligne que le Botswana est le seul pays qui soutient à la fois la compatibilité et les hypothèses de Lipset. Autrement dit, il existe un lien de causalité de Granger bivariée entre la démocratie et le PIB réel à long terme, et la démocratie et le PIB réel ont un effet positif l'un sur l'autre. Les résultats issus

de l'ensemble de données de Beck et al. (2001) confirment la causalité de Granger à long terme allant du PIB à la démocratie et que le PIB a un effet positif sur la démocratie. Ces résultats montrent que la démocratie et la croissance économique du Botswana sont complémentaires et se renforcent. Le lien entre la démocratie et la croissance du Botswana est bien établi.

Même si la stabilité politique du Botswana résulte de conditions économiques favorables, le succès économique du pays a également été construit sur une tradition démocratique dans laquelle il existe peu de groupes d'intérêt à base ethnique avec des moyens d'expression distincts, ce qui a permis d'éviter les luttes internes pour les diamants et d'autres questions politiques (Wiseman 1990 ; OECD 1999). Le Botswana est maintenant bien connu pour sa stabilité politique et la bonne gouvernance, et les principes démocratiques sont profondément enracinés après des décennies de transitions démocratiques réussies (OECD 2007).

Défis

En dépit de son excellente performance économique, le Botswana fait face aux défis de développement que constituent le chômage chronique, la grande pauvreté et la pandémie du VIH/SIDA. Un rapport récent sur les progrès accomplis vers la réalisation des OMD montre que le Botswana est sur le point d'atteindre plusieurs de ces objectifs, notamment l'objectif de réduction de la pauvreté. Même si, la pauvreté absolue du Botswana est encore élevée. Les estimations de l'Enquête de 2002-2003 sur les revenus des ménages et les dépenses indiquent que le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté a chuté de 47 pour cent dans les années 1990 à 30 pour cent en 2003. Le rapport des Nations Unies sur le développement humain de 2006 estime également que 23,4 pour cent de la population vivait en dessous de 1 dollar par jour en 1990-2004. En fait, le rapport a classé le Botswana 93ème sur 102 pays en développement dans l'indice de pauvreté humaine (IPH). De même, la répartition inégale des avantages économiques a entraîné une forte inégalité sociale, car la pauvreté touche 47 pour cent de la population (BIDPA 1997).

En outre, en dépit de son statut de pays à revenu intermédiaire, le Botswana devrait faire face aux défis émanant de sa structure économique étroite et de la dépendance consécutive vis-à-vis de l'exploitation minière, en particulier les diamants. Même si le gouvernement a la réputation d'une gestion prudente des revenus miniers et possède un bon dossier de gouvernance et de démocratie stable, la nécessité d'une diversification reste primordiale (Kariuki et al. 2014). Sur le plan social, la répartition des ressources et le niveau de développement demeurent une préoccupation majeure. Avec un coefficient de Gini de 0,61, le Botswana a une répartition de la richesse relativement inégale. Le taux de chômage de 17,8 pour cent constitue un autre défi (Kariuki et al. 2014). Ainsi, pour que le pays puisse atteindre son objectif de la Vision 2016 sur l'élimination totale de la pauvreté, des efforts concertés sont nécessaires, ainsi qu'une nouvelle réflexion stratégique sur l'éradication de la pauvreté, les inégalités, et une plus grande diversification économique.

CHAPITRE 4. AFRIQUE DU SUD

Selon diverses études, l'économie de l'Afrique du Sud se porte relativement bien depuis la fin de l'apartheid en 1994, atteignant ainsi le statut de pays à revenu intermédiaire. Il est maintenant devenu un membre du club des BRICS, puissances économiques mondiales émergentes comprenant la Chine, le Brésil, la Russie et l'Inde. Selon Africa in Fact (2012), l'infrastructure de l'Afrique du Sud de loin la meilleure sur tout le continent. Par exemple, le pays compte 80 pour cent du réseau ferroviaire du continent et abrite la plus grande bourse de la région. Il a également, proportionnellement à sa population, la plus grande classe moyenne de tous les pays africains. Le Tableau 4.1 présente le PIB et les taux de croissance du PIB par habitant en Afrique du Sud entre 1994 et 2004.

Tableau 4.1 : PIB et taux de croissance du PIB par habitant 2012

	1994	1996	1998	2000	2002	2004	2006	2008	2010	2012	Moyenne 1994–2012
PIB	3,2	4,3	0,5	4,2	3,6	3,7	0,8	3,6	3,1	2,5	3,2
PIB par habitant	1,1	2,1	-1,6	2,1	1,7	2,2	-1,3	2,3	1,9	1,5	1,5

Source : Adapté de Finn et al. 2014.

Note : Le tableau représente un taux de croissance moyen du PIB réel de 3,0 pour cent pour la décennie depuis 1994 (soit 1995-2004 inclus) et par habitant de 1,0 pour cent, soit une amélioration substantielle du taux de croissance moyen de 0,8 pour cent (-1,3 pour cent par habitant) pour les 10 années précédentes (soit 1985-1994).

La gestion macroéconomique du pays a été exemplaire, avec une inflation comprise entre 3 et 6 pour cent, et une croissance du PIB en moyenne de 3,3 pour cent par an depuis 1994 (Bhorat et al 2013).

Développement socio-économique

Même si d'autres pays comme le Brésil et l'Inde ont enregistré des gains dans l'éducation, traduits par la productivité et la croissance de l'emploi et une baisse importante de la pauvreté et des inégalités, l'Afrique du Sud n'a pas connu des gains similaires. Selon Finn et al. (2014), au cours de la période post-apartheid la pauvreté a tout juste à peine baissé. Dix-huit ans après la première élection démocratique, la proportion des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour a diminué de pas plus de 4 points de pourcentage (de 34 pour cent en 1993, à 30 pour cent en 2008). Ces gains sont souvent attribués aux réformes de la politique sociale (une extension massive des transferts de subventions en espèces) plutôt qu'au développement économique (Leibbrandt et al. 2010). Tout aussi préoccupant, les inégalités ont sensiblement augmenté par rapport aux niveaux élevés pendant l'apartheid (Leibbrandt et al. 2010). À l'arrivée du nouveau gouvernement

au pouvoir en 1994, il était parfaitement conscient de la pauvreté et des inégalités alarmantes dans le pays. Comme le soulignent Finn et al. (2014), la pauvreté généralisée et les inégalités extrêmes qui prévalaient au cours de la transition démocratique ont été l'un des principaux domaines d'intervention de la politique du premier gouvernement démocratique, et l'un des résultats sur lequel sa performance a souvent été jugée.

Le gouvernement sud-africain a depuis fait un effort concerté pour aider les pauvres. À partir de 1994, un large éventail de politiques nationales ont permis à certains Sud-africains noirs de participer de façon significative à l'économie. Une stratégie à plusieurs volets a également été mise en place, notamment la redistribution des terres pour le développement rural accéléré, l'octroi de subventions sociales, les incitations à la création de petites et moyennes entreprises, l'augmentation des possibilités d'emploi dans tous les secteurs, et l'élimination de toutes les politiques et pratiques discriminatoires de l'époque de l'apartheid. Ncube et al. (2012) estiment que pour favoriser l'inclusion, le gouvernement a lancé le Programme d'autonomisation économique des populations noires (BEE) en vue de traiter les énormes inégalités économiques raciales héritées de l'apartheid. Cependant, seul un petit segment de la population noire dans le pays a réalisé des bénéfices durables grâce à ces interventions. La pauvreté et l'exclusion sociale sont demeurées généralisées et ont même été aggravées dans certains secteurs (Seeking 2014).

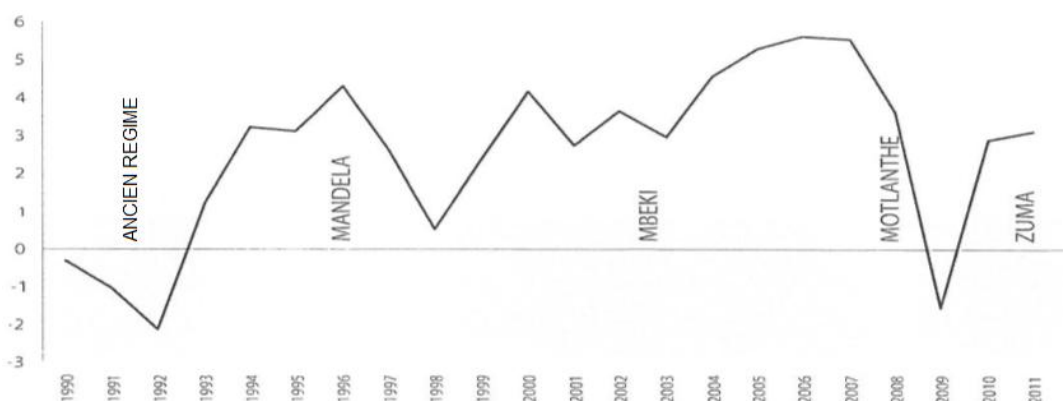
Le Plan national de développement finalisé en 2012 énonce l'intention de transformer l'Afrique du Sud en un « État capable et développemental en mesure d'intervenir pour corriger les iniquités historiques. » Le fait que la correction des inégalités historiques soit toujours au programme de la planification du développement national sud-africain plus de 20 ans après l'indépendance est la preuve que les inégalités sont demeurées résilientes et difficiles à traiter. Associée à la grande pauvreté, elle a créé un défi difficile pour le gouvernement. En tant qu'étude de cas, l'Afrique du Sud est intéressante, car elle permet aux chercheurs de considérer l'impact de la démocratisation sur les inégalités, en particulier étant donné que le modèle et le niveau élevé des inégalités proviennent en partie des politiques d'un État non démocratique passé (Nattrass and Seeking 2001). Comment un nouveau gouvernement peut-il redresser la situation ?

Politiques nationales de croissance économique et programme de transformation

La politique macro-économique 1994 du Congrès national africain (ANC) a été principalement axée sur le Programme de reconstruction et de développement. Bernstein et al. (2014) affirment qu'il s'agissait essentiellement d'un système de lutte contre la pauvreté, qui, entre autres choses, avait promis un logement subventionné, l'électricité et d'autres services essentiels à la population noire qui ne bénéficiaient pas de ces services sous l'apartheid. La plupart de ces politiques sont toujours mises en œuvre aujourd'hui. Cependant, il est important de reconnaître que l'ANC a également abandonné sa rhétorique antérieure de nationalisation des industries et de « croissance par la redistribution » en faveur de politiques plus orthodoxes plus enclines à la libéralisation (Nattrass 1994). Les politiques économiques expansionnistes ont été rejetées au motif que cela conduirait à une catastrophe macroéconomique sans nécessairement bénéficier aux pauvres. En 1996, le

Ministère des Finances a produit la plus claire des déclarations de l'ANC de ses politiques économiques orthodoxes : un pamphlet avec des projections macroéconomiques, intitulé « Croissance, emploi et redistribution » (GEAR) (RSA 1996). La Figure 4.1 montre les tendances de croissance économique en Afrique du Sud après l'apartheid.

Figure 4.1 : Croissance de l'Afrique du Sud, 1990-2011



Source : World Bank Development Indicators (2012).

GEAR a révélé la stratégie de croissance de l'ANC : la réduction du déficit a été supposée avoir des implications positives sur la croissance par son impact sur la confiance (supposée) des investisseurs. Une telle vision de la croissance contraste avec l'alternative plus keynésienne du mouvement syndical (COSATU 1996). Ncube et al. (2012) indiquent que la stratégie de GEAR était axée sur la stabilisation macroéconomique et la libéralisation commerciale et financière comme priorités visant à favoriser la croissance économique, à accroître l'emploi et à réduire la pauvreté. Ainsi, le gouvernement a réduit les déficits budgétaires, et l'inflation, maintenu la stabilité des taux de change, privatisé les actifs de l'État, coupé l'impôt sur les bénéfices de l'entreprise, diminué les obstacles au commerce et libéralisé les flux de capitaux. Cela ressemblait, à certains égards, à un programme d'ajustement structurel promu dans le cadre du Consensus de Washington (Bernstein et al. 2014). Khamfula (2004) souligne que la rigueur budgétaire combinée à une allocation efficace des ressources stratégiques a conduit à une réduction significative du déficit budgétaire. Le déficit budgétaire a été maintenu en dessous de 3 pour cent du PIB sur la période 1998-1999 et 2008-2009. La dette publique était inférieure à 40 pour cent du PIB (Finn et al. 2014).

La performance générale de la croissance économique nationale en Afrique du Sud a été relativement stable au cours des deux dernières décennies, même si elle n'a pas abouti à la création d'emplois suffisants pour réduire le chômage. Cette mauvaise performance en termes de création d'emplois était due en partie aux événements au-delà du contrôle du

gouvernement comme les politiques monétaires restrictives de la Banque Centrale, et les effets contagieux des crises économiques asiatiques et mondiales (Ncube et al. 2012 ; Bernstein et al. 2014). Selon Moss (2009), l'Afrique du Sud a un secteur minier important et est maintenant parmi les marchés émergents les plus intégrés dans les marchés financiers mondiaux. Le pays est directement exposé à la volatilité financière internationale en finançant le déficit de son compte courant avec le capital en portefeuille étranger. Il a été durement touché par la crise financière mondiale de 2008. Cependant, depuis 2010 il a repris la voie du redressement économique avec un taux modeste de croissance du PIB de 2,5 à 3 pour cent (Finn et al. 2014).

Tout porte à croire que la poursuite de politiques anti-inflationnistes a miné la croissance dans le monde en développement et que la stratégie de GEAR n'est probablement pas une exception (Stiglitz 1998). L'hypothèse selon laquelle la redistribution viendrait de la création d'emplois dans un contexte de réduction des dépenses publiques n'était pas réaliste (Ncube et al. 2012). En outre, en poursuivant la libéralisation des échanges en l'absence de réformes du marché du travail, le gouvernement a probablement contribué aux pertes d'emplois. La croissance des salaires toujours confrontée à la baisse de la demande a sans doute également contribué à la baisse de l'emploi. La combinaison de la faible croissance et de la législation du travail en faveur des syndicats a des effets clairs sur la distribution à court terme (Khamfula 2004 ; Bhorat et al. 2013). À la fin des années 1990, les salaires réels ont augmenté à un peu plus de 2,5 pour cent par an, alors que les emplois ont diminué à un peu moins de 2,5 pour cent par an (Finn et al. 2014). En fait, les chômeurs ne sont pas devenus plus pauvres, mais le nombre des pauvres et des chômeurs a également augmenté de manière significative, car de nombreux travailleurs ont perdu leur emploi.

La combinaison de la hausse des revenus pour ceux qui ont des emplois et la baisse de l'emploi a contribué à une plus grande inégalité de la répartition des revenus dans la société. Pour réduire la pauvreté, le gouvernement devrait réduire le chômage. Le gouvernement a échoué à plusieurs reprises d'un côté comme de l'autre et a donc raté l'occasion de prendre le chemin d'une croissance plus redistributive et inclusive (Finn et al. 2014). Les politiques du gouvernement en ce qui concerne le marché du travail et d'autres politiques économiques aggravent encore les inégalités, minant les effets redistributifs du budget national. Dans le cadre du Programme de reconstruction et de développement, les pauvres étaient censés être habilités à saisir les opportunités économiques « pour développer leur plein potentiel » et « se soutenir par l'activité productive. » L'État était censé assurer un meilleur accès à la sécurité sociale, à l'éducation publique et à d'autres services (Ncube et al. 2012). En contradiction avec les déclarations faites par le gouvernement au cours des années sur la réduction de la pauvreté, la répartition des revenus est devenue plus inégale. Les riches ont bénéficié massivement de la trajectoire économique stable de croissance, alors que les conditions économiques des couches pauvres de la société ont à peine amélioré (Seekings et Nattrass 2005).

Programme d'autonomisation économique des populations noires (BEE)

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement de l'ANC s'est engagé à transformer la société racialement biaisée de l'Afrique du Sud grâce aux interventions directes dans l'économie et divers secteurs sociaux. Ainsi, le gouvernement a lancé le Programme

d'autonomisation économique des populations noires (BEE) pour corriger les inégalités de l'apartheid en donnant des opportunités économiques aux groupes défavorisés (en particulier les noirs et les femmes). Bernstein et al. (2014) affirment que le BEE a été lancé en 2000 en tant que politique officielle du gouvernement avec la Loi-cadre sur la politique des achats préférentiels, une loi qui obligeait le gouvernement à favoriser les offres des entreprises appartenant aux Noirs. En tant que politique, le BEE envisage la création et le développement de nouvelles entreprises qui produisent des biens et services à valeur ajoutée et attirent de nouvelles opportunités d'investissement et de l'emploi dans le but de redistribuer la richesse en transformant la propriété des entreprises et éliminer la fracture raciale (Ncube et al. 2012).

A sa création, le BEE a gagné le soutien politique, car il a largement été considéré comme pouvant réduire les risques de guerre civile, étant donné qu'un plus grand nombre de personnes issues des groupes défavorisés ont participé et bénéficié du développement économique. Il était également question de produire éventuellement une « coalition de croissance » relativement non raciale nécessaire pour le développement capitaliste durable en vue de renforcer la confiance des investisseurs dans le pays (Bräutigam et al. 2002). De même, le BEE est décrit comme « un processus socio-économique cohérent qui entraîne une augmentation substantielle du nombre de personnes noires qui gèrent, possèdent et contrôlent l'économie du pays, et un moyen de réduire les inégalités de revenus » (Sartorius and Botha 2008). Il a conduit à une augmentation progressive de la classe moyenne noire, tandis que l'actionnariat de la Bourse de Johannesburg, en 2008, avait augmenté à 4 pour cent à cause de l'intervention directe à travers des chartes de l'industrie du BEE et des mesures législatives.

La politique du BEE a eu sa juste part de critiques, dont plusieurs prétendent que l'absence d'une définition cohérente des mesures falsifie les groupes bénéficiaires et, par conséquent enrichit seulement l'élite politiquement connectée. Par exemple, Bernstein et al. (2014) déclarent que seule une partie de l'élite politique et économique noire a bénéficié (dans certains cas, encore et encore) de ces arrangements, et il se dit souvent que le processus favorise les relations de corruption entre les entreprises et le gouvernement. En outre, les politiques du BEE ont permis à de grandes entreprises d'embaucher des membres de l'ANC bien placés pour assurer une bonne position auprès du nouveau gouvernement et se repositionner dans la société post-apartheid. Les offres sur le partage des propriétés sont apparues et quelques membres de l'ANC sont rapidement devenus riches. Les critiques estiment aussi que, dans sa forme originale, le BEE reste largement un instrument fort pour accumuler le patronage (Engdahl and Hauki, 2001; Boshkoff and Mazibuko, 2003).

Services de protection sociale et services publics

En 1994, l'ANC a promis d'améliorer l'accès à la sécurité sociale, l'éducation publique et d'autres services sociaux. En 1996, la nouvelle constitution du pays garantit les droits socio-économiques sous réserve des ressources disponibles (RSA Government 1996). Seekings (2014) affirme que la démocratie pourrait ne pas avoir apporté des avantages économiques durables aux Sud-africains pauvres dans la distribution des revenus du marché, mais il a apporté des avantages considérables dans la redistribution à travers la fiscalité. Burger (2014) indique que l'Afrique du Sud dispose d'un système de protection sociale étendu qui

comprend une variété de subventions et transferts sociaux (notamment les subventions à l'enfant). Il a atteint plus de 16 millions de personnes sur une population de 52 millions, et cette dépense constitue 3,4 pour cent du PIB (National Treasury 2014).

La valeur des transferts monétaires et les dépenses publiques sur les services comme la santé et le logement ont presque doublé, en termes réels, entre 1995 et 2006. Les dépenses publiques ont également été mieux ciblées sur les pauvres (Bernstein et al. 2014). En 2006, 40 pour cent des plus pauvres de la population ont reçu 50 pour cent de toutes les dépenses sociales, notamment en valeur estimée des services en transferts de fonds. Près de 49 pour cent des dépenses de l'enseignement scolaire ont augmenté, au moins nominalement, pour 40 pour cent des plus pauvres de la population et il en est de même pour 57 pour cent des dépenses dans les dispensaires publiques et 43 pour cent des dépenses des hôpitaux publics (Bernstein et al. 2014).

Les transferts en espèces ont été encore mieux ciblés sur les pauvres, avec 70 pour cent des pensions de vieillesse, 62 pour cent des subventions de soutien aux enfants et 59 pour cent des subventions d'invalidité aux 40 pour cent des plus pauvres de la population (Ncube et al. 2012). En partie, à cause de la façon dont le gouvernement a abordé la pauvreté (en se concentrant sur les transferts de fonds et la fourniture de logements, l'électricité, l'eau, l'assainissement et l'accès aux soins de santé et l'éducation), il y a eu une chute particulièrement importante de ce qu'on appelle " la pauvreté multidimensionnelle" depuis 1993 (Bernstein et al. 2014). Malgré ces efforts, la pauvreté est restée persistante. Ses effets ont été aggravés par des niveaux élevés de VIH, ce qui raccourcit l'espérance de vie, alors que la malnutrition et la faim demeurent sérieuses, en particulier chez les enfants. Par ailleurs, même si le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté a diminué, le taux réel des personnes vivant dans la pauvreté pourrait avoir augmenté, car la population a augmenté (Bernstein et al. 2014). Même si les programmes d'aide sociale ont redistribué les revenus aux pauvres et contribué à réduire la pauvreté de 53 à 44 pour cent de la population, ils n'ont pas changé la nature de la pauvreté en Afrique du Sud (Ncube et al. 2012).

Quand Thabo Mbeki a décrit l'Afrique du Sud comme une société de « deux Nations » en 1998, avec « une nation blanche, relativement prospère, quels que soient le sexe ou la dispersion géographique... et une plus grande nation noire et pauvre », très peu de gens ont été surpris. Le coefficient de Gini est passé de 0,67 en 1994 à 0,70 en 2008, l'un des plus élevés du monde, révélant des disparités de revenus massifs. Même si de nombreux Noirs ont, depuis lors, apprécié la mobilité ascendante substantielle et une prospérité sans précédent grâce au BEE, l'image plus large de la croissance inclusive reste décourageante (Finn et al, 2013).

Des progrès considérables ont été accomplis dans l'établissement d'institutions démocratiques ancrées dans l'une des constitutions les plus progressistes dans le monde entier. Le gouvernement a déclaré que l'Afrique du Sud est un État développementaliste. Cependant, la sonnette d'alarme s'est déclenchée contre la corruption dans le secteur public qui menace de faire dérailler une démocratie florissante. Par exemple, Bernstein et al. (2014) estiment que les rapports internes du gouvernement donnent une image non ambiguë de l'escalade rapide de la corruption. Transparency International, baromètre

mondial de la corruption, confirme cette image. En 2012, près de 50 pour cent des Sud-africains ont déclaré avoir payé un pot de vin pour obtenir les services essentiels. L'enquête sur la perception globale de la corruption en Afrique du Sud a classé le pays 69^{ème} sur 176 pays étudiés en 2012, une baisse par rapport à 2011 où le pays occupait le 64^{ème} rang sur 183 pays (Transparency International 2012). Ces performances peu satisfaisantes en matière de corruption ont été accompagnées par l'aggravation de la perception qu'a le public sur la façon dont l'État gère le phénomène. Environ 60 pour cent des citoyens estiment aujourd'hui que l'État exécute mal ou très mal son travail. Cependant, tout n'est pas perdu, car il est encore temps de lutter contre la corruption, réaliser une croissance inclusive et veiller à ce que les droits fondamentaux inscrits dans la constitution ainsi que l'État de droit soient respectés.

CHAPITRE 5. GHANA

Le Ghana a une population de 23 millions d'habitants, dont environ 51 pour cent vivent dans les zones rurales. Le pays compte 10 régions administratives : Ashanti, Brong Ahafo, région du Centre, région de l'Est, Greater Accra, région du Nord, région du Haut-Ouest, région du Haut-Est, Volta, et région de l'Ouest (Betley et al. 2012). L'histoire montre que le Ghana a occupé le premier rang pour au moins trois choses. Il a été le premier pays en Afrique subsaharienne où les Européens sont arrivés avec le commerce de l'or, plus tard des esclaves. Il a été la première nation africaine noire dans la région à parvenir à l'indépendance. Il a été le premier pays au monde à produire un plan de développement par le biais du Plan Guggisberg en 1919 (Tandoh-Offin 2013). Les années peu après l'indépendance ont été dominées par des politiques macroéconomiques d'orientation socialiste de Kwame Nkrumah, qui se sont avérées désastreuses. Cependant, avec la création de la décentralisation à la fin des années 1980 et 1992 et le retour du Ghana à la gouvernance démocratique, le développement politique a pris une nouvelle dimension. Depuis 1992, il y a eu quatre plans nationaux de développement pour guider la croissance économique et le Ghana est devenu l'un des nouveaux pays à revenu intermédiaire.

Données économiques

Le Ghana est le deuxième producteur de cacao au monde derrière la Côte d'Ivoire et le plus grand producteur d'or d'Afrique après l'Afrique du Sud. Il est l'une des économies les plus dynamiques du continent et le plus récent producteur de pétrole (BBC 2015). Depuis les années 1870, le Ghana (alors connu comme la Côte de l'Or) a développé une industrie bien gérée et prospère à partir de la croissance et de l'exportation du cacao (Watkins 1997). Lorsque Kwame Nkrumah est arrivé au pouvoir, il avait d'importantes réserves de fonds et une industrie du cacao qui générait des fonds importants. Il a décidé d'entreprendre un programme d'industrialisation à grande échelle. Ce qui devait être une industrialisation à grande pression, une industrialisation omniprésente dans de nombreux secteurs. Non seulement son industrialisation a remplacé les importations, mais elle fournissait des produits pour lesquels le Ghana était trop pauvre pour importer (Watkins 1997). Nkrumah et ses planificateurs pensaient à des programmes de développement économique grandioses qui ont fini par détruire l'économie. Selon Whitfield (2011), en fait, le Ghana a connu une croissance instable presque depuis le début de l'indépendance, avec un déclin économique constant de la fin des années 1970 au début des années 1980.

Le Ghana a entrepris un vaste programme de réforme en 1983, le « Programme de relance économique (ERP) » avec le soutien des institutions financières occidentales, notamment la Banque mondiale et le FMI. Le programme a été conçu pour transformer l'économie en adoptant une stratégie d'industrialisation orientée vers l'exportation (Anyetei 1996). Le programme semblait être en conformité avec le rapport Brandt, qui a recommandé l'industrialisation orientée vers l'exportation sur la base de l'industrie manufacturière comme la solution à long terme aux problèmes persistants des pays subsahariens.

Les résultats du programme n'ont pas été aussi systématiques, cela avait été envisagé en partie parce que les dirigeants ghanéens ne semblaient pas avoir pris le plan au sérieux (Anyetei 1996). Les élites dirigeantes ont présidé une privatisation anarchique des

entreprises publiques, en se concentrant plus sur la réduction des déficits budgétaires et le financement de leur coalition au pouvoir, et ont négligé le potentiel de réhabiliter les vieux systèmes ou de construire de nouveaux secteurs productifs (Whitfield, 2011). Tabatabai (1986) soutient que depuis sa création, l'ERP tout comme les PAS en général, préférait le renforcement des caractéristiques coloniales de l'économie plutôt que des structures d'autosuffisance et de développement économique national autonome. Par conséquent, il a consolidé le statut périphérique du Ghana, renforcé les structures de la pauvreté rurale, et marginalisé la population.

D'autres études ont toutefois conclu que les PAS du Ghana ont eu un certain succès dans de nombreux domaines, notamment la réduction de l'inflation, la promotion d'un environnement financier stable, l'élimination de l'exigence de licence, l'ouverture des secteurs auparavant fermés, la suppression des barrières tarifaires qui interdisent l'afflux des IDE, l'abolition du contrôle des changes et la réduction des échanges de devises sur le marché noir (Frimpong and Oteng-Abayie 2006). Les chercheurs sont encore divisés sur le succès ou l'échec des PAS au Ghana. Depuis le retour du Ghana à la gouvernance démocratique en 1992, le gouvernement a mis en place une série de plans nationaux de développement pour guider l'économie (Tandoh-Offin 2013). Cependant, la plupart de ces approches de planification du développement ont également été décrites comme pyramidales et hautement centralisées (Botchie 2000). Les approches ont cherché à formuler des plans nationaux de développement dans la perspective de quelques membres du personnel des ministères, des départements et d'autres organismes du gouvernement central avec peu de consultation avec les masses (Botchie 2000; Vordzorgbe et Caiquo 2001).

La performance économique du Ghana au cours des dernières décennies a catapulté le pays dans le groupe des pays à revenu intermédiaire. La Banque mondiale indique que le Ghana a eu une croissance relativement forte depuis les années 1980, avec un taux de croissance de 5 pour cent par an en moyenne et des taux de croissance sensiblement plus élevés dans les années 2000 (World Bank 2015). La population en dessous du seuil de pauvreté est tombée à 28,5 pour cent en 2005-2006. Ces résultats correspondent à ceux de l'étude de Okudzeto et al. (2014) qui affirment que l'économie du Ghana a maintenu une trajectoire de croissance remarquable avec une croissance annuelle moyenne d'environ 6 pour cent au cours des six dernières années, même si en 2013 la croissance a ralenti à 4,4 pour cent, nettement inférieurs aux 7,9 pour cent en 2012. La croissance a toutefois été généralisée, et en grande partie, tirée par le secteur des services et de l'industrie, qui en moyenne ont augmenté de 9 pour cent au cours des cinq années jusqu'en 2013. Le Ghana a continué d'afficher un taux de croissance du PIB annuel parmi les plus élevés de l'Afrique. À moyen terme, l'économie devrait enregistrer une croissance robuste d'environ 8 pour cent, soutenue par l'amélioration de la production pétrolière et du gaz, l'augmentation des investissements du secteur privé, l'amélioration du développement de l'infrastructure publique et la stabilité politique (Okudzeto et al. 2014).

La découverte d'importants gisements de pétrole offshore a été annoncée en juin 2007, ce qui représente des signes encourageant pour un redressement économique majeur. La production a commencé officiellement à la fin de 2010, mais certains analystes se sont dits préoccupés par la capacité du pays à gérer sa nouvelle industrie, car les lois régissant le

secteur pétrolier n'avaient pas encore été adoptées (BBC 2015). L'économie du Ghana s'est également avérée avoir relativement bien résisté au choc économique mondial de 2008-2009, principalement à cause des prix élevés du cacao et de l'or. À l'exception de l'exportation de certains produits de l'industrie agroalimentaire, de l'or et du cacao bruts, le Ghana est relativement moins intégré dans les chaînes de valeur mondiales à cause de son industrie naissante.

À cause de la croissance économique à grande échelle du Ghana, le pays a un faible taux de chômage, bénéficiant des emplois créés dans tous les secteurs, en particulier dans les services et l'agriculture. Même si l'agriculture représente environ 20 pour cent du PIB, elle reste le pilier de l'économie de la production agricole et de l'emploi. En 2012, la production agricole représentait environ 16,4 pour cent du PIB, contre 19 pour cent en 2008, mais elle reste une source majeure d'emploi estimée à 40 pour cent de la population active (UNDP 2012). Le cacao, une culture importante pour le Ghana, représente environ 10 pour cent de la production totale du secteur agricole et contribue à environ 20 pour cent de la valeur totale des recettes d'exportation. Cependant, depuis que le Ghana a maintenant rejoint la ligue des producteurs de pétrole, le secteur pétrolier devrait être parmi les principaux moteurs de la croissance économique à moyen terme (UNDP 2012).

Le Ghana a également été un grand bénéficiaire d'IDE en Afrique de l'Ouest. Les afflux d'IDE ont augmenté de 855 millions de dollars en 2007 à 3,2 milliards de dollars en 2012, ce qui représente environ 20 pour cent du total des flux d'IDE à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. La plupart des IDE sont destinés aux secteurs comme les télécommunications, le transport et la logistique, les services financiers, et les sous-secteurs des produits alimentaires et des boissons. Les entrées d'IDE du Ghana sont considérables, la part des IDE par rapport à la formation brute de capital fixe étant d'environ 40 pour cent (World Bank 2015). Le Ghana a fait des progrès dans ses compétences de gestion de la dette, à la suite de la réorganisation de la Division de gestion de la dette du ministère de Finances, avec des unités fonctionnelles spécialisées en fonction des domaines fonctionnels pour améliorer les compétences et les politiques de gestion de la dette. La gestion de la dette devrait être encore renforcée par la nouvelle stratégie de gestion de la dette en 2014 (Tandoh-Offin 2013).

L'extrême pauvreté dans le pays a été réduite de 51,1 pour cent en 1990 à 18,2 pour cent en 2010 contre un objectif de 18,3 pour cent, même si des disparités régionales et de genre existent encore. Le taux d'emploi de sa population (67,4 pour cent en 2010) a augmenté au fil du temps (2000-10), même si marginalement de 0,5 pour cent. Au cours des deux dernières décennies, le taux global de pauvreté a sensiblement diminué de 51,7 pour cent en 1991-1992 à 28,5 pour cent en 2005-2006. Cela est confirmé par l'indice de pauvreté multidimensionnelle de 0,179, dérivé du recensement de la population et du logement de 2010 (UNDP 2012).

Gouvernance et stabilité politique

Malgré ses riches ressources minérales, un bon système éducatif et une fonction publique efficace, le Ghana a été victime de la corruption et de la mauvaise gestion peu après l'indépendance en 1957 (BBC 2015). Selon Watkins (1997), l'histoire du Ghana sous

Nkrumah est une tristesse et une tragédie inutile. Il affirme en outre que dans l'histoire après les indépendances, il n'était pas rare qu'un pays ait un leader charismatique nourrissant la population de fantasmes idéologiques qui demandent des décennies pour s'en relever. L'Argentine a eu Juan Peron et le Ghana a eu Kwame Nkrumah qui a détruit une économie beaucoup plus prometteuse (Watkins 1997).

Les échecs en matière de planification et la corruption financière du régime Nkrumah étaient probablement moins importantes que la corruption politique du Ghana, la création, par Nkrumah, d'un État totalitaire à parti unique et la persécution impitoyable de toute personne qui ne voulait pas se soumettre à Nkrumah et parfois même de ceux qui le voulaient (Alexander 1965; Alex-Hamah 1972). Les opposants politiques de Nkrumah ont été emprisonnés ou ont échappé par l'exil. Certains de ceux qu'il a emprisonnés sont morts en prison (Watkins, 1997; Ayittey, 1992). Les représentants du gouvernement, y compris Nkrumah lui-même, ont pris des pots de vin et détourné des fonds publics. L'on a découvert que Nkrumah possédait près de 5 millions de dollars dans des comptes bancaires cachés (Alex-Hamah, 1972). Cet état des lieux du régime de Nkrumah montre que, même si le reste de l'Afrique peut croire que Nkrumah était un visionnaire, il s'agissait en effet d'une vision hideuse du contrôle impitoyable et absolu caché derrière la rhétorique socialiste.

Même lorsque Nkrumah a été écarté du pouvoir, la corruption est restée endémique dans le système socio-économique et politique du Ghana. Okudzeto et al. (2014) indiquent que même si plusieurs cas de haut niveau ont été rendus publics en 2013, la corruption reste encore un problème important. La Fondation du Commonwealth souligne que la mauvaise gouvernance et la corruption sont des défis sérieux à la progression du Ghana vers les OMD (Commonwealth Foundation 2013). Par exemple, l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, qui classe les pays sur une échelle de zéro (très corrompu) à 10 (très propre) sur la base de la perception de la corruption, a classé le Ghana 64ème sur 176 pays en 2012 avec un score de 4,5 (Commonwealth Foundation 2013). Cela suggère une légère amélioration, car son score était de 3,5 en 2005, mais il est clair que des progrès restent à faire.

Agbele (2011) a étudié la corruption du pays et a conclu qu'il reste encore un problème qui ronge la fibre politique du pays en dépit des nombreuses mesures proclamées par les gouvernements depuis les années 1990. Il ajoute que même si l'indice de corruption de la Banque mondiale montre que le pays a progressé de 50 à 75 pour cent dans les cinq à six dernières années, un regard plus profond sur d'autres indicateurs comme l'indice de transformation de Bertelsmann sur l'efficacité des ressources et les sondages de Afro baromètre montrent que ces changements enregistrés n'indiquent pas des progrès substantiels. En outre, Agbele (2011) a montré que le pays est lent en ce qui concerne la responsabilité historique et la mise en œuvre des nombreuses lois anticorruption (Agbele 2011).

Toutefois, il est important de reconnaître que, malgré la corruption, le retour au multipartisme il y a plus de deux décennies a permis au Ghana de faire de grands progrès vers la consolidation de ses acquis démocratiques. Son pouvoir judiciaire s'est avéré être indépendant et a généralement gagné la confiance des Ghanéens (World Bank 2015). Le Parlement ghanéen est dynamique et, en dépit des difficultés inhérentes et la domination

des deux partis politiques principaux, il a ouvert la voie au débat et à une activité législative vigoureuse. Le Parti national démocratique (NDC), qui a remporté les deux premières élections successives depuis le retour du Ghana à un régime civil en 1993, a perdu face au Nouveau Parti patriotique (NPP), qui a également régné pendant deux mandats avant de perdre devant le NDC, maintenant dans la troisième année de son second mandat (World Bank 2015). Par rapport aux normes régionales, le Ghana est maintenant considéré comme un pays bien administré souvent considéré comme un modèle de réforme politique et économique en Afrique.

Il est aujourd'hui l'un des pays les plus politiquement stables de la région avec un bon bilan en matière d'alternance démocratique à travers des élections pacifiques (BBC 2015). Selon Okudzeto et al. (2014), le Ghana est considéré comme l'une des démocraties les plus résistantes de l'Afrique de l'Ouest, avec six élections et le transfert pacifique du pouvoir entre les deux principaux partis politiques du pays depuis 1992. Dans une région instable, la stabilité politique du Ghana a été un atout pour les investisseurs étrangers. C'est le même avis que partagent Vordzorgbe et Caiquo (2001) qui soutiennent que le dernier quart du 20^{ème} siècle a vu l'émergence, au Ghana, d'institutions essentielles pour l'ouverture démocratique et la bonne gouvernance – telle qu'une presse et des organismes libres pour faire face à la fraude grave, aux manquements en matière de droits de l'homme et la justice administrative.

L'autre aspect important de la transformation qui a eu lieu au Ghana dans le dernier quart du 20^{ème} siècle est la décentralisation, qui a commencé avec les élections de l'Assemblée des districts en 1988. Le programme a renforcé la participation des populations à la prise de décisions publiques (Tandoh-Offin 2013). Selon la Banque mondiale, le Ghana est constamment classé parmi les trois premiers pays en Afrique en matière de liberté de la presse et de liberté d'expression (World Bank 2015). Les médias audiovisuels sont les mieux influents, la radio étant le moyen de communication de plus grande portée. Tout cela a placé le Ghana dans une position politique enviable, et lui offre un capital social considérable. En ce qui concerne la liberté de la presse, le Ghana a progressé de la 30^{ème} à la 22^{ème} place en 2013 sur 180 pays, et est le 2^{ème} pays en Afrique, selon l'Indice de liberté de la presse de Reporters sans frontières en 2015. Le Ghana a également conservé son classement 2013 de 7^{ème} sur 52 pays d'après l'Indice Mo Ibrahim sur la gouvernance africaine, augmentant son score de 1,2 pour cent (World Bank 2015). Cette performance reflète les effets positifs d'un environnement favorable à l'amélioration de la gouvernance démocratique, associé à une amélioration progressive de l'efficacité des institutions publiques.

Défis

Malgré les réalisations et les progrès du Ghana vers une croissance plus rapide et la réduction de la pauvreté au cours des dernières années, il devra encore faire face à des défis majeurs dans un avenir proche. Il s'agit, entre autres, de la structure de l'économie, qui n'a pas changé malgré la croissance économique continue. Elle reste largement tributaire des exportations des produits de base et de l'application des technologies inefficaces et la lenteur du transfert de technologies. D'autres défis comprennent une base industrielle faible, pas bien liée aux ressources nationales, une base faible des infrastructures,

notamment l'énergie, une trop grande dépendance sur le cacao, l'or et le bois pour les devises étrangères, et le chômage élevé des jeunes, menaçant l'unité sociale et la paix. Les autres défis concernent la lenteur des réformes du secteur public, la fuite des cerveaux, en particulier des professionnels de la santé, la mauvaise gestion des ressources naturelles, et la distribution asymétrique des gains de croissance économique. Il y a aussi le taux de prévalence élevé du paludisme et du VIH/SIDA, une masse salariale élevée du secteur public, et l'évolution des prix des produits de base sur le marché international, qui ont des effets négatifs sur l'économie (Tandoh-Offin 2013).

L'économie du Ghana reste encore fortement tributaire des produits de base avec l'insuffisance des liens vers d'autres secteurs. Son secteur agricole se caractérise par une faible productivité et il y a une faible application de la science, la technologie et l'innovation dans tous les canaux de production et de distribution (Okudzeto et al. 2014). La dépendance persistante vis-à-vis de l'exportation de quelques produits primaires avec plus ou moins de valeur ajoutée (cacao, or, bois, etc.) a rendu l'économie vulnérable aux fluctuations des prix dictés par les acheteurs dans les pays développés (Government of Ghana 2003). En effet, l'agriculture fournit encore plus de 60 pour cent des emplois, et les produits primaires comme le pétrole, l'or et le cacao constituent plus de 80 pour cent des exportations. Le maintien de son taux de croissance élevé et la création d'emplois en nombre suffisant dépendront de la capacité du Ghana à développer son secteur industriel et à créer des liens avec son secteur émergent du pétrole et du gaz (UNDP 2013).

La fourniture de l'énergie et l'accès au financement sont les deux obstacles plus pressants du secteur manufacturier du Ghana. La hausse du coût de l'énergie a érodé les marges bénéficiaires des fabricants, tandis que la distribution irrégulière d'énergie a entraîné une perte de production et la nécessité d'utiliser du carburant pour les générateurs d'électricité (World Bank 2015). Le mauvais état des infrastructures rurales, les faibles moyens de subsistance en milieu rural, le manque d'emploi des jeunes et l'accès limité à une éducation de qualité et le niveau élevé du travail infantile sont les principaux moteurs de la pauvreté rurale et, par extension, les facteurs des inégalités du Ghana (UNDP 2013). En dépit des progrès importants du pays dans la lutte contre la pauvreté, il existe quelques manifestations des inégalités verticales et horizontales. La mesure des inégalités, en utilisant l'indice de Gini pour la consommation par équivalent-adulte, par exemple, a continué d'augmenter de 0,353 en 1991-1992 à 0,378 en 1998-1999 et 0,394 en 2005-2006. Il a atteint la moyenne de 0,438 en 2000-2010 (UNDP 2013). La Banque mondiale soutient de façon convaincante que la principale menace pour le gouvernement est le mécontentement par rapport à l'amélioration du niveau de vie et la crise énergétique en cours (World Bank 2015).

Les conditions macroéconomiques générales du Ghana se sont détériorées en 2014 avec des déficits persistants, alimentant la dette publique et l'inflation, une forte dépréciation de sa monnaie et un rythme plus faible de la croissance économique. Les défis macroéconomiques ont été accentués par les salaires élevés et la hausse des taux d'intérêt, et le déficit budgétaire a diminué légèrement à environ 9,4 pour cent du PIB en 2014 contre 10,4 pour cent en 2013 (World Bank 2015). Le financement de la dette intérieure est devenu extrêmement coûteux et préjudiciable aux finances publiques vu le recours accru à l'emprunt à court terme à environ 60 pour cent de l'emprunt intérieur total, car l'échéance

de la dette intérieure a réduit les taux des bons du Trésor d'environ 25 pour cent (IDA and IMF 2009). Dans une évaluation quantitative, Okudzeto et al. (2014) ont conclu que la performance de la dette publique du Ghana indique une tendance à la hausse de 25 pour cent du PIB en 2006, suite à l'allégement de la dette au titre de l'initiative des Pays pauvres très endettés (PPTTE), à 48 pour cent du PIB en 2012, et 52 pour cent en 2013. Devant le dépassement des crédits observé en 2012, marqué par un déficit budgétaire sans précédent d'environ 12 pour cent du PIB, la situation a persisté en 2013, avec un déficit budgétaire similaire (Okudzeto et al. 2014).

La mise en œuvre de la réforme du secteur public au Ghana est limitée par le montant de la masse salariale, qui a triplé, passant de 2,9 à 9 milliards de *cédi* entre 2009 et 2013 à cause de la mise en œuvre de la réforme des salaires, le projet de loi étant estimé à 72,3 pour cent des recettes intérieures. Les tendances montrent que lutter contre la baisse sans cesse croissante des salaires ferait apparaître des risques importants pour la viabilité budgétaire à moins que ce soit abordé de manière globale, afin d'éviter les mouvements récurrents concernant le travail (UNDP 2013; World Bank 2015). Le FMI estime qu'entre 2012 et 2030, le Ghana va gagner 20 milliards de dollars grâce à la production pétrolière (Gary 2009; World Bank 2009). Les Ghanéens moyens prévoient que les revenus pétroliers vont améliorer leur bien-être, et les dirigeants politiques sont optimistes quant aux perspectives en ce qui concerne l'utilisation des revenus pétroliers pour financer des projets de développement (Veltmeyer 2013). Cependant, dans un pays où la corruption reste toujours un défi, la question qui se pose ici est de savoir si le Ghana ne peut échapper à la malédiction des ressources.

Conclusion

Les perspectives de croissance du Ghana apparaissent positives à long terme. En supposant que les problèmes macro-économiques actuels seront traités selon le plan annoncé dans le cadre d'un programme du FMI, on prévoit que le taux de croissance pourrait augmenter à nouveau. La production de pétrole pourrait également augmenter à moyen terme, contribuant ainsi à la croissance. La promotion de l'intégration du secteur industriel au Ghana dans les chaînes de valeur régionales pourrait soutenir la transformation structurelle du pays, à condition que les autorités prennent des mesures pour améliorer la productivité agricole et relever les défis des infrastructures, et révisent la croissance en trouvant des réponses à la question de l'équité. Le PNUD estime qu'en dehors de l'emploi, de l'assainissement et de la mortalité maternelle et infantile, le Ghana a fait des progrès considérables dans la réalisation des OMD (UNDP 2013). Les cibles concernant la réduction de l'extrême pauvreté et l'accès à l'eau potable ont été atteints, tandis que celles de la faim, de l'éducation et du genre sont sur la bonne voie. Les perspectives de croissance économique du Ghana sont prometteuses. Il appartient maintenant au gouvernement de mettre en œuvre des politiques favorables à un environnement macro-économique stable.

CHAPITRE 6. NIGERIA

La République fédérale du Nigeria est la démocratie la plus peuplée de l'Afrique. Les Nations Unies estiment à environ 154.729.000 habitants la population du Nigeria, soit 18 pour cent de la population du continent (World Bank 2011). Le pays possède maintenant la plus grande économie de l'Afrique. Après la vague de coups d'État militaire depuis l'indépendance, il a maintenant élu un leadership. Cependant, le gouvernement est confronté au défi qui consiste à empêcher le pays de se diviser à cause des clivages ethniques et religieux (BBC 2015). Le Nigeria est une étude de cas intéressante pour le présent document de recherche, non seulement à cause de son immense population, mais aussi pour la dynamique qui l'a fait devenir une « économie émergente ».

En 2014, après un recalcul de son PIB, l'économie du Nigeria est devenue la plus grande de l'Afrique, avec plus de 500 milliards de dollars du PIB nominal et 1 milliard de dollars en termes de parité de pouvoir d'achat. Dépassant l'Afrique du Sud sur le continent, il est devenu la plus grande économie et la 21^{ème} au monde (World Bank 2014). Les réserves de pétrole du pays ont joué un rôle majeur dans sa richesse et son influence croissantes. Cependant, il est toujours confronté aux défis majeurs qui peuvent amener les gens à réfléchir sur les nuances de la planification du développement de l'Afrique et de la politique macro-économique. Telles sont les questions soulevées par Adebawo et Obadare (2010) quand ils affirment que le Nigeria propose un modèle magnifique pour examiner la schizophrénie chronique caractérisant l'État postcolonial africain et les formations sociales résultantes qui (re)composent, et sont, à leur tour (re)composées par l'État. Le Nigeria contient ironiquement peut-être la plus grande combinaison et concentration de ressources humaines et naturelles qui peuvent être (re)mobilisées dans la création d'un État-puissant africain avec une capacité de se tenir dans le tourbillon, sinon au centre de la renaissance continentale et du renouveau racial. Ce paradoxe soulève la question fondamentale de savoir pourquoi les réalités socio-économiques et politiques du Nigeria ont été historiquement contraires à ses potentialités (Adebawo and Obadare 2010).

Données économiques

En se fondant principalement sur une série de plans de développement national (PDN), le Nigeria a poursuivi des stratégies de développement portant principalement sur l'industrialisation et l'infrastructure urbaine. Les stratégies ont également tendance à mettre l'accent sur l'autosuffisance alimentaire, mais sans nécessairement mettre en place l'infrastructure rurale nécessaire. Le PDN pour 1970-1974 a affecté seulement 10 pour cent du budget à l'agriculture, dont la part est tombée à 6 pour cent dans le PDN 1975-1980 (Africa in Fact 2014). Selon Ikpe (2014), la politique de développement du Nigeria a été essentiellement constituée de deux phases, une stratégie d'industrialisation fondée sur la substitution aux importations menée par l'État de 1970 à 1985, et la libéralisation économique généralisée de 1986 à nos jours. Ces périodes ont également coïncidé avec la domination de la planification nationale du développement et son éventuelle disparition en 1985 avec l'avènement des programmes d'ajustement structurel.

L'autre caractéristique clé du développement économique est que l'État nigérian indépendant a conduit son programme de transformation socio-économique avec le

contrôle d'une base financière en expansion, poursuivi par des politiques de nationalisation et d'indigénisation généralisées. Beveridge (1991) explique en détail comment de 1970 à 1979, l'État nigérian a acquis et progressivement augmenté sa participation dans les grandes sociétés productrices de pétrole à un maximum de 60 pour cent pour assurer son accès aux bénéfices, à l'image des nations productrices de pétrole en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Les plans de développement et les initiatives mises en œuvre depuis plus de 40 ans (1960-1999) ont échoué dans la transformation de l'économie loin de la structure héritée à l'indépendance, et cet échec a empêché la réalisation d'une croissance inclusive. La croissance du PIB est tombée de 4,5 pour cent en 1960-1969 à 2,8 pour cent en 1990-1999 (Enweremadu 2013). La part combinée de l'agriculture et de l'industrie dans le PIB est passée de 67 pour cent en 1960-1969 à 73 pour cent en 1990-1999. En outre, même si la production industrielle a été dominée par l'industrie manufacturière dans la première période, elle a été dépendante du pétrole brut dans la seconde période, ce qui indique que l'économie était plus dépendante de la production primaire (pétrole brut et agriculture) en 2000 qu'en 1960 (Africa in Fact 2014). Le taux de pauvreté est passé de moins de 30 pour cent dans les années 1970 à 78 pour cent en 1996, et le taux de chômage a augmenté régulièrement, passant de moins de 2 pour cent en 1970 à 13 pour cent en 2000 (Bloom et al. 2010).

Dans un rapport détaillé, Sanusi (2010) présente une image des tendances de croissance du Nigeria depuis l'indépendance et les facteurs qui déterminent ces tendances. L'économie nigériane est en gros en dessous des performances par rapport à son énorme dotation en ressources et ses nations paires pour les quatre premières décennies après l'indépendance. Cela s'illustre facilement dans la comparaison avec les pays de taille similaire comme la Chine, qui occupe désormais une position enviable en tant que deuxième plus grande économie du monde. En 1970, alors que le Nigeria avait un PIB de 233 dollars par habitant et a été classé 88^{ème} à l'échelle mondiale, la Chine a été classée 114^{ème} avec un PIB de 112 dollars par habitant. Les principaux facteurs expliquant le déclin de la situation économique du pays sont l'instabilité politique, le manque de leadership ciblé et visionnaire, la mauvaise gestion économique et la corruption (Sanusi 2010).

Des périodes prolongées de régime militaire ont aussi étouffé le progrès économique et social, en particulier à partir des années 1970 jusqu'aux années 1990, au cours desquelles les ressources ont été pillées, les valeurs sociales ont été anéanties, et le chômage et la criminalité ont augmenté de façon spectaculaire. Le niveau de vie a chuté si bas que quelques-uns des meilleurs cerveaux avec les compétences nécessaires pour conduire le développement ont quitté la nation en masse et sont en train de contribuer considérablement à la réussite économique de leur pays d'accueil (Amuwo 2009 ; Adebani and Obadare 2010 ; Bloom et al 2010 ; Umejesi 2015).

L'examen des tendances des performances économiques du pays révèle que le taux moyen de croissance du PIB réel, 5,9 pour cent de 1960 à 1970, a augmenté à 8 pour cent de 1971 à 1973. Au début des années 1970, l'économie nigériane a connu une expansion rapide avec l'augmentation phénoménale de la production et de l'exportation du pétrole. Le taux moyen de croissance du PIB a plus tard chuté à 3,2 pour cent de 1976 à 1980. Il a été

soutenu en 1982-1990 après une amélioration de la performance dans les sous-secteurs agricoles et industriels (Bloom et al. 2010 ; Africa in Fact 2014). Le Tableau 6.1 montre le taux de croissance du PIB réel moyen de 1960 à 2009 au Nigeria.

Tableau 6.1 : Taux de croissance moyen du PIB réel (en pourcentage)

Période	PIB réel
1960–1970	5,9
1971–1973	8,0
1976–1980	3,2
1982–1990	3,2
1991–1998	1,9
1999–2007	8,3
2008–2009	6,3

Source : Sanusi (2010).

En 1986, le gouvernement a accepté les PAS parrainés par le FMI. Ces programmes visaient à supprimer les contrôles administratifs lourds et à créer un environnement plus favorable au marché soutenu par des mesures et des incitations en faveur de l'entrepreneuriat privé et une meilleure allocation des ressources (Sanusi 2010). Le PIB a répondu favorablement aux politiques économiques d'ajustement et de libéralisation adoptées, étant passé de moins 0,6 pour cent en 1987 à 13 pour cent en 1990 (Sanusi 2010). Cependant, certains des gains des PAS ont été affaiblis après la vague des revirements de politique entre 1988 et 1989. Dans tous les cas, l'expérimentation de la déréglementation et de la libéralisation a été tronquée en 1994 avec l'avènement d'un autre gouvernement militaire, ce qui fait qu'il est donc difficile d'évaluer pleinement les réalisations des PAS au Nigeria (Bloom et al. 2010).

La faiblesse des institutions et un environnement juridique hostile ont également réduit les avantages qui auraient été réalisés par l'économie (Sanusi 2010). Cependant, les statistiques les plus récentes montrent que le taux de croissance moyen du PIB réel a chuté à 1,9 pour cent en 1991-1998, et ce, malgré l'évolution favorable des filières agricoles et des services de l'économie. Le taux de croissance du PIB réel a rebondi à 8,3 pour cent en 1999-2007, ce qui reflète l'amélioration de la politique économique à une époque plus récente (Enweremadu 2013).

En effet, presque tous les indicateurs macroéconomiques montrent que la dernière décennie est une période de renaissance. Par exemple, de 2003 à 2009, la croissance du PIB réel a été en moyenne de 6,2 pour cent (Africa in Fact 2014). Même si c'est un exploit considérable selon les normes africaines, pour un grand pays comme le Nigeria, le taux de croissance n'a pas été suffisant pour réduire la pauvreté. En outre, le pétrole brut et le gaz naturel représentaient plus de 95 pour cent des recettes d'exportation et ont contribué à

plus de 85 pour cent des recettes publiques. Cela représente une hausse de 94 pour cent et 70 pour cent respectivement dans la décennie précédente, laissant l'économie plus vulnérable aux prix du pétrole brut et aux chocs de la demande que dans le passé (Africa in Fact 2014).

La relance de l'économie nigériane au cours du nouveau millénaire semble avoir été précipitée par le retour à la démocratie et d'un régime civil. Enweremadu (2013) souligne que depuis son retour à la démocratie en 1999, le pays a connu des réformes économiques et politiques importantes qui, avec la demande croissante de ses ressources naturelles, ont contribué à faire jaillir une croissance économique sans précédent, atteignant près de 7 pour cent en 2001-2011. Sanusi (2010) partage cette assertion en soulignant que depuis 1999, le pays est retourné à la gouvernance démocratique civile et a subi un régime démocratique ininterrompu depuis 11 ans. Il s'agit là d'une grande réussite et cela donne des raisons d'espérer en un pays qui a subi près de trois décennies de régime militaire. En effet, en avril 2003, le pays a réalisé la toute première transition pacifique d'une administration civile à l'autre depuis son indépendance. C'était l'occasion d'arrêter le déclin du passé et de créer les bases d'une relance dans une ère de développement économique durable.

La croissance du Nigeria n'est ni incluse, ni à base élargie, ni transformationnelle. L'agriculture et les services ont été les principaux moteurs de croissance. L'implication de cette tendance est que la croissance économique du pays n'a pas entraîné les changements structurels souhaités qui feraient de l'industrie manufacturière le moteur de la croissance, permettant ainsi de créer des emplois, de promouvoir le développement technologique et d'induire la lutte contre la pauvreté (Bloom et al. 2010 ; Enweremadu 2013). Les données placent la pauvreté nationale à 54,4 pour cent. De même, le chômage a augmenté à 19,7 pour cent selon le Bureau national des statistiques (Africa in Fact 2014). En outre, le pays est en retard par rapport à ses pairs dans la plupart des indices de développement humain. Par exemple, alors que la Chine était 5^{ème} et la Thaïlande 22^{ème} sur l'indice mondial 2009 de la faim, le Nigeria est classé 46^{ème} (World Bank 2013). Cela peut être attribué en grande partie à l'énorme déficit d'infrastructure, à l'augmentation de l'insécurité, à la corruption de masse et à la pauvreté généralisée.

Même s'il y a des preuves pour une diversification progressive, l'économie est maintenant plus orientée vers les ressources (pétrole et gaz) et les matières premières (agriculture) que dans les années 1960. L'agriculture et l'industrie représentaient environ 66 pour cent du PIB en 1960-1969 et 2000-2010, mais ont chuté à 59 pour cent en 2011-2012. Comme Sanusi (2010) le souligne, depuis plusieurs décennies, l'une des principales aspirations économiques du Nigeria était encore de modifier la structure des modes de production et de consommation, la diversification de la base économique, et de réduire la dépendance au pétrole, dans le but de mettre l'économie sur la voie de la croissance durable, inclusive et non inflationniste. Cependant, les gouvernements successifs ont essayé sans succès de réaliser cette aspiration. Ainsi, les produits manufacturés dominent les importations du Nigeria, un reflet complet du secteur manufacturier en difficulté.

Gouvernance et stabilité politique

L'histoire de la gouvernance et de la stabilité politique du Nigeria est bien documentée. Depuis l'indépendance en 1960, le Nigeria a subi au moins cinq coups d'Etat réussis, deux coups avortés, une tentative de coup, et trois coups présumés. En effet, il y avait un mode récurrent de coups et contrecoups qui a également annoncé une série de gouvernements de plus en plus autoritaires et corrompus tous pleins de fausses promesses d'un retour à la démocratie (Ihonvbere 1996 ; Onwumechili 1998 ; Max 2009 ; Adebani and Obadare 2010 ; Bourne 2015). En effet, le Nigeria était politiquement instable pendant près de quatre décennies après l'indépendance et cela a affecté sensiblement l'ensemble du paysage national de la gouvernance. Cet impact sur l'économie n'aurait pu qu'être négatif.

Certains chercheurs soulignent à juste titre que la mauvaise gouvernance des entreprises dans les secteurs public et privé a conduit à une forte corruption et à la répartition inéquitable des revenus des (Osabuohien et al. 2012 ; Ikpe 2014 ; Bourne 2015). Cela affecte également la gouvernance. Il est également très probable que les violences dans la région du Delta du Niger productrice de pétrole et les menaces de conflits religieux persistants (par exemple les attaques par Boko Haram) dans certaines parties du pays augmentent les menaces à la paix, la démocratie et la bonne gouvernance (Africa in Fact 2014). Déjà, des milliers de personnes sont mortes au cours des dernières années dans des attaques menées par Boko Haram. Les aspirations séparatistes augmentent également de plus en plus, ce qui rappelle la triste guerre civile pour une République sécessionniste au Biafra à la fin des années 1960.

Défis

Le grand défi ici se situe au niveau de la dépendance du Nigeria vis-à-vis d'une économie basée sur un seul produit et des revenus des pouvoirs publics provenant des exportations de pétrole sensibles aux fluctuations mondiales et des chocs sur le marché international du pétrole (Sanusi 2010). Par exemple, depuis mars 2014, le prix du pétrole a chuté d'environ 90 à 45 dollars le baril, ce qui change l'histoire du futur développement de l'énergie du Nigeria. Du jour au lendemain, tout a cessé d'être si rose (Africa in Fact 2014 ; Borne, 2015). L'économie a trop compté sur l'agriculture de subsistance et l'industrie extractive sans aucune valeur ajoutée significative.

À cet égard, la faible croissance enregistrée dans l'économie jusqu'ici n'a pas suivi l'emploi correspondant, le changement d'attitude positif, la réorientation des valeurs et la répartition équitable des revenus (Sanusi 2010). En substance, la transformation et la restructuration économique ont été limitées depuis les années 1970. Ainsi, le Nigeria est devenu plus qu'un avant-poste commercial pour les biens produits ailleurs, avec peu d'industries de transformation nationales des produits du secteur primaire par le secteur secondaire (Ikpe 2014). Ainsi, l'économie est tributaire des importations de petites exportations non pétrolières. Elle repose en grande partie sur les exportations de pétrole brut et de gaz (Osabuohien et al. 2012). L'infrastructure économique et sociale, notamment l'énergie électrique est vétuste. Le secteur de l'énergie est généralement reconnu comme une contrainte sur l'économie nigériane (Sanusi 2010).

La violence qui sévit dans la région du Delta du Niger productrice de pétrole augmente l'incertitude sur la production de pétrole et en augmente la volatilité (Africa in Fact 2014 ;

BBC 2015). Cela est étroitement lié à la distribution inéquitable des ressources. Il est maintenant presque de notoriété publique que quelques Nigériens, notamment ceux dans les régions productrices de pétrole, ont directement bénéficié de la richesse pétrolière. Plutôt que de voir le développement du vol et de la vente « illicite » de pétrole, qui ont élargi le contexte de « l'insurrection » dans le delta du Niger au cours des dernières années comme un écart par rapport aux normes établies, nous pourrions voir cela plutôt comme une extension des « économies parallèles » qui se sont développées autour de la production, de la vente et de la commercialisation du pétrole depuis le boom pétrolier du début des années 1970 (Nwajiaku-Dahou 2012). Le non-partage des bénéfices tirés du pétrole reste un défi majeur. En 2004, par exemple, les militants du Delta du Niger exigeant une plus grande part des revenus du pétrole pour les habitants ont commencé une campagne de violence contre les infrastructures pétrolières, menaçant la plus importante ligne de la vie économique du Nigeria (BBC 2015 ; Bourne 2015). Le Nigeria souhaite attirer les investissements étrangers, mais il est entravé dans cette quête par des préoccupations de sécurité et par une infrastructure fragile troublée par des coupures d'électricité (Enweremadu 2013).

Le défi de taille bien articulé par Africa in Fact (2014) concerne l'absence de capacités locales dans l'exploitation du pétrole au Nigeria. Le plus grand producteur de pétrole brut de l'Afrique est également le deuxième plus grand importateur de pétrole du continent, derrière l'Afrique du Sud, qui a peu de pétrole ou de gaz naturel. En moyenne, 350.700 barils de gasoil, de diesel, d'essence et de produits connexes sont expédiés au Nigeria par jour, selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Selon toute norme, il s'agit là d'un paradoxe coûteux. En tenant compte des coûts de transport et de raffinage externe, le gouvernement nigérian aura dépensé des centaines de milliards de nairas en subventions pour garder les prix de l'essence et du diesel à la pompe à un niveau raisonnable. Il s'agit environ de 5,5 milliards de dollars en 2012 (Africa in Fact 2014). Renverser la tendance de ce paradoxe est l'un des principaux défis auxquels le gouvernement devrait faire face. Le manque d'infrastructures (en particulier pour la production d'énergie électrique), la connaissance et l'innovation apparaissent comme les principaux obstacles à la transformation du pétrole au niveau local.

Le Nigeria est maintenant la plus grande économie du continent. Cependant, pour les Nigériens ordinaires (dont la plupart vivent encore avec moins de 2 dollars par jour), le PIB de l'Afrique du Sud qui a permis à ce pays de se hisser au rang de la plus grande économie du continent a eu peu d'impact positif. Le Nigeria est toujours confronté à un immense défi avec des déficits d'infrastructure reflétés dans la lenteur des processus de dédouanement au port, le mauvais état des routes et le manque d'électricité. Même si les Nigériens achètent encore l'essence au même prix, ils auront toujours le même montant dans leurs poches, et l'état de l'électricité ne va pas s'améliorer soudainement (Borne 2015). Entre autres défis, le chômage et les inégalités ont aussi augmenté de façon significative malgré les impressionnants taux de croissance économique observés au cours des dernières années. L'absence de transformation pour assurer une croissance inclusive va simplement accentuer les problèmes de sécurité actuels, car la jeunesse désœuvrée va devenir impatiente vis-à-vis du gouvernement (Bloom et al 2010 ; NBS 2012). Pour éviter une

catastrophe et récolter un dividende démographique, l'économie a besoin de transformation.

Même si la population a connu une croissance exponentielle au cours des décennies, le secteur agricole, pilier de l'économie locale, contribue moins au PIB. L'industrie manufacturière et la construction y contribuent également moins, tandis que le commerce de gros et de détail, et le secteur des services sont restés à peu près les mêmes que dans les années 1960 (Sanusi 2010). Cela pourrait être attribué, entre autres, au manque de leadership, à la mauvaise mise en œuvre des politiques économiques, des institutions faibles, à la mauvaise gouvernance d'entreprise et à la corruption (Africa in Fact 2014). Le défi consiste donc à savoir comment gérer les recettes des exportations pétrolières et gazières pour augmenter la valeur de l'économie monétaire, développer durablement les nombreux minéraux solides inexploités, améliorer la productivité agricole en augmentant les surfaces cultivables avec une technologie améliorée. Il est aussi question de savoir comment traiter et conserver les produits de base dans le but d'augmenter la valeur ajoutée, produire des biens durables et non durables dont ont besoin les Nigériens et la sous-région et le marché d'Afrique de l'Ouest et, finalement, exporter ces produits et soutenir l'industrie manufacturière, et rester compétitif en développant et en améliorant le climat d'investissement du pays (Sanusi, 2010).

Pendant longtemps, la faiblesse des capacités du Nigeria à gouverner efficacement a été attribuée à la présence de régimes caractérisés par des comportements d'enrichissement, la corruption et l'abus de pouvoir. Cela a eu des effets néfastes sur la performance de la bureaucratie, en particulier sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, car la bureaucratie était minée par les mêmes maux (Adebanwi and Obadare 2010). L'aggravation de la pauvreté, de l'insécurité et de la corruption souligne les défis auxquels le pays est confronté tous les jours. En effet, si l'on considère ces défis et les attributs d'autres pays dits émergents, il devient difficile de classer le Nigeria comme une économie ou un marché émergent (Enweremadu 2013). Dans un rapport, le FMI soulève un autre défi inquiétant. En effet, il affirme qu'au cours des deux dernières décennies, la gestion de la dette publique nigérienne n'a pas été efficace principalement à cause de l'absence de cadre financier solide, qui a conduit à un endettement excessif et à des difficultés de service de la dette. Les grands besoins d'emprunt du gouvernement ont été mal gérés. La capacité du Nigeria à assurer la gestion financière est donc une préoccupation et un défi clé nécessitant une attention particulière (IMF 2004).

Conclusion

Les perspectives du Nigeria pour la croissance sont prometteuses avec les réalisations enregistrées au cours des 10 dernières années et les réformes en cours dans divers secteurs (Sanusi 2010). Cependant, pour que le pays puisse consolider ces gains économiques et augmenter la croissance et le développement, il faudrait approfondir les réformes en vue d'améliorer le capital humain, promouvoir l'infrastructure publique de haute qualité et encourager la concurrence. Les piliers pour soutenir cette consolidation sont, entre autres, une politique fiscale ferme, des opérations fiscales transparentes, des politiques monétaires axées sur le développement, le renforcement du secteur financier, le strict respect de l'état

de droit et le respect de la sainteté du contrat, et un engagement à la lutte contre la corruption (Sanusi 2010).

Certaines réformes ont été tentées depuis le début des années 2000, notamment des tentatives pour maintenir la stabilité macroéconomique, réduire la pauvreté, reconstruire les institutions du secteur public et améliorer la prestation des services publics, améliorer la gouvernance du secteur public, et privatiser la plupart des entreprises publiques, surtout dans les télécommunications et l'énergie, pour aider à promouvoir le secteur privé et supprimer les goulots d'étranglement (Africa in Fact 2014). Même si le succès a été limité à cause de diverses contraintes, nous pensons que les efforts dans ces directions devraient continuer. Les Nigériens n'ont rien à perdre à essayer ces réformes pour avoir une meilleure stabilité macroéconomique et la croissance.

CHAPITRE 7. ÉTHIOPIE

Entourée par l'Érythrée, la Somalie, le Kenya et le Soudan, l'Éthiopie est le plus ancien pays indépendant de l'Afrique. Pendant l'époque coloniale, elle n'a connu qu'une occupation italienne de cinq ans. Ainsi, elle est l'un des quelques pays africains jamais été colonisés au vrai sens du terme. Avec une population de 94,1 millions d'habitants et un taux de croissance démographique de 2,6 pour cent en 2013, l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria (World Bank 2015). C'est l'un des pays les plus pauvres du monde, environ un tiers de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté (Geda 2005). Même s'il dispose de ressources naturelles considérables, le pays est également très sujet à la sécheresse et entretient de mauvaises relations économiques et politiques avec la plupart de ses voisins (Dercon and Woldehanna 2007). Sous le régime socialiste du Derg (1974-1991), le pays a suivi des politiques macroéconomiques peu satisfaisantes guidées par des approches de commandement et de contrôle, notamment la nationalisation des entreprises. Cependant, depuis 1991, le pays a connu des réformes économiques qui ont contribué à la croissance socio-économique nationale.

Données économiques

L'économie éthiopienne est principalement dépendante de l'agriculture de subsistance, qui est fortement tributaire des précipitations en temps opportun et de manière adéquate. Plus de 85 pour cent de la population dépend de ce secteur pour sa survie (Geda 2005). L'agriculture représente normalement la moitié du PIB national et plus de 90 pour cent des recettes d'exportation. Easterly (2006) stipule que chaque sécheresse depuis les années 1960 a été associée à la mort ou au déplacement progressif de 1 à 7 millions de personnes. Ainsi, toute stratégie de réduction de la pauvreté et de la faim en Ethiopie devrait se concentrer sur la génération de la croissance rapide du secteur agricole (Diao and Pratt 2007). Le secteur industriel représente environ 12 pour cent du PIB, et le reste est couvert par le secteur des services (Diao and Pratt 2007).

La forte dépendance de la croissance économique de la suffisance et de la variabilité des précipitations montre que le pays est vulnérable aux changements climatiques et météorologiques et aux chocs extérieurs connexes. Par exemple, en 1984, l'Éthiopie a été plongée dans une famine terrible, avec des centaines de milliers de personnes mourant de faim et une économie en chute libre (Gumede 2014). La performance médiocre de la croissance ultérieure en 1984-1985, avec le déclin de la valeur ajoutée réelle dans le secteur agricole de plus de 20 pour cent et le PIB réel de plus de 9 pour cent, est mieux expliquée par la sécheresse de cette année (Geda 2005). Cependant, les taux de croissance élevés en 1986-1987, 1997-1998 et 2000-2001 s'expliquent par les récoltes, les bonnes précipitations en temps opportun, et le redressement à partir d'une petite base. Ainsi, pour expliquer la croissance éthiopienne, il est impératif d'examiner la performance du secteur agricole et ses liens avec d'autres secteurs (Geda 2003).

Le Fonds monétaire international (FMI) classe maintenant l'Éthiopie parmi les cinq économies les plus dynamiques au monde. Après une décennie d'expansion continue (au cours de laquelle la croissance du PIB réel en moyenne est de 10,8 pour cent par an), en 2013-2014 l'économie a progressé pour la 11ème année consécutive, affichant une

croissance de 10,3 pour cent (NKC 2014 ; AfDB 2015). La plupart des analystes s'accordent à dire que cette croissance phénoménale est attribuable à une prudente politique budgétaire et monétaire coordonnée qui a laissé une inflation contenue à un seul chiffre depuis 2013 (Easterly 2006 ; Dori 2014 ; Gumede 2014 ; Moller and Wacker 2015 ; World Bank 2015). L'Éthiopie a miraculeusement atteint une croissance à deux chiffres en termes réels en moyenne de 10,6 pour cent par an en 2004-2014, faisant du pays la deuxième puissance africaine après l'Angola et dépassant même la Chine (10,2) (Tamiru et al. 2014). La croissance devrait se poursuivre à un rythme rapide, mais les prévisions suggèrent qu'elle sera modérée à un peu plus de 7 pour cent au cours des cinq années suivantes (Tamiru et al. 2014).

Dans une étude détaillée, Demeke et al. (2003) présentent un aperçu instructif de l'histoire de l'économie éthiopienne et les principales sources de la croissance du pays au cours des dernières décennies. L'étude indique que pendant le régime du Derg, des mesures économiques ont été prises, notamment la nationalisation des industries et des entreprises commerciales, et toutes les terres ont été placées sous la propriété de l'État. La participation du secteur privé est aussi très limitée. Dans l'ensemble, le régime du Derg a dirigé une économie qui s'est effondrée à cause des mauvaises politiques macroéconomiques, la mauvaise gestion économique, la guerre prolongée, l'instabilité interne et la sécheresse récurrente. Associés à un taux de croissance démographique d'environ 2,9 pour cent par an, ces facteurs ont entraîné une baisse du niveau de vie de la société (Demeke et al. 2003). Dercon (2000) estime qu'au début des années 1990, l'économie éthiopienne était dans une profonde crise nécessitant une réforme économique, politique et institutionnelle substantielle.

Lorsque le Front démocratique révolutionnaire du peuple d'Éthiopie (EPRDF) a remplacé le régime du Derg en 1991, le pays a entrepris une transition difficile, mais gratifiante d'une économie axée sur le marché. Diao et Pratt (2007) soulignent qu'un certain nombre de réformes axées sur le marché ont été mises en œuvre, certaines visant à stimuler la croissance agricole et rurale. Par exemple, le pays a libéralisé ses marchés de changes et, de façon spectaculaire, l'administration publique a été décentralisée au niveau des provinces. Dans les zones rurales, les marchés céréaliers ont été libéralisés et les marchés des engrais ont été ouverts à la participation du secteur privé. En 1992, le gouvernement éthiopien a également établi la stratégie d'industrialisation orientée sur le développement agricole, qui a souligné le rôle de l'agriculture en tant que catalyseur pour améliorer la sécurité alimentaire immédiate et une large croissance économique, à long terme. Geda (2005) affirme qu'en 1991 le nouveau gouvernement a adopté les PAS qui préconisaient des réformes politiques substantielles, notamment l'accent sur la réduction du déficit budgétaire du gouvernement, le contrôle du crédit, la suppression des contraintes de l'offre, et en accordant une attention aux produits d'exportation à travers la dépréciation réelle du taux de change et d'autres incitations.

D'autres mesures de réforme portaient sur la dévaluation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain, et la détermination des taux de change interbancaires, la suppression des plafonds de taux d'intérêt, la suppression des subventions, la réforme des impôts (abaissement des taux d'imposition marginaux et l'élargissement de l'assiette fiscale), la réduction des tarifs et la suppression des obstacles non tarifaires, la simplification

des procédures d'octroi de licences, la réorganisation de l'autorité douanière, la déréglementation des prix et la privatisation des entreprises publiques (Dercon 2000). La performance économique de l'Éthiopie s'est alors améliorée immédiatement et de manière significative avec la croissance moyenne du PIB de 4,6 pour cent par an, contre une moyenne de 2,3 pour cent par an pendant la période des années 1980 avant la réforme (Demeke et al 2003, Easterly 2006). Depuis environ 10 ans, le pays a connu des taux de croissance économique à deux chiffres avec un taux annuel moyen au cours des 10 dernières années de 10,6 pour cent. D'autres pays subsahariens ont eu des taux de croissance de 5,4 pour cent seulement en moyenne au cours de la même période (Gumede 2014 ; Moller et Wacker 2015).

Les performances économiques de l'Éthiopie sont plus impressionnantes lorsqu'on tient compte des indicateurs de développement humain – comme la réduction de la pauvreté, la santé et l'éducation – et d'infrastructure, notamment l'infrastructure « institutionnelle » ou la gouvernance. La Banque mondiale affirme que des progrès substantiels ont été réalisés dans un large éventail d'indicateurs de développement social et humain (World Bank 2015). Par exemple, en 1995, environ 35 millions d'Éthiopiens (environ 60 pour cent de la population) vivaient dans l'extrême pauvreté au seuil international de 1,25 dollar par jour selon la parité de pouvoir. En 2011, l'Éthiopie a réussi à réduire de moitié la pauvreté, en utilisant la même mesure, même si la population est passée de 57.000.000 à 83.000.000 (Tamiru et al. 2014).

Entre 1995 et 2011, les inégalités des revenus n'ont pas changé et sont restées à l'un des niveaux les plus bas dans le monde entier (avec un coefficient de Gini de 0,3). L'espérance de vie est passée de 52 à 63 ans, le PIB réel par habitant a augmenté de 8,3 pour cent par an entre 2004 et 2014, et la population analphabète est passée de 70 pour cent à 50 pour cent (Moller and Wacker 2015 ; World Bank 2015). Le pays a également fait des progrès considérables dans le développement de l'infrastructure, ses indicateurs d'infrastructure se comparent bien avec ceux des pays à faible revenu (Tamiru et al. 2014). Par exemple, l'Éthiopie a dépensé plus de 3,6 milliards de dollars dans la construction de routes au cours des 10 dernières années (Gumede 2014). Le réseau routier a augmenté de 26.500 km en 1997 à 60.000 km en 2014. Les lignes de chemin de fer reliant Addis-Abeba avec le port de Djibouti et une ligne de métro léger à Addis-Abeba sont presque terminées (Moller et Wacker, 2015).

Principaux moteurs de la croissance de l'Éthiopie

Le « miracle » de la croissance éthiopienne est devenu le sujet d'intérêt et de débats intenses dans les milieux universitaires internationaux, principalement tirés par le désir d'expliquer ses causes. Dercon (2000) estime que la politique budgétaire est devenue prudente et a en partie contribué à catalyser la croissance. Par exemple, les déficits budgétaires ont été réduits de 10 pour cent en général au-dessus du PIB au début des années 1990 à un minimum de 5 pour cent en 1997. La pièce maîtresse de la politique budgétaire du gouvernement a renforcé la mobilisation des recettes, la réduction de l'emprunt national et l'augmentation des dépenses pour la lutte contre la pauvreté. Ainsi, le pays continue à dépenser plus d'efforts pour lutter contre la pauvreté avec l'augmentation des dépenses de 67 pour cent du PIB, financées principalement par les recettes intérieures

et les subventions externes (African Economic Outlook 2012). La politique monétaire a également été prudente. Jusqu'à l'éclatement de la guerre avec l'Érythrée, le financement du déficit budgétaire par le biais du crédit intérieur était resté limité, favorisant la stabilité des prix (Dercon 2000).

La plupart des chercheurs s'accordent également à dire que les investissements dans les infrastructures publiques ont considérablement renforcé la courbe de croissance de l'Éthiopie. Par exemple, Moller et Wacker (2015) affirment que l'Éthiopie a connu une accélération de la croissance au cours de la dernière décennie sur la base d'un modèle de développement dirigé par l'État et une stratégie économique mettant l'accent sur les investissements dans l'infrastructure publique et la restriction de la consommation publique, et soutenue par un environnement extérieur favorable. Gumede (2014) partage ce point de vue, en déclarant qu'au moins les deux tiers de la croissance du PIB de l'Éthiopie de 8,5 pour cent en 2011-2012, étaient dus à l'investissement public. Maintenant, les investissements publics en Éthiopie occupent le troisième rang au monde en termes de pourcentage du PIB. Une somme importante a été injectée massivement dans les infrastructures d'énergie, des transports, des communications, de l'agriculture et des secteurs sociaux (Gumede 2014).

Ces résultats concordent avec les conclusions de Dori (2014) selon lesquels les investissements du gouvernement éthiopien sont le principal moteur de la croissance. Cela va de la construction d'un vaste réseau routier à l'expansion des services sociaux de base, et en plus des gros efforts dans le secteur de l'énergie. Le grand Barrage de la Renaissance éthiopien sur le Nil bleu, par exemple, est un impressionnant projet hydroélectrique autofinancé annonçant la renaissance du pays, et sera le plus grand du continent à son achèvement en 2017. Dans une étude, Tamiru et al. (2014) ont conclu que le « miracle » de la croissance de l'Éthiopie a été moins un miracle que le résultat de la détermination inébranlable de lutter contre la pauvreté de façon mesurable et significative. Il s'agit, entre autres, de la création de l'infrastructure matérielle et immatérielle pour permettre la réussite des entreprises, de mieux jouer aux avantages comparatifs du pays dans le commerce, et en veillant à la fois à la stabilité politique et macroéconomique.

Cela donne à penser que les taux de croissance impressionnants de l'Éthiopie résultent des années d'investissements et de réformes qui ont vu le pays s'enraciner dans la stabilité économique, sociale et politique. Le FMI résume les caractéristiques de la croissance de l'Éthiopie notamment par l'amélioration de la gestion macroéconomique, des institutions plus fortes, l'augmentation de l'aide et des investissements plus élevés dans le capital humain et physique (IMF 2013). Ainsi, son expérience montre que l'amélioration des politiques macro-économiques associées aux réformes structurelles et le financement externe fiable peuvent favoriser l'investissement productif et stimuler la croissance (IMF 2013).

Cependant, il faut reconnaître que plusieurs autres variables pourraient avoir contribué de manière significative au miracle de la croissance éthiopienne. Même si la dépendance envers l'agriculture a considérablement diminué depuis les années 1980, passant de 56 pour cent à 46 pour cent du PIB en 2012, le secteur reste encore beaucoup plus dominant dans l'économie plus qu'ailleurs en Afrique subsaharienne (Tamiru et al. 2014). Ainsi, le secteur

agricole, qui représente 80 pour cent des emplois, est resté une source de croissance importante, les principales exportations du pays étant le café, les produits horticoles et le bétail (Gumede 2014 ; NKC 2014). En 2011, par exemple, le secteur a augmenté de 9 pour cent, tiré par la production céréalière qui a atteint un niveau record de 19,1 millions de tonnes, stimulé par des conditions météorologiques favorables.

Cette amélioration des services gouvernementaux soutient les petits exploitants en améliorant les rendements et l'expansion des terres cultivées (AfDB 2011 ; African Economic Outlook 2012). Cela est aussi compatible avec l'incitation massive du gouvernement pour promouvoir et offrir de nouveaux paquets technologiques aux petits exploitants. Selon Dercon (2000), le café reste la culture d'exportation la plus importante, avec en moyenne 60 pour cent des recettes d'exportation. Le secteur des services prend également peu à peu le dessus sur l'agriculture et est complété par le boom de la construction (Moller and Wacker 2015).

Une étude de la Banque mondiale a conclu que l'expansion des services et des secteurs agricoles expliquent en grande partie la croissance au cours des dernières années, alors que la performance industrielle du secteur a été relativement modeste (World Bank 2015). Selon NKC (2014), les hôtels et restaurants, l'immobilier, la location et les services aux entreprises, et l'intermédiation financière ont le plus contribué à la croissance du secteur des services. Cependant, les changements sont également visibles dans le commerce et l'investissement. Les exportations se sont diversifiées et le pays est devenu un exportateur important de graines oléagineuses, de fleurs, d'or et, de plus en plus, de textiles et de produits en cuir. Cela a été favorisé par une croissance soutenue de l'investissement étranger, en particulier dans la floriculture et l'industrie manufacturière (Dori 2014). Le développement des compétences techniques et humaines ont également reçu une plus grande attention et, donc un meilleur accès à l'enseignement supérieur, avec une priorité pour la science, l'ingénierie et la technologie (African Economic Outlook 2012).

Il est également important de souligner le rôle de l'aide internationale dans le redressement et la croissance économique de l'Éthiopie depuis 1991. Comme Dercon (2000) le souligne, l'Éthiopie a réussi à établir d'assez bonnes relations avec les bailleurs de fonds, qui généralement ont favorablement infléchi leurs décisions de politique économique. Le soutien des donateurs était important, même si l'aide publique au développement (APD) par habitant était encore en dessous de la moyenne africaine. Tamiru et al. (2014) adhère à cette conclusion et déclare que l'Éthiopie a vu sa dette allégée dans le cadre de l'initiative des Pays pauvres très endettés (PPTTE) en 2001. Cela a permis de soutenir considérablement la balance des paiements jusqu'en 2011, même si le coût du service de la dette extérieure a quadruplé entre 2009 et 2012. Gumede (2014) partage le même point de vue quand il affirme qu'environ 20 pour cent du budget national est financé par l'aide étrangère et les prêts. En ce qui concerne la dépendance envers les donateurs, Easterly (2006) souligne la nécessité d'être prudent quand il souligne que la participation des bailleurs de fonds étrangers dans la longue histoire de l'Éthiopie a conduit à une relation trop lourde dans laquelle la bureaucratie des donateurs impose trop de charges et d'agendas sur un petit groupe de gestionnaires au sein des gouvernements nationaux et régionaux de l'Éthiopie.

L'Éthiopie a fait des gains importants au cours des deux dernières décennies en ce qui concerne la stabilité macroéconomique, la croissance économique, le développement des infrastructures matérielles et immatérielles afin de soutenir la croissance, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de la vie des Éthiopiens ordinaires. Un environnement propice aux affaires a également été créé. Moller et Wacker (2015) sont convaincus que les forts taux de croissance de l'Éthiopie sont en tout semblables à la phase de décollage économique classique que les pays africains pourraient expérimenter après des décennies de stagnation économique et d'instabilité politique. Le défi est de rendre durable un tel changement économique. Tout cela fait encore partie du travail en cours, et la question qui se pose ici est de savoir si le pays peut continuer à soutenir ou non la forte croissance jusqu'à présent connue.

Gouvernance et stabilité politique

L'histoire de l'Éthiopie a surtout été celle des guerres ou des conflits d'idéologie religieuse, régionale et nationale, ou une combinaison de conflits internes et internationaux, mais qui visent la puissance et le contrôle des ressources, avec en prime de nombreuses conséquences (Geda 2005). Dans une certaine mesure, par rapport au colonialisme dans le reste de l'Afrique, l'Éthiopie indépendante a été assiégée par des forces coloniales hostiles et puissantes. En conséquence, l'Éthiopie s'est développée comme un État militariste (Geda 2005). Elle a ainsi connu divers types de régimes, de la monarchie au marxisme-léninisme et au régime réformiste, mais pendant une longue période, la croissance est passée du médiocre au mauvais sous tous ces régimes jusqu'en 1991 (Easterly 2006). Trois périodes politiques distinctes sont identifiables : la monarchie ou le règne du dernier empereur Haïlé Sélassié (1930-1973), le régime du Derg (1974-1990), et le leadership réformiste (de 1991 à nos jours). Essentiellement, pour une grande partie du 20^{ème} siècle, l'Éthiopie a été gouvernée par des gouvernements très centralisés qui n'ont pas facilité la croissance économique significative (World Bank 2015).

Un compte rendu détaillé par Geda (2005) montre que le Derg, dirigé par une junte militaire communiste dont faisait partie Mengistu Haile Mariam, est d'abord apparu comme un groupe d'intérêt pour la lutte pour la terre au nom de la majorité qui se trouvait dans le servage. Il a ensuite commencé à consolider son emprise sur le pouvoir en mettant en place des institutions comme les associations paysannes et les coopératives, les offices de commercialisation, et le parti de travailleurs à l'échelle nationale, visant à la construction d'un État socialiste avec une forte présence militaire. Le régime du Derg a supprimé la plupart des groupes de l'opposition par des mesures extrêmement répressives comme l'emprisonnement sans procès et les exécutions massives (Dercon 2000). Les décès causés par le Derg sont estimés de 500 000 à plus de 2 millions. Mengistu Haile Mariam a officiellement pris le pouvoir en tant que chef de l'État en novembre 1977 et a fait régner une terreur avant d'être renversé en 1991 (Dercon 2000).

Le changement spectaculaire et la croissance économique rapide en Éthiopie depuis 1991 ont été favorisés par une paix et une stabilité relatives dont le pays a bénéficié au cours des deux dernières décennies, ce qui a favorisé le renforcement de son influence diplomatique régionale (Dori 2014). Même s'il existe encore des insurrections de bas niveau dans certaines régions du pays, la coalition au pouvoir a généralement gouverné efficacement.

Cela a été étayé par son allocation de plus de 60 pour cent du budget national aux secteurs de l'économie comme l'agriculture, l'éducation et la santé en faveur des plus pauvres. Par le passé, le pays affectait la plus grande partie de sa trésorerie à l'armée (Dori 2014). Le conflit avec l'Érythrée entre 1998 et 2000 a créé une situation d'urgence humanitaire dans le Nord de l'Éthiopie et réduit les ressources, ralentissant ainsi la réalisation des nombreuses réformes envisagées. Cela a perturbé l'évolution économique du pays (Dercon 2000 ; Diao and Pratt 2007). Pendant ce temps, non seulement l'augmentation des dépenses de défense officielle a considérablement réduit le financement des autres secteurs, en particulier pour les programmes de lutte contre la pauvreté, mais les donateurs et les investisseurs ont également réduit leur soutien (World Bank 2004).

En toute mesure, les trois régimes politiques différents mentionnés étaient antidémocratiques, et donc la bonne gouvernance était (et est toujours) un obstacle majeur à la croissance de l'Éthiopie (Geda 2005). Chaque régime (notamment après 1991) a investi massivement dans l'armée et créé des institutions qui aident à maintenir l'emprise sur le pouvoir. Cela a permis à chaque gouvernement de protéger ses groupes d'intérêt. Si l'on mesure la priorité accordée par le pouvoir politique aux dépenses de défense, le régime du Derg occupe la première place. Au cours de la période impériale, les dépenses de défense étaient faibles, avec une moyenne de 13 pour cent des dépenses publiques. Pendant le régime du Derg, les dépenses de défense ont plus que doublé pour atteindre 33 pour cent des dépenses publiques. La moyenne pour 1992-2000 était de 18 pour cent. La forte hausse des dépenses de défense à la fin des années 1990 est liée au conflit avec l'Érythrée, qui pourrait être étroitement lié au statut de pays enclavé de l'Éthiopie et la viabilité économique incertaine de l'Érythrée (Geda 2005).

L'Éthiopie a également fait face à une crise politique en 2005 qui a vu des désaccords profonds dans les résultats des élections entre le parti au pouvoir et l'opposition. Cependant, les élections nationales de 2010 étaient plus pacifiques en partie à cause d'une opposition réduite et fragmentée (AfDB 2011). Depuis la prise du pouvoir en 1991, l'EPRDF a fait un effort de réforme ambitieux pour amorcer une transition vers une gouvernance plus démocratique et décentralisée. Cela a impliqué la délégation des pouvoirs et mandats premièrement aux États régionaux, puis aux autorités provinciales et villageoises (World Bank 2015). Le fédéralisme et la puissance dévolue aux régions ont ouvert la voie pour surmonter les obstacles géographiques et socio-économiques vers la croissance inclusive et la transformation structurelle (AfDB 2015).

Dans ses efforts pour lutter contre la corruption, la Commission fédérale d'éthique et de lutte contre la corruption a lancé de grandes campagnes de sensibilisation, notamment des audits dans tous les secteurs. Les législations contre le blanchiment d'argent et le terrorisme ont également été mises en place et la mise en œuvre des réformes nationales et régionales spécifiques dans la dernière décennie a conduit aux améliorations substantielles dans le système de gestion des finances publiques de l'Éthiopie. En août 2012, après la mort du Premier ministre Meles Zenawi qui avait dirigé le gouvernement depuis 1991, la nomination de son successeur Haile Mariam Dessalegn a marqué un moment historique dans la vie politique du pays. Pour la première fois dans son histoire moderne, l'Éthiopie a entrepris une transition de pouvoir pacifique et constitutionnel (World Bank 2015). Cela témoigne de la possibilité d'un État politiquement plus stable.

Défis

Malgré la croissance et le progrès économique impressionnants, l'Éthiopie reste confrontée à des défis profonds dans toutes les dimensions du développement. Selon diverses analyses, le défi majeur est de savoir comment le pays va maintenir son miracle de croissance économique. Moller et Wacker (2015), par exemple, soutiennent que la croissance initiale des investissements dirigés par l'État atteint toujours le point où il devrait évoluer dans le secteur privé en créant une masse critique de nouvelles industries ou en établissant des partenariats avec des sociétés étrangères. La croissance et la transformation du Plan de l'Éthiopie n'y accordent pas d'attention, d'où la question de savoir jusqu'où le pays peut continuer à compter sur des projets d'investissement public. Le second défi, et le plus pertinent a trait aux inégalités économiques croissantes de l'Éthiopie. La Banque mondiale déclare que cette inégalité risque de saper la stabilité politique et la légitimité populaire dont l'État développementaliste a sérieusement besoin (World Bank 2015). La question de savoir à qui profite la croissance économique est très contestée en Éthiopie aujourd'hui. Même si le gouvernement déclare que les souffrances causées par les frais de subsistance augmentant rapidement sont un phénomène transitoire inhérent aux économies en développement, l'émergence de nouvelles élites économiques grâce à l'activité d'enrichissement et de clientélisme a exacerbé le sentiment de privation relative, en particulier chez les pauvres en milieu urbain.¹

L'un des défis connexes est que l'Éthiopie a presque toujours fait face aux défis extrêmes dans la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire. La Banque mondiale estime que le principal défi pour l'Éthiopie est de poursuivre et d'accélérer les progrès réalisés ces dernières années vers les OMD et de traiter les causes de la pauvreté de sa population (World Bank 2015). Cependant, les indicateurs de pauvreté et de développement de la sécurité alimentaire semblent avoir été aggravés au fil du temps (World Bank 2015). Malgré les programmes d'aide alimentaire et de gouvernement substantiels visant à accroître la production, la sécurité alimentaire n'a pas amélioré à un taux qui correspond suffisamment à l'augmentation rapide de la population ; peu de progrès ont été accomplis pour surmonter cette situation (Diao and Pratt 2007). Les moyens de subsistance en milieu rural restent extrêmement vulnérables aux chocs météorologiques, car la production alimentaire est principalement dépendantes des pluies. En dépit des améliorations remarquables, la productivité est encore faible, tout comme l'infrastructure de commercialisation, ce qui conduit à des coûts de transaction élevés. L'utilisation limitée des pratiques agricoles améliorées par la plupart des petits exploitants est un facteur important contribuant à la faible productivité (NKC 2014).

L'Éthiopie dépend aussi de l'exportation du café pour pas moins de 65 pour cent de ses recettes en devises annuelles. Cela a des conséquences graves pour le secteur du café et le reste de l'économie. La variation des termes de l'échange dans une économie dépourvue d'instruments pour y faire face ont une incidence importante sur sa performance (Geda 2005). Comme Gumede (2014) le souligne, l'économie éthiopienne est vulnérable aux

¹La croissance, comme dans de nombreux pays africains, bénéficie seulement à quelques élites. Selon une enquête réalisée par le cabinet New World Health, entre 2007 et 2013, l'Éthiopie avait le plus grand nombre de nouveaux millionnaires en dollars en Afrique. La plupart des bénéficiaires sont les élites ayant des connexions avec les décideurs de l'EPRDF (Gumede 2014).

chocs exogènes à cause de sa dépendance à l'égard des produits de base et de l'agriculture pluviale. Tout changement dans les prix du café ou des carburants sur le marché mondial peut sérieusement déstabiliser l'économie. Cela implique également qu'en temps de sécheresse, les recettes publiques diminuent, le taux de change se déprécie et la récession approfondit, affectant ainsi la croissance. En outre, le secteur manufacturier est encore trop faible avec une contribution de moins de 5 pour cent de la croissance du PIB. L'Éthiopie a besoin d'une politique industrielle bien pensée, et la quête d'une plus grande diversification économique n'a jamais été plus urgente.

La dépendance de l'Éthiopie vis-à-vis du financement externe a aggravé la position du service de sa dette. Selon Moller et Wacker (2015), la dette publique par rapport au PIB en 2014 était de 44,7 pour cent, contre 32,7 pour cent en 2012. Le taux de la dette souveraine de l'Éthiopie est devenu un risque élevé. Les indicateurs de service de la dette ont considérablement augmenté depuis 2009 et se rapprochent progressivement des niveaux observés au début des années 2000 avant que l'Éthiopie ne bénéficie de l'allègement de sa dette (Moller and Wacker 2015). Les défis persistent même si la structure formelle de l'État éthiopien a été transformée à partir d'un système très centralisé pour un régime fédéral et de plus en plus décentralisé. Selon la Banque mondiale, les élections nationales en 2005 et 2010, et les élections locales largement incontestées en avril 2008 illustrent la fragilité de la transition démocratique, la domination de l'EPRDF, et l'affaiblissement de l'opposition (World Bank 2015). Les élections législatives de mai 2010 ont vu l'EPRDF au pouvoir et ses alliés gagner à 99,6 pour cent, ce qui réduit l'opposition de 174 à seulement 2 sièges dans une Chambre basse de 547 membres.

En janvier 2009, le Parlement éthiopien a adopté une loi pour réglementer les organisations de la société civile (OSC). Alors qu'un bon nombre de ces organisations avaient longtemps plaidé pour un nouveau cadre cohérent, la nouvelle loi se veut restrictive en délimitant les domaines d'interventions pour différents types d'OSC, par exemple, en excluant ceux qui reçoivent plus de 10 pour cent de leur financement provenant de sources extérieures (World Bank 2015). Le gouvernement et le Groupe d'aide au développement, comprenant les donateurs bilatéraux et multilatéraux, ont convenu que la mise en œuvre de la nouvelle loi des OSC sera examinée régulièrement par leur Forum structurel commun de haut niveau. Gumede (2014) déclare que l'absence de véritable démocratie et la fragmentation des voix critiques sont susceptibles de porter atteinte aux taux de croissance économique plus élevés. Paradoxalement, le gouvernement actuel de l'EPRDF fonctionne dans ce qui est formellement une démocratie libérale, mais sa réponse à la critique se penche vers la répression. Cet enchevêtrement idéologique a créé des tensions structurelles évidentes dans les restrictions sur les droits civils et politiques qui sont, en théorie, inscrits dans la Constitution (World Bank 2015).

CHAPITRE 8. TANZANIE

La Tanzanie est un pays d'Afrique de l'Est principalement connu pour ses vastes étendues sauvages, notamment les plaines du Park national de Serengeti et le Park national du Kilimandjaro, la plus haute montagne d'Afrique. Les activités maritimes se situent autour de l'île tropicale de Zanzibar, une importante station touristique internationale. La Tanzanie est devenue indépendante en 1964 après la fusion de Tanganyika et de l'île de Zanzibar. Le swahili, la langue principale, a facilité la construction d'une identité nationale au cours des premières décennies de l'indépendance (Booth et al. 2014). Les années qui ont suivi l'indépendance ont été dominées principalement par les politiques macroéconomiques à orientation socialiste du Président Julius Nyerere, qui se sont avérées peu satisfaisantes pour la croissance économique nationale. Cependant, en quelques décennies, la Tanzanie est passée du status de pays colonisé à l'indépendance et du socialisme à une économie en développement axée sur le marché. Chacune de ces étapes a impliqué des modifications substantielles, avec différentes institutions économiques et des incitations économiques (Robinson et al. 2011).

Jusqu'à une date récente, la Tanzanie avait quelques minéraux exportables et un système agricole qui était, et est encore principalement à forte intensité de main-d'œuvre. Dans une tentative de remédier à cette situation, le président Nyerere a promulgué la Déclaration d'Arusha de 1967 préconisant l'autonomie grâce à la création de villages agricoles coopératifs et en nationalisant les industries et les entreprises privées du pays. Cette intervention n'a pas produit les résultats souhaités. Par contre, elle a plongé la Tanzanie dans la détresse économique caractérisée par une pénurie généralisée des produits de base et l'inflation élevée (Lofchie 2014). Vingt ans plus tard, la Tanzanie semble radicalement différente et l'inflation a diminué à un seul chiffre (North et al. 2009).

L'économie dépend principalement de l'agriculture, qui représente plus d'un quart du PIB, fournit 85 pour cent des exportations, et emploie environ 80 pour cent de la population active (Volker 2005 ; Utz, 2008, USAID 2015). Selon Booth et al. (2014), environ 30 millions de Tanzaniens (deux tiers de la population) dépendent directement de l'agriculture. La plupart d'entre eux sont issus de ménages pauvres vivant de semi-subsistance, en employant des stratégies de subsistance diverses pour assurer la sécurité alimentaire et un flux de trésorerie minimum (Booth et al. 2014). Même si la Tanzanie reste l'un des pays les plus pauvres du monde, avec une bonne partie de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale, elle a eu un certain succès pour attirer les bailleurs de fonds et les investisseurs. Elle a également réalisé des taux de croissance globaux élevés sur la base de la production d'or, l'agriculture et le tourisme. La Tanzanie a largement achevé sa transition vers une économie de marché libéralisé, même si le gouvernement reste présent dans des secteurs comme les télécommunications, la banque, l'énergie et l'exploitation minière (North et al. 2009). Dans cette section, nous retraçons le chemin de la croissance économique de la Tanzanie depuis l'indépendance. L'aide continue des donateurs et les politiques macroéconomiques solides semblent avoir soutenu un taux de croissance positif, en dépit de la récession mondiale.

Données économiques

L'histoire macroéconomique et politique après les indépendances de la Tanzanie est surtout connue pour les expériences du programme Ujamaa du président Nyerere. Cette période a été marquée par des politiques de commandement et de contrôle omniprésents (Bevan et al. 1990). La fameuse Déclaration d'Arusha de 1967 a été l'occasion d'inaugurer officiellement l'Ujamaa (Ibhawoh and Dibua 2003). Il s'agissait essentiellement d'un programme pour la réalisation complète de l'autosuffisance grâce à un contrôle gouvernemental de l'économie (nationalisation) et la promotion du développement rural par la création de coopératives engagées dans la production agricole dans les villages nouvellement créés par l'Ujamaa (Ibhawoh and Dibua 2003). Immédiatement après la promulgation de la Déclaration d'Arusha, le régime de Nyerere a annoncé la nationalisation de toutes les banques et des grandes entreprises industrielles, notamment les industries de transformation agricoles à grande échelle (Arkaide 1973 : 37).

Dans les villages d'Ujamaa, il était prévu de regrouper les habitations autour d'un service commun au lieu d'avoir des jardins familiaux dispersés, et des groupes agricoles coopératifs plutôt que d'agriculteurs individuels. Malgré le succès de l'enthousiasme initial, le régime de villagisation d'Ujamaa a tôt fait de rencontrer des difficultés. Pour diverses raisons, les gens sont devenus de plus en plus réticents à rejoindre ces villages (Shivji 1974). La plupart des périmètres villageois se sont avérés être des échecs, car les paysans locaux, soupçonnant les motifs officiels et craignant la nationalisation de leurs terres, ont refusé de coopérer de telle sorte qu'en 1975, l'approche a dû être abandonnée.

Au fur et à mesure que la nationalisation progressait, les problèmes devenaient de plus en plus évidents dans les programmes d'autosuffisance de Nyerere. Par exemple, le contrôle économique de l'État ne semble pas garantir une restructuration plus efficace de l'économie nationale vers le modèle autonome envisagé. Les changements structurels comme la bureaucratisation à outrance et la prise de décision centralisée réalisée grâce à la nationalisation ont considérablement permis d'accroître la corruption, l'inefficacité et la dissipation des ressources (Bolton 1985 : 156). En effet, en 1975, les décideurs avaient déjà clairement compris qu'une politique de développement principalement centrée sur la nationalisation ne pouvait ni résoudre les problèmes de sous-développement ni ouvrir la voie opportune à l'autonomie économique (Shivji 1974).

Sous Nyerere, le progrès économique de la Tanzanie a été faussé et les ressources gaspillées dans l'« adhésion servile à l'idéologie », donnant ainsi lieu à un secteur rural marginalisé et une bureaucratie corrompue et inefficace (Nursey-Bray 1980). De nombreux chercheurs pensent que Nyerere a laissé son pays plus pauvre qu'il ne l'a été sous un leadership moins utopique (Volker 2005). North et al. (2009) indiquent que même si les politiques de Nyerere ont aidé à forger un pays politiquement cohérent et unifié, le programme socialiste d'Ujamaa a également été accompagné d'un déclin économique grave. La propriété et l'intervention étatiques généralisées ont compromis les performances économiques. Au début des années 1980, le gouvernement a réalisé qu'il devait réformer ses politiques.

Les réformes économiques ont commencé avec l'introduction du Programme national de survie économique en 1981 et le Programme d'ajustement structurel en 1982. Avec la

retraite de Nyerere en 1985, un plus grand nombre de politiques de réforme ont abouti aux deux premières phases des programmes de relance économique (1986) I et II (1989) (Nyoni 1997). La mise en œuvre des réformes a coïncidé avec un afflux massif de l'aide étrangère qui a augmenté en termes réels de 266,2 millions de dollars en 1985 à 522,3 millions de dollars en 1992 (Nyoni 1997). En 2008, la Tanzanie a reçu la plus grande subvention accordée dans le cadre de la « Dotation du défi du Millénaire » au monde pour un montant de 698 millions de dollars, et en décembre 2012, le Millennium Challenge Corporation (MCC) a choisi la Tanzanie pour une seconde subvention. La Tanzanie a ainsi été parmi les principaux pays africains tributaires de l'aide pendant plusieurs décennies.

Au début des années 1990, la Tanzanie a progressivement libéralisé son économie et a commencé à poursuivre les réformes axées sur le marché. En 1996, ces réformes ont été intensifiées, entraînant ainsi d'importants progrès dans la stabilisation macroéconomique. L'accélération de la croissance depuis 1996 a été en moyenne d'environ 5 pour cent (contre moins de 3 pour cent en 1990-1995), tandis que l'inflation a diminué à un seul chiffre en 1999 et à moins de 5 pour cent en 2002 (Volker 2005). La stabilisation et les réformes structurelles macroéconomiques orientées vers le marché ont déclenché d'importants flux d'aide publique des donateurs qui ont soutenu la croissance et la poursuite des efforts de réforme (North et al. 2009).

Même si plus d'un tiers de la croissance depuis 1996 est dû aux performances du secteur agricole, un autre tiers s'explique par la croissance dans les services, notamment les services commerciaux et touristiques, suivi de la construction et de l'industrie manufacturière (Nyoni 1997). Le secteur minier a affiché une croissance sectorielle substantielle, mais ne contribue pas beaucoup à augmenter la croissance économique nationale. L'augmentation de la croissance des secteurs non agricoles était en grande partie due aux IDE. Les flux d'IDE en Tanzanie ont pris de l'ampleur dans la deuxième moitié des années 1990, augmentant de six fois à une moyenne annuelle de plus de 300 millions de dollars par rapport à la première moitié des années 1990. Environ 40 pour cent de l'accroissement des IDE a été dirigé vers le secteur minier (IMF 2004). Le reste est allé principalement dans l'industrie manufacturière, le tourisme et les secteurs financiers. La croissance dans les secteurs de l'industrie manufacturière et du tourisme a, par ailleurs, eu d'importants effets sur l'activité dans les secteurs de la construction et des transports.

En outre, la Tanzanie a offert les incitations fiscales, en particulier pour le secteur minier, comprenant des allocations généreuses d'amortissement, les reports de perte fiscale indéfinis, les exonérations de droits à l'importation et de la taxe sur la valeur ajoutée, et certaines exonérations fiscales (Volker 2005). À la lumière de ce qui précède, on peut dire que les trois volets d'activité constituent les principaux piliers des politiques axées sur la réforme de la Tanzanie depuis 1996. Il s'agit d'abord de la privatisation à grande échelle qui a commencé en 1992 concernant presque toutes les entreprises publiques. Il y a eu ensuite la libéralisation qui a permis aux forces du marché de dicter les transactions courantes, les taux de change, et les prix des produits agricoles. Les activités des Conseils de commercialisation ont été progressivement libéralisées, car l'État s'est au fur et à mesure retiré des activités économiques. Enfin, il y a eu la stabilisation macroéconomique qui a entraîné le resserrement des politiques budgétaires et monétaires, et une baisse de l'inflation rapide.

Selon le FMI, l'inflation a été ramenée à un seul chiffre en 1999 et a encore diminué à moins de 5 pour cent en 2002, ce qui reflète une forte baisse de la croissance de la masse monétaire d'une moyenne annuelle de plus de 35 pour cent en 1990-1995 à 16 pour cent en 1996-2003 (IMF 2004). Les chiffres publiés par le ministère tanzanien des Finances et des Affaires économiques (2009) montrent que depuis 2000, la croissance du PIB a été en moyenne d'environ 7 pour cent par an, taux historiquement élevé pour la Tanzanie et comparable à la performance des économies les plus dynamiques en Afrique subsaharienne. La croissance du PIB a atteint le sommet en 2004 à 7,8 pour cent, mais une sécheresse grave et prolongée en 2005-2006 a négativement affecté l'économie. Depuis lors, le PIB s'est relevé avec une croissance de 7,4 pour cent en 2008.

Principaux moteurs de la croissance économique de la Tanzanie

Quelques variables clés semblent expliquer le redressement impressionnant de la Tanzanie. Utz (2008) est convaincu que la mise en œuvre d'un ensemble complet de réformes macroéconomiques et structurelles a jeté les fondations de la croissance accélérée. Les réformes ont amélioré les incitations pour les activités du secteur privé, l'efficacité de l'allocation des ressources et l'utilisation dans l'économie. Cela a conduit à d'importantes entrées de capitaux privés et publics dans l'économie, augmentant ainsi la productivité. Le ministère tanzanien des Finances et des Affaires économiques (2009) indique que les IDE en Tanzanie ont augmenté chaque année depuis 2003 pour atteindre 695,5 millions de dollars en 2008. Au milieu des années 1990, le programme de réforme a été complété par un fort accent sur la stabilité macroéconomique et la qualité de la gestion des finances publiques. Dans un premier temps, cet effort implique de fortes réductions des dépenses publiques pour réduire au minimum les emprunts intérieurs et non confessionnels du gouvernement. Ces réductions ont servi de base à une politique monétaire prudente qui a réduit le taux d'inflation bien au-dessous de 10 pour cent. Par la suite, les efforts de réforme se sont axés sur l'amélioration du régime fiscal de la Tanzanie et la gestion des finances publiques en vue d'améliorer l'efficacité d'allocation et opérationnelle des dépenses publiques, et réduire au minimum les pertes de ressources (Utz 2008).

Dans un rapport détaillé, North et al. (2009) mettent en évidence les principaux moteurs de la croissance de la Tanzanie. La première intervention importante portait sur l'annulation de la propriété étatique des industries et de l'intervention du gouvernement dans l'économie. L'unification du taux de change et la libéralisation des importations ont également permis au secteur privé de pratiquer le libre échange, alimentant ainsi le boom des exportations qui a rétabli les réserves de change en Tanzanie. La restructuration générale du secteur financier, notamment l'octroi de licences à de nombreuses banques étrangères, a favorisé le financement de l'investissement privé, tandis que les entreprises publiques en faillite avaient plus accès au crédit. Les finances publiques ont également été soumises à une discipline plus stricte. À la suite de ces changements, l'inflation a finalement commencé à décliner et un cercle vertueux a été déclenché. L'investissement privé, national et étranger a alimenté la croissance économique et stimulé les recettes fiscales (North et al. 2009).

Par rapport aux autres pays qui ont connu des périodes de croissance, la Tanzanie se distingue à deux égards. Tout d'abord, l'ampleur des réformes était beaucoup plus grande que la moyenne des autres pays qui ont connu une croissance accélérée. Deuxièmement, il

y avait un long décalage entre les réformes clés et la réalisation de la croissance accélérée. Le rôle de l'élaboration des politiques macroéconomiques au cours de cette période était d'équilibrer la nécessité de créer un environnement favorable à la croissance et celle de contenir les vulnérabilités potentielles qui ont provoqué les booms économiques dans le passé, en Tanzanie et ailleurs (Robinson et al. 2011).

La Tanzanie a également bénéficié d'une intervention de l'allègement global de la dette, qui a éliminé la quasi-totalité de sa dette extérieure, lui permettant de démarrer avec un bilan plus propre. En outre, l'aide étrangère plus généreuse a créé un espace fiscal bien nécessaire pour financer les priorités du gouvernement (North et al. 2009). Apparemment, l'appropriation de la réforme engagée a également été la clé du succès. En fait, le modèle de redressement de la Tanzanie était basé sur la suppression des prix, la production, et les contrôles de la commercialisation, l'unification du taux de change, la libéralisation du commerce extérieur, la privatisation, la réforme des entreprises publiques, la réglementation axée sur le marché et la création d'un environnement attrayant pour les entreprises. Tout cela demandait une forte volonté politique de tenir les promesses des réformes.

L'intensification des réformes depuis 1995 et l'amélioration de l'environnement des affaires, ainsi que la réforme des secteurs spécifiques comme les mines, ont entraîné une augmentation des IDE et le flux de l'aide (Utz 2008). En 2013, l'économie de la Tanzanie a progressé avec la croissance actuelle à environ 7 pour cent. Elle a été tirée en grande partie par les communications, les transports, l'intermédiation financière, la construction, l'agriculture et l'industrie manufacturière. À moyen terme, la croissance sera soutenue par les investissements continus dans l'infrastructure et les bonnes prévisions de conditions météorologiques (Booth et al. 2014). Les réformes et les politiques de libéralisation particulièrement économiques en cours en Tanzanie ont remodelé l'environnement des entreprises du pays, avec des acteurs privés qui s'engagent dans la production et la distribution alors que le gouvernement assume le rôle de facilitateur et de régulateur. Le commerce transfrontalier est beaucoup plus rapide à cause de l'introduction du système de déclaration préalable à l'arrivée et des déclarations en douane soumises par voie électronique (Charle et al. 2014).

La croissance du secteur de l'agriculture est estimée à 4,3 pour cent en 2013, tirée par l'augmentation de la production des principales cultures vivrières, notamment le maïs, le riz, le mil, le sorgho et le manioc. De bonnes pluies, ainsi que la fourniture d'outils agricoles subventionnés par le gouvernement, ont continué à soutenir la performance agricole, mais le secteur reste encore largement tributaire de la météo et est peu mécanisé. On estime que seulement environ un cinquième de la zone avec un fort potentiel d'irrigation est maintenant sous irrigation. La politique monétaire du pays est restée solide, ce qui a permis de maintenir les pressions inflationnistes à de faibles niveaux (Charle et al. 2014). Le pays a également fait des progrès considérables dans la promotion de la participation et l'accélération de l'intégration régionale grâce à la réduction tarifaire par des protocoles signés. En mettant en œuvre les protocoles de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Tanzanie a fait des progrès substantiels, en particulier par l'augmentation des exportations vers ces régions. Cela a permis d'améliorer l'emploi, l'investissement et la production dans le pays. Le commerce de

la Tanzanie avec ses partenaires régionaux dans la Communauté de développement de l'Afrique australe et la Communauté d'Afrique de l'Est a considérablement augmenté au cours des cinq dernières années (Charle et al. 2014).

Gouvernance et stabilité politique

Le succès relatif de la Tanzanie pour attirer les IDE reflète la mise en œuvre d'une masse critique de réformes macroéconomiques et structurelles, ainsi que la présence de la stabilité politique dans le contexte de la démocratie multipartite (Volker 2005). Comme le souligne Lofchie (2014), la Tanzanie a transformé son système politique d'un système de parti unique constitutionnalisé en un système multipartite ouvertement concurrentiel. Elle a accompli ces transformations pacifiquement et sans violence ethnique majeure ou perturbation civile. C'était un État à parti unique avec des élections libres depuis l'indépendance à 1995. Depuis lors, il y a eu des élections multipartites tous les cinq ans, que le parti Chama Cha Mapinduzi (CCM) a toujours remportées. Ibhawoh et Dibua (2003) déclarent que la relative stabilité politique que la Tanzanie a connue, pendant les années Nyerere et par la suite, ne peut pas être appréciée en termes économiques. En effet, l'héritage de stabilité que les politiques de Nyerere ont promue en Tanzanie a fait du pays l'un des plus stables en Afrique.

La Tanzanie continue de jouir d'une stabilité politique et de la paix. Les élections régulières ont permis de veiller à ce que le gouvernement respecte la règle de la majorité. Booth et al. (2014) signalent que le pays a le meilleur rang centile de la stabilité politique et de l'absence de terrorisme (47^{ème} rang centile). La Tanzanie est également classée 17^{ème} sur 52 pays de l'Indice Mo Ibrahim pour la gouvernance africaine, avec une note globale de 56,9 sur 100 en 2012, de 51,6 supérieure à la moyenne africaine et à la moyenne régionale d'Afrique de l'Est (47,9), son score le plus élevé étant dans la participation et les droits de l'homme (61,3), 12^{ème} sur 52.

La Tanzanie est aussi à un stade avancé de la préparation d'une nouvelle constitution qui devrait être en place avant les élections générales de 2015, mais qui a été reportée. Les questions dominantes des réformes constitutionnelles sont, entre autres, la structure de l'union entre la Tanzanie continentale et Zanzibar, les pouvoirs présidentiels, la gestion des ressources naturelles et les réformes politiques comme l'indépendance de la Commission électorale, une plus grande représentation des femmes et la possibilité pour les candidats indépendants de se présenter aux élections. L'autre aspect important qui a retenu l'attention dans la révision constitutionnelle est la gouvernance, en particulier dans le leadership, la responsabilité, la corruption et le détournement des ressources publiques. La révision constitutionnelle de la Tanzanie a été participative et l'ensemble du processus reste pacifique, soulignant la longue tradition de la solidarité et de la paix du pays (Robinson et al. 2011).

Défis

La Tanzanie n'a pas eu une bonne performance dans l'agriculture, même si ce secteur reste une partie importante de son économie. L'USAID (2015) souligne que la Tanzanie est un importateur net de riz, mais avec des rendements améliorés, il pourrait répondre à la

demande intérieure et régionale croissante. En outre, même si la Tanzanie est largement autosuffisante dans sa principale culture de base qui est le maïs, elle est toujours confrontée aux déficits depuis quelques années à cause de la variabilité des conditions météorologiques et des faibles rendements. Les ressources financières limitées, la faiblesse des infrastructures et des politiques inefficaces n'ont pas fourni des incitations pour développer le secteur agricole. Seulement 9 pour cent de la population de la Tanzanie ont accès aux services financiers formels, et seulement 4 pour cent ont reçu un prêt bancaire personnel. En outre, le resserrement du crédit résultant de la crise financière mondiale était prononcé dans le secteur de l'agriculture de la Tanzanie (USAID 2015). Booth et al. (2014) soutiennent que sans les gains rapides et durables de la productivité des petits exploitants et les revenus ruraux, les espoirs de la Tanzanie d'atteindre le statut de pays « à revenu intermédiaire » d'ici 2025 seront vains. En outre, les perspectives ne semblent pas bonnes pour la croissance économique élargie apportant des avantages à de nombreux Tanzaniens pauvres.

Le régime de politique d'investissement en dehors de l'exploitation minière à grande échelle, du tourisme, de l'industrie manufacturière de substitution aux importations et de la transformation des aliments est pire plus que jamais. Les causes sont, entre autres, des problèmes structurels de l'économie politique à long terme (composition ethnique du monde des affaires) et quelques tendances à moyen terme, notamment la tendance du CCM à préconiser une politique monétaire fractionnelle. Ces tendances ne permettent pas d'espérer une modération importante des effets sur les incitations commerciales de la politique clientéliste variante chez les Tanzaniens.

Le ministère tanzanien des Finances et des Affaires économiques (2009) reconnaît que la pauvreté reste un défi majeur de la Tanzanie. Malgré des taux de croissance forts et soutenus depuis 2000, seules de légères réductions de la pauvreté ont été réalisées au cours de la même période. Entre 2000-2001 et 2007, le pourcentage des ménages en Tanzanie continentale vivant en dessous du seuil de pauvreté a diminué d'un peu plus de deux points de pourcentage à partir de 35,7 pour cent à 33,6 pour cent. Les taux de pauvreté restent élevés dans les zones rurales : 37,6 pour cent des ménages ruraux vivent en dessous du seuil de pauvreté, comparativement à 24,1 pour cent des ménages dans d'autres zones urbaines et 16,4 pour cent à Dar es-Salaam (Hoffman 2013). La contradiction apparente entre la croissance économique soutenue et le changement limité des taux de pauvreté peut être en partie expliquée par la part accrue des dépenses publiques (consommation publique) et de l'investissement en capital dans le PIB total, qui représentait la majeure partie de la croissance du PIB entre 2000 et 2007, tandis que la consommation des ménages en pourcentage du PIB a diminué (Hoffman 2013).

Un rapport détaillé de l'USAID (2015) indique que le taux de pauvreté a diminué de seulement 2 points de pourcentage, et le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté a en fait augmenté à cause de la croissance démographique. Les indices de développement humain restent faibles en dépit de l'amélioration progressive. Même si à l'échelle nationale 34 pour cent des Tanzaniens vivent en dessous du seuil de pauvreté, dans certaines régions, jusqu'à 57 pour cent de la population sont incapables de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Il est peu probable que la Tanzanie soit en mesure d'atteindre le premier OMD d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, sans une aide supplémentaire

substantielle (USAID 2015). Cela indique clairement que la forte croissance n'a pas été traduite par une réduction de la pauvreté rapide, et cela en partie parce que le secteur de l'agriculture, qui emploie environ trois quarts de la main-d'œuvre, ne contribue que pour environ un quart du PIB, avec une croissance de moins de 5 pour cent par an.

Par conséquent, la clé pour atteindre une croissance diversifiée réside dans la transformation de l'économie rurale en grande partie grâce aux améliorations substantielles de la productivité agricole, car la plus grande partie de ce secteur s'opère encore à petite échelle en l'absence ou dans l'insuffisance d'une meilleure mécanisation. L'agriculture intensive à grande échelle et hautement mécanisée a principalement contribué à transformer les économies asiatiques pour parvenir à l'autosuffisance dans la production alimentaire. En outre, avec l'augmentation de la génération des emplois dans le secteur non agricole et les possibilités d'emploi des jeunes dans les zones urbaines, la croissance sera plus inclusive.

La croissance du secteur de l'agriculture reste encore entravée par le déficit des infrastructures, notamment les mauvaises infrastructures routières en particulier dans les zones rurales et le manque d'installations de stockage. Le pays est encore confronté aux défis dans des secteurs clés comme la santé et l'éducation, ce qui rend nécessaire l'utilisation d'une main-d'œuvre essentiellement semi-qualifiée pour conduire l'économie du pays (Kelsall 2013). Selon le rapport Doing Business de la Banque mondiale, la Tanzanie, au cours des dernières années, a chuté de 9 places pour être à la 134^{ème} place sur 183 pays. Elle est classée 19^{ème} sur 47 pays subsahariens. Cela laisse à penser que le pays est toujours confronté aux défis pour attirer les IDE, en partie à cause des réseaux routiers pauvres et une source d'énergie incertaine. Seulement 24 pour cent de la population a accès à l'électricité, mais la demande continue de dépasser l'offre. À cet égard, certains analystes ont pensé que la croissance économique serait plus élevée, n'eût été les problèmes d'infrastructure. Le chômage et le sous-emploi des jeunes restent élevés, et ce défi ne cesse de croître avec de nouveaux arrivants sur le marché du travail estimé entre 800.000 et 1 million dans les écoles et collèges chaque année (Kelsall 2013).

Les observateurs relèvent régulièrement le contraste existant entre l'investissement étranger sans précédent, la croissance économique et les recettes d'exportation avec la persistance de la pauvreté généralisée et l'accroissement des inégalités. Les politiques qui semblent favoriser les investisseurs étrangers par rapport aux investisseurs locaux, par exemple, favorisent l'« accaparement des terres » et irritent tout aussi bien les parlementaires de l'opposition que du pouvoir. Elles dynamisent également les ONG internationales et locales concernées par la pauvreté et la sécurité alimentaire, le génie génétique et la biodiversité. Les éléments de politique publique populistes et nationalistes augmentent en conséquence (Hoffman 2013).

Ces facteurs se combinent pour rendre difficile l'application des politiques agricoles et industrielles stratégiques et solides, essentielles pour le développement à long terme. Ils aident à favoriser le comportement d'enrichissement de l'élite politique dans des entreprises qui servent un avantage politique à court terme, avec peu de bénéfices pour l'économie (Hoffman 2013). Les fonctions de création et d'entretien des biens publics (par exemple l'électricité, les ports, les routes, etc.) sont sérieusement compromises par la

corruption politique et généralisée, et la performance de la prestation des services est compromise par le pillage de l'État et « l'enrichissement » non coordonné à tous les niveaux (Cooksey 2013). Le Parlement a fait face à des défis sans précédent de la part de l'exécutif, notamment les ministres et les hauts fonctionnaires forcés de démissionner. Cependant, la redevabilité formelle n'a pas progressé, et les éléments les plus corrompus ont réaffirmé leur domination politique au sein du CCM. Les institutions formelles de reddition des comptes (tribunaux, Bureau de prévention et de lutte contre la corruption, Commission de l'éthique) sont largement inefficaces (Cooksey 2013).

Kelsall (2013) identifie les facteurs essentiels qui affectent le développement économique de la Tanzanie comme étant l'échec des politiques visant à accroître la productivité agricole, l'enrichissement décentralisé et opportuniste qui infecte des domaines d'importance stratégique cruciale pour l'économie comme l'énergie, et le manque d'orientation dans la politique industrielle du pays. Cela signifie que les investissements dans les secteurs clés manquent de soutien et de coordination afin de maximiser leur contribution à la croissance durable. Kelsall (2013) y ajoute également la corruption endémique et improductive dans les ministères, départements et agences du pays, (qui détourne des ressources de la production de biens publics et les services sociaux essentiels à l'investissement à long terme) ainsi que la corruption dans les organismes de réglementation de la Tanzanie, en particulier la Tanzania Revenue Authority, ce qui augmente le coût, les nuisances et l'imprévisibilité dans le monde des affaires.

Utz (2008) déclare que certains des facteurs à l'origine de l'accélération de la croissance de la Tanzanie ont peu de chances d'être durables à moyen et à long terme. Pour que la Tanzanie atteigne une croissance soutenue, l'augmentation des dépenses publiques et l'expansion des terres cultivées devraient être progressivement remplacées par une productivité accrue, l'épargne et l'investissement du secteur privé en tant que moteurs de croissance. Une croissance économique soutenue dépendra de la capacité de l'économie à se diversifier et à accroître sa compétitivité internationale. La diversification exige des efforts pour améliorer la capacité d'innover et trouver de nouveaux domaines d'activité économique où les entreprises tanzaniennes peuvent se concurrencer avec succès.

Volker (2005) a réalisé une évaluation approfondie du modèle de croissance économique tanzanien et a décelé des aspects négatifs par rapport aux perspectives optimistes de la croissance du pays. Tout d'abord, la Tanzanie reste largement tributaire de l'agriculture, qui représente environ 50 pour cent du PIB et emploie environ 80 pour cent de la population. Ainsi, la sécheresse et d'autres chocs liés à l'agriculture en dehors du contrôle des autorités peuvent affecter négativement les performances de croissance et contrebalancer la performance de croissance positive d'autres secteurs. Lofchie (2014) émet un avis inquiétant pour l'histoire de la croissance de la Tanzanie. Pendant cinq décennies d'indépendance, la Tanzanie s'est transformée à partir d'une expérience ratée dans l'égalitarisme socialiste à un domaine dans lequel les inégalités économiques et politiques apparaissent permanentes. Les principales caractéristiques politiques de la Tanzanie contemporaine sont ainsi dominées par une oligarchie politico-économique intégrée dans la hiérarchie du CCM, la propension de nombreux membres de cette oligarchie à utiliser la corruption comme moyen pour consolider et maintenir leur domination, et un modèle de croissance économique bénéficiant à ceux qui sont au sommet de la société. Dans le présent

document, nous soutenons que cette perspective ne peut pas totalement soustraire de l'histoire le retournement de la croissance remarquable que la Tanzanie a réussi à tisser au cours des trois dernières décennies.

CHAPITRE 9. ÉGYPTÉ

Longtemps connue pour ses pyramides et sa civilisation antique, l'Égypte est le plus grand pays arabe et a joué un rôle central dans la politique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord depuis plusieurs décennies. L'économie égyptienne est la deuxième plus grande dans le monde arabe après l'Arabie Saoudite, mais elle a du mal à soutenir une population en croissance rapide. Dans les années 1950, le président Gamal Abdul Nasser a été le pionnier du nationalisme arabe et du Mouvement des non-alignés, même si son successeur Anouar el-Sadate a fait la paix avec Israël et s'est retourné vers l'Ouest. Le passé antique de l'Égypte et le fait qu'il ait été l'un des premiers pays du Moyen-Orient pour s'ouvrir à l'Occident après l'invasion de Napoléon lui ont donné une prétention d'être le leader intellectuel et culturel de la région (BBC 2015).

Les manifestations qui ont renversé le président Hosni Moubarak en 2011 ont fait naître l'espoir auprès de ceux qui cherchent la réforme démocratique et la fin de décennies de régime répressif. Cependant, ce sont les islamistes qui en ont d'abord bénéficié, avant qu'ils ne soient eux-mêmes emportés par les manifestants et militaires laïques, ce qui incite les spéculations sur un retour à l'autoritarisme (BBC 2015). Les villes de l'Égypte et presque toutes les activités agricoles sont concentrées le long des rives du Nil et sur le delta du fleuve. Le désert occupe la majeure partie du pays. Sa dépendance à l'égard du fleuve du Nil pour presque toutes ses ressources en eau douce a fait de l'accès à l'eau un facteur clé dans les relations internationales des pays du Bassin du Nil.

Données économiques

Depuis l'indépendance, l'Égypte a connu plusieurs phases de développement économique. Bolbol et al. (2005) indiquent que dans une large mesure, l'Égypte représente un cas typique d'une économie en transition dont le système est passé de la planification par l'État à des réformes du marché qui étaient initialement hésitant et peu profond, et plus tard passable, mais encore incomplet. Dans un rapport détaillé, Dobronogov et Iqbal (2005) indiquent que cinq phases distinctes de développement économique de l'Égypte sont identifiables au cours des quatre dernières décennies. La première phase (1961-1973) a été une période de croissance faible. Pendant cette période, l'État a dominé l'économie, la part du secteur privé dans le PIB a été faible, et le gouvernement a poursuivi des politiques de substitution aux importations. Au cours de cette phase, l'Égypte a investi massivement dans les infrastructures publiques et les services sociaux comme la santé et l'éducation, sans pour autant soutenir une forte croissance économique. L'efficacité des entreprises et la productivité du travail ont stagné, car les plans de développement du pays visant des objectifs de production physiques, et ses exportations industrielles ont été orientés surtout vers les pays communistes avec des exigences de faible qualité (Weiss and Wurzel 1998).

La deuxième phase (1974-1985) a été une période de forte croissance. Deux facteurs ont joué un rôle de premier plan dans la croissance de l'Égypte au cours de cette période. Premièrement, le gouvernement a lancé la politique de la porte ouverte (Infitah), qui a permis au secteur privé de jouer un plus grand rôle et favorisé la libéralisation partielle du secteur du commerce et du régime de taux de change (Dobronogov and Iqbal 2005). Deuxièmement, l'augmentation spectaculaire et exceptionnelle des recettes du canal de

Suez et des exportations de pétrole a stimulé le revenu national (Handoussa 2002). Il y a eu aussi une croissance rapide des revenus du tourisme et du transfert d'argent des travailleurs de l'étranger. Cependant, tout en contribuant à la croissance rapide du PIB, les recettes exceptionnelles ont causé une certaine détérioration des institutions budgétaires (les dépenses courantes du gouvernement dominé par la masse salariale, les subventions et les paiements d'intérêts ont augmenté encore plus vite que les revenus), le syndrome hollandais, et une augmentation de l'inflation à environ 15 pour cent (Handoussa 2002).

La troisième phase (1986-1991) a été une période de croissance faible. L'effondrement des recettes exceptionnelles suite au crash pétrolier de 1985-1986 a révélé le caractère non viable de la politique budgétaire en vigueur, car les déficits budgétaires avoisinaient les 15 pour cent du PIB au cours de cette phase. Les déficits ont été automatiquement gérés grâce à une politique monétaire expansionniste qui a entraîné des taux d'inflation supérieurs à 20 pour cent. La stagnation des exportations et des déficits courants importants (jusqu'à 8 pour cent du PIB en 1989) ont compromis la capacité de l'Égypte à servir sa dette extérieure (Subramanian 1997). Comme le soulignent Bolbol et al. (2005), malgré le succès initial, le système central de planification adopté au début des années 1960 a atteint ses limites à la fin de cette décennie, les taux de croissance du PIB ont diminué d'une moyenne annuelle de 6,4 pour cent au cours du premier plan quinquennal à environ 2,9 pour cent entre 1970 et 1974.

En réponse à ces tendances négatives, depuis le milieu des années 1980, l'Égypte a accéléré la politique d'ouverture de l'économie dans le but explicite d'accélérer la croissance économique et la modernisation économique. Des réformes ont été spécifiquement conçues pour encourager les investissements étrangers, et le paquet standard (exonérations fiscales, immunité de la séquestration et rapatriement sans restriction des bénéficiaires) a été employé à cette fin (Subramanian 1997). Une protection efficace due aux subventions énergétiques implicites a été considérablement réduite par la chute des prix du pétrole dans la deuxième moitié des années 1980 et la réduction subséquente des déficits budgétaires égyptiens. Dans les années 1990, l'économie a évolué davantage vers une plus grande ouverture grâce à la réduction des taux tarifaires (Domac and Shabsigh 1999). Ainsi, l'Égypte s'est de plus en plus intégrée dans l'économie mondiale.

La quatrième phase (1992-1998) a été une période de forte croissance. En 1992, l'Égypte s'est lancée avec succès dans un effort de stabilisation. Le déficit budgétaire est passé de 15 pour cent à 1,3 pour cent du PIB au cours des quatre années suivantes et l'inflation est revenue à un seul chiffre. La dévaluation de la livre égyptienne a entraîné une amélioration importante de la position du compte courant (d'un déficit d'environ 5 pour cent du PIB à un excédent d'environ 1 pour cent) et de l'accumulation rapide de réserves de change (Subramanian 1997). Le gouvernement s'est également lancé dans un important effort de privatisation concernant environ le tiers de tous les actifs des entreprises publiques entre 1991 et 1998 (Khattab 1999). Les programmes de stabilisation macroéconomique et de privatisation ont été complétés par la mise en place d'un marché libre des changes pour les transactions courantes et par l'assouplissement des restrictions aux mouvements de capitaux.

Ces mesures ont presque éliminé le désalignement du taux de change réel et la prime du marché noir, contribuant ainsi à l'accélération de la croissance enregistrée dans cette période (Domac and Shabsigh 1999). La qualité de l'ajustement budgétaire réalisé au cours de cette période a été mitigée. La réduction des déficits budgétaires dans la première moitié des années 1990 a été réalisée en grande partie par une baisse des investissements publics, en particulier dans les dépenses d'investissement du gouvernement central (Dobronogov and Iqbal 2005). El-laithy et al. (2003) soutiennent que la fin des années 1990 a été, en termes économiques, une période charnière pour l'Égypte. Après une décennie de croissance économique lente, en moyenne moins de 4 pour cent par an entre 1987 et 1995, la croissance globale a rebondi pour atteindre une moyenne de 5,6 pour cent par an entre 1996 et 2000.

La cinquième phase (1999-2003) a eu une faible croissance économique. Cette phase a été initiée par plusieurs chocs, dont l'attaque terroriste du Luxor en 1997, la crise financière mondiale de 1997-1999 et un scandale financier national en 1998-1999 (El-laithy et al. 2003). Tous ces événements ont eu des répercussions graves pour l'Égypte et précipité l'économie dans une phase de croissance en chute libre. Le gouvernement égyptien a réagi aux chocs initiaux par des politiques budgétaires expansionnistes (compensation des arriérés comme stimulation du secteur privé et augmentation des investissements dans des « mégas » projets), entraînant ainsi une aggravation du déficit budgétaire. Les déficits budgétaires ont augmenté de 0,9 pour cent du PIB en 1997 à la moyenne de 3,9 pour cent en 1999-2000 et 6,1 pour cent en 2002-2003. Plus tard, la politique monétaire a été assouplie avec la masse monétaire M2 passant de 73,1 pour cent du PIB en 2000 à 88,7 pour cent en 2003 (NKC 2014). En 2001, le marché boursier égyptien s'est effondré, avec la valeur du commerce en forte baisse à 3 pour cent du PIB en moyenne en 2001-2003, en baisse de 10 pour cent en 1998-2000. Le gouvernement a également renforcé les contrôles des taux de change, entraînant ainsi la réapparition de la prime du marché noir (Dobronogov and Iqbal 2005).

De 2005 à 2010, l'économie égyptienne a maintenu une forte croissance. Au cours de cette période, la croissance réelle du PIB était en moyenne de 6 pour cent par an et n'est jamais tombée en dessous de 4,1 pour cent tout au long de l'année (NKC 2014). L'impulsion de cette forte croissance a été donnée par les réformes économiques entreprises par le gouvernement nouvellement instauré de l'époque, notamment une réduction des taux d'imposition et une amélioration de l'environnement des affaires. Les investisseurs étrangers se sont également de plus en plus intéressés par l'Égypte (Africa in Fact 2012 ; UNECA 2013). Les politiques fiscales et monétaires expansionnistes ont également stimulé le PIB. L'économie égyptienne s'est généralement bien diversifiée, couvrant des sous-secteurs aussi variés que les hydrocarbures, l'industrie manufacturière, le tourisme, les services financiers et la construction. Le canal de Suez et les envois de fonds sont également des sources importantes de recettes en devises. Le canal de Suez, qui relie la Mer Rouge à la Mer Méditerranée, est l'une des voies navigables les plus importantes du monde, car il permet aux navires de voyager de l'Asie vers l'Europe sans contourner l'Afrique (Handoussa 2002). Il a été ouvert en 1869 et a été réhabilité plusieurs fois. Il appartient entièrement à l'État et est géré par l'Autorité du canal de Suez. Il est une voie unique de canal pour le transit des navires en convois à des heures précises (Handoussa 2002).

Au fil des ans, le gouvernement a maintenu une participation importante dans l'économie, avec des chiffres officiels affirmant que le secteur public représente près de 40 pour cent du PIB (Domac and Shabsigh 1999 ; Weiss and Wurzel 1998). Cependant, la participation de l'État est très concentrée dans quelques secteurs comme le pétrole et le gaz, le traitement des eaux usées, l'électricité, les services financiers, l'assurance et la sécurité sociale (UNECA 2013). L'agriculture, l'exploitation minière, la construction, les transports, les télécommunications, la vente au détail, le tourisme et l'immobilier sont principalement sous le contrôle du secteur privé. Même si l'Égypte est presque entièrement un désert avec seulement 3 pour cent de sa superficie en terres arables, l'agriculture (essentiellement concentrée le long du Nil) est une partie importante de l'économie, en particulier dans sa contribution à l'emploi. Le secteur emploie environ 6,6 millions de personnes, soit 27,5 pour cent des emplois, créant ainsi un lien fort pour le pouvoir d'achat (BBC 2015). En outre, le secteur représente 14,5 pour cent du PIB, tandis que les comptes de l'agriculture du secteur privé représentent 24 pour cent de la part du secteur privé dans le PIB (Africa in Fact 2012). Cela illustre également l'importance économique du secteur, en particulier pour le secteur privé.

L'Égypte est l'un des plus anciens producteurs de pétrole du monde, après avoir commencé la production en 1910. Cependant, avec des champs pétrolifères en maturation, la production a été en déclin depuis un certain temps (Dobronogov and Iqbal 2005). La production de pétrole de l'Égypte a atteint un pic à environ 940.000 barils par jour au milieu des années 1990. Après cela, la production a diminué à environ 700 000 barils par jour au milieu des années 2000, puis est restée relativement stable au cours de la décennie suivante à cause de petites nouvelles découvertes et des améliorations technologiques comme les techniques de récupération assistée (NKC 2014). Selon la BBC (2015), la croissance rapide de l'Égypte est attribuable en grande partie à la découverte du pétrole et à l'énorme augmentation de l'aide étrangère après l'Accord de Camp David. Cependant, la contribution de l'industrie de l'extraction du pétrole au PIB a diminué au cours des deux dernières décennies, à cause de la baisse de la production de pétrole et de la croissance dans d'autres secteurs de l'économie (BBC 2015).

Au cours des dernières années, l'extraction de pétrole représentait 6 à 7 pour cent du PIB, le secteur public représentant plus de 85 pour cent. En plus de l'extraction, le raffinage du pétrole représente 1,2 pour cent du PIB. Le secteur a jusqu'à présent été relativement peu affecté par les troubles politiques, en grande partie parce que les principales zones productrices comme le désert occidental et en mer dans le delta du Nil sont loin des grands centres urbains (IMF 2014). L'Égypte a la plus grande industrie de raffinage du pétrole en Afrique avec une capacité de 726.250 barils par jour. Il existe huit raffineries, dont la raffinerie El Nasr sur le canal de Suez est la plus grande, avec 146.300 barils par jour (UNECA 2013). Toutes les raffineries sont exploitées par les filiales des compagnies pétrolières publiques.

Le tourisme est également l'une des industries les plus importantes dans l'économie. Il représente un peu plus de 3,5 pour cent du PIB direct et plus de 11 pour cent du PIB au total (NKC 2014). Le secteur est à forte intensité de main-d'œuvre et représente quelque 12,6 pour cent des emplois directs et indirects. Avec les pyramides et autres sites millénaires, la vallée célèbre du Nil, un climat chaud et des stations balnéaires, l'Égypte est l'une des

destinations touristiques les plus connues du monde (Weiss and Wurzel 1998 ; BBC 2015). Le gouvernement a également fortement soutenu l'industrie au cours des dernières années, offrant des exonérations fiscales pour les investisseurs dans les régions désignées de tourisme, le marketing dans les principaux pays européens et arabes, et des incitations financières aux entreprises de l'industrie du tourisme (Dobronogov and Iqbal 2005). Ces facteurs ont contribué à une augmentation significative des revenus du tourisme avant le printemps arabe. Les recettes touristiques ont augmenté d'environ 4 milliards de dollars par année en 2000-2003 à un peu plus de 12,5 milliards de dollars en 2010. Entre 2001 et 2010, on a observé une augmentation annuelle de revenus de 14,2 pour cent en dollars nominaux (NKC 2014).

Pendant longtemps, les déséquilibres macroéconomiques ont été une des caractéristiques de l'économie de l'Égypte et, quel que soit le succès, les réformes avaient été en grande partie dues à ses mesures de macro-stabilisation (Bolbol et al. 2005). Dans une tentative pour résoudre le déséquilibre fiscal, le gouvernement a pris l'initiative bien nécessaire de réduire les subventions à l'énergie en juillet 2014. Les subventions énergétiques ont été l'un des principaux contributeurs au déficit budgétaire de l'Égypte avec une hausse de 10 pour cent du PIB ou plus dans chacun des quatre derniers exercices (NKC 2014). Au fil du temps, la réforme des subventions a permis de réduire la dépendance du pays à l'aide et s'est donc avérée positive pour la solvabilité du pays, si elle n'a pas un grand impact sur la stabilité politique (IMF 2014). Avant le soulèvement (le printemps arabe), l'Égypte était l'un des principaux bénéficiaires des IDE sur le continent africain. Cela se traduit par le fait que le stock cumulé des IDE a fait un bond de 21,3 milliards de dollars à la fin de 2003 à 73,1 milliards de dollars à la fin de 2010. Même si ce taux de croissance a ralenti sensiblement depuis 2011, il reste élevé à 85 milliards de dollars jusqu'à la fin de l'année 2013. Le pays a le deuxième plus grand stock d'IDE en Afrique après l'Afrique du Sud avec 140 milliards de dollars, et devant le Nigeria avec 82 milliards de dollars (IMF 2014).

Après l'allègement de la dette en 1990, la dette extérieure de l'Égypte est restée relativement stable entre 35 et 28 milliards de dollars de 1990 au début 2012, alors que la dette extérieure par rapport au PIB a considérablement diminué d'environ 90 pour cent en 1990 à moins de 14 pour cent au début de 2012 (NKC 2014). La raison pour laquelle la dette est restée stable est que le pays avait une très forte position extérieure jusqu'en 2010 (ainsi, la dette extérieure n'a pas été nécessaire. En outre, le gouvernement a favorisé la dette intérieure plutôt que la dette extérieure pour financer ses déficits budgétaires (UNECA 2013). Les autorités égyptiennes ont une histoire de l'indiscipline fiscale. Depuis 2000, le plus petit déficit budgétaire enregistré était 5,6 pour cent du PIB pour l'exercice 2006-2007. De 1999 à 2010, le déficit était en moyenne de 8 pour cent du PIB. La principale raison se situe au niveau des subventions et des avantages sociaux, qui sont passés de 10 milliards de livres égyptiennes en 1998 à 103 milliards de livres égyptiennes en 2010, dont près des deux tiers étaient des subventions énergétiques (IMF 2014).

Il est également intéressant de noter que sans les subventions à l'énergie, le déficit budgétaire aurait été faible au cours des années avant le soulèvement, en moyenne 1,2 pour cent du PIB de 2005 à 2010. En dehors des subventions, il y a aussi eu de fortes augmentations de salaire. En effet, la masse salariale du secteur public a augmenté de 14,4 pour cent par an entre 1998 et 2010 (NKC 2014). En outre, à la suite d'importants déficits

budgetaires du pays, la dette publique a considérablement augmenté au cours de cette période, ce qui a également entraîné une forte augmentation de 14 pour cent par an depuis plus d'une décennie dans le paiement des intérêts de la dette (NKC 2014). Les recettes fiscales ont augmenté rapidement au cours des exercices 2005 à 2009 (26,5 pour cent par an en moyenne), ce qui a permis de maintenir le déficit budgétaire raisonnablement sous contrôle (par des normes égyptiennes), malgré de fortes augmentations de dépenses (IMF 2014). Les mesures de lutte contre la pauvreté de la Banque mondiale — dépenses des ménages en dessous de 1 et 2 dollars par jour (parité de pouvoir d'achat ajusté) — concernent 1,7 million de personnes et 25,9 millions de personnes, respectivement (World Bank 2012).

Gouvernance et stabilité politique

L'Égypte a connu un régime autocratique pendant plusieurs décennies après l'indépendance. Gamal Abdel Nasser a fait un coup d'État en 1952 et mis en place une république dans laquelle les militaires ont joué un rôle central, et supprimé les Frères musulmans, un mouvement nationaliste religieux. L'inimitié entre l'établissement de la sécurité et les Frères musulmans demeure pertinente pour la politique égyptienne contemporaine (NKC 2014). La république militaire de Nasser a été poursuivie par ses deux successeurs, Anouar el-Sadate et Hosni Moubarak. Leurs politiques ont ancré l'importance de l'armée dans la vie économique et sociale du pays, alors que l'interdiction et la persécution des Frères musulmans, ainsi que ses actions sociales efficaces, en particulier dans les quartiers les plus pauvres, ont rendu ce mouvement mystique parmi les Égyptiens (NKC 2014).

L'Égypte a un bien mauvais indice de droits de propriété et de corruption, avec des scores de 20 pour cent et 28,6 pour cent, respectivement. Il a également des scores de moins de 50 pour cent pour la liberté financière, la liberté d'investissement et la liberté du travail (UNDP 2011). Mr Moubarak a démissionné le 11 février 2011, après deux semaines de protestations massives lors du « Printemps arabe » provoquées par le renversement du président Zine El-Abidine Ben Ali de la Tunisie. Il a remis le pouvoir au Conseil suprême des Forces armées (SCAF), présidé par son ministre de la Défense, le maréchal Mohamed Hussein Tantawi. Le SCAF a régné jusqu'à l'élection de Mohammed Moursi des Frères musulmans en tant que Président en mai et juin 2012 (Africa in Fact 2012). Le ressentiment des Frères musulmans et leurs tentatives de renforcer leur contrôle sur tous les aspects du gouvernement et de la société ont accru dans les mois qui ont suivi, surtout après que M. Moursi ait dissout le Parlement et forcé l'adoption d'une constitution islamiste (BBC 2015). En juin 2013, une campagne de pétition et des manifestations de masse contre M. Moursi ont provoqué une intervention de l'armée, alors dirigée par le général Abdel Fattah Al-Sisi, qui a renversé M. Moursi le 3 juillet 2013.

Un gouvernement intérimaire a été mis en place avec comme président un juge de la Cour suprême, M. Adly Mansour, et M. Sisi comme ministre de la Défense. À la mi-août 2013, le gouvernement a commencé à réprimer deux grandes manifestations pro-Moursi au Caire, et la violence résultante a provoqué la mort de plusieurs centaines de manifestants. La colère due aux « massacres de Rabaa » a accentué le ressentiment contre M. Sisi en Égypte et dans le monde arabe, mais les mesures sévères du gouvernement contre les Frères musulmans et

plusieurs éléments djihadistes radicaux ont depuis fait baisser les conflits (UNECA 2013). À la fin de mai 2014, M. Sisi a massivement remporté l'élection présidentielle avec 96,9 pour cent des voix, avec comme seul adversaire Hamdeen Sabbahi. Le taux de participation a été faible (BBC 2015).

Les islamistes continuent de défier le pouvoir de M. Sisi, mais les récentes manifestations ont été faibles et facilement contenues. Selon l'OCDE, l'Égypte a connu des manifestations politiques intenses depuis 2011 qui ont jeté une ombre sur la consolidation de la démocratie (OECD 2013). La société s'est de plus en plus polarisée entre une opposition plus laïque et les partisans du gouvernement démocratiquement élu. Il y a eu des restrictions sur les droits politiques et la société civile. Le terrorisme reste encore une préoccupation, en particulier dans la région du Sinaï. Les perspectives économiques de l'Égypte restent fragiles dans le contexte de l'instabilité politique et de l'insécurité (NKC 2014 ; BBC 2015). Le dernier rapport sur l'indice de la liberté économique donne à l'Égypte le score de 52,9, et le pays est considéré comme étant la 135^{ème} économie la plus libre sur 178 pays. Le score global de l'Égypte est de 1,9 point de moins qu'en 2013, ce qui reflète la baisse dans la moitié des 10 catégories de la liberté économique, notamment la liberté d'investissement, les droits de propriété et l'absence de corruption (NKC 2014 ; BBC 2015).

Le pays, classé 110^{ème} sur 187 pays en 2013 sur l'indice de développement humain du PNUD, a un gain de deux rangs par rapport à 2012 (UNDP 2013). Le risque de bouleversements politiques, en particulier sous la forme d'attaques terroristes, a longtemps été une contrainte pour le développement de l'industrie du tourisme. Depuis janvier 2011, l'agitation politique a gravement perturbé l'industrie du tourisme. Selon les chiffres officiels, les arrivées de touristes ont diminué de 33,2 pour cent en 2011 (BBC 2015). De 2004 jusqu'au moment de l'insurrection, le gouvernement a augmenté ses efforts pour améliorer l'environnement des affaires, entraînant ainsi une avancée notable de l'Égypte dans le classement de l'indice Doing Business de la Banque mondiale. En fait, pendant quatre ans au cours de cette période, l'Égypte comptait parmi les premiers réformateurs du monde. Cependant, la réforme a stagné depuis le soulèvement, et l'Égypte a glissé vers le bas du classement (UNDP 2013).

L'approche d'oppression militaire du gouvernement, son traitement dédaigneux du Parlement nouvellement élu, quelques incidents de brutalité désagréables (notamment certaines manifestantes soumises aux tests de virginité contre leur volonté), et l'indifférence des soldats devant les massacres survenus lors d'une rencontre de football à Port-Saïd, où plus de 70 supporters ont été tués dans une attaque préméditée par de jeunes délinquants soutenant l'équipe locale, ont mis dos à dos militaires et civils (Africa in Fact 2012). Au cours de la révolution et de la période qui a suivi, plus de 15 milliards de dollars ont disparu des réserves de change du pays, et cet argent ne sera probablement jamais récupéré. Le chômage est élevé, le pain est cher et le tourisme, vache à lait de l'Égypte, a presque tari au milieu du chaos (BBC 2015).

Après les soulèvements du printemps arabe, la stabilité politique en Égypte et dans le reste de la région est restée insaisissable et les tensions sociales persistent (OECD 2013). L'instabilité politique a conduit à une forte baisse de l'investissement et du tourisme, alors que les politiques économiques populistes ont poussé la situation budgétaire au bord de la

crise (NKC 2014). Au cours des trois années suivant le soulèvement, la croissance réelle du PIB avoisinait seulement 1,4 pour cent par an. Les risques politiques et les politiques budgétaires et monétaires accommodantes ont endommagé l'économie, car il en ressort clairement que la dette publique est maintenant au-dessus de 90 pour cent du PIB, le déficit budgétaire est régulièrement supérieur à 10 pour cent du PIB, et l'inflation est souvent supérieure à 10 pour cent (OECD 2013).

Défis

Après 2000, la croissance économique égyptienne a nettement ralenti. Cela soulève des préoccupations au sujet de l'ampleur de la pauvreté aujourd'hui. En dépit d'une augmentation substantielle des dépenses moyennes des ménages à la fin des années 1990, la pauvreté en Égypte reste omniprésente (El-laithy et al. 2003). Bon nombre d'Égyptiens qui ont échappé à la pauvreté en 1995-2000 peuvent vraisemblablement avoir glissé dans la pauvreté dans la décennie suivante. Même s'il y a eu une relation positive entre la croissance économique et la pauvreté en Égypte, la croissance substantielle des années 1990 n'a pas affecté la plupart des pauvres (El-laithy et al. 2003). Quelques années après le soulèvement du printemps arabe, les Égyptiens (dont beaucoup étaient déjà en dessous du seuil de pauvreté) attendent toujours de récolter les avantages d'un changement social, politique, et économique durable (BBC 2015).

Les indicateurs sociaux du pays sont inférieurs à ceux des autres pays, et de nombreux Égyptiens n'ont pas un accès suffisant aux services de base comme la santé et l'éducation. Les inégalités de revenu et de richesse ont empiré, et le chômage est élevé, en particulier chez les jeunes. Selon l'Agence centrale de mobilisation publique et des statistiques, environ 27,8 pour cent des jeunes Égyptiens sont pauvres, tandis que 24,1 pour cent sont proches du seuil de pauvreté. Le taux de chômage national a été estimé à un peu plus de 13 pour cent en 2014 (UNDP 2014). La pauvreté reste élevée, 25,2 pour cent de la population vivant avec moins de 1,5 dollar par jour en 2010-2011. Le taux d'analphabétisme est élevé à 27 pour cent, et il existe des disparités généralisées dans les revenus. Selon l'agence statistique égyptienne, le chômage était de 12,5 pour cent au troisième trimestre de 2012, même si plusieurs sources indiquent que le taux de chômage est peut-être supérieur à 18 pour cent. Plus de 3,3 millions d'Égyptiens sont au chômage, alors que le taux de chômage des 20 à 24 ans est de 46,4 pour cent (NKC 2014).

Les principaux défis comprennent les déficits financiers sous la forme d'un grand déficit budgétaire et un déséquilibre en expansion de la balance des paiements. Les réserves de change ont également baissé à un niveau minimum critique de la croissance économique décevante. Le taux de croissance du PIB réel a chuté à 2,2 pour cent pour l'exercice financier clos en juin 2012, et est en baisse de 5,1 pour cent en 2009-2010, avant la révolution. L'instabilité politique continue a miné les revenus du tourisme et l'afflux des IDE (IMF 2013). Le gouvernement travaille pour résoudre plusieurs des problèmes structurels et institutionnels de l'Égypte. Il a mis au point un programme national pour réformer le système de subvention inefficace de l'énergie, promouvoir les politiques de lutte contre la corruption, et l'inclusion social, et améliorer l'égalité des chances (UNECA 2013). Cependant, la réticence du gouvernement à accepter les conditions du FMI pour un soutien financier avant les élections d'avril 2013 reflète la difficulté de mettre en œuvre les

réformes nécessaires, mais impopulaires dans une société fortement divisée (NKC 2014). La croissance rapide de la population et la faible proportion de terres arables ont également mis à rude épreuve les ressources et l'économie du pays, alors que l'agitation politique continue a paralysé les efforts du gouvernement pour résoudre les problèmes (BBC 2015).

Conclusion

L'Égypte a un potentiel de transformation structurelle vers une économie plus productive et pour une utilisation optimale de son immense richesse en ressources naturelles, si elle met en œuvre la politique vitale et les réformes institutionnelles. Sa croissance économique et l'histoire de la pauvreté à partir de la fin des années 1990 et au-delà impliquent à la fois une libéralisation et une économie tournée vers l'intérieur. Après la période de libéralisation substantielle de l'économie de l'Égypte à partir de 1991, le pays a connu une croissance notable. Au cours de cette période, l'Égypte a commencé un lent processus de contrôle de l'inflation, le démantèlement de la domination étatique sur l'économie, et l'ouverture des marchés à la concurrence. Ainsi, le secteur privé a émergé comme acteur le plus important pour la production économique et l'emploi (El-laithy et al. 2003).

L'impact des révolutions arabes sur l'économie et l'instabilité politique qui a suivi a été considérable pour l'Égypte. Dans le présent rapport, nous supposons que dans un proche avenir les choses continueront d'être difficiles pour le pays. Cela peut, par exemple, déjà se voir dans le faible taux de croissance économique observé depuis le soulèvement de 2011. Les mesures d'austérité et les efforts pour réduire la dette publique que le Président Sisi souhaite voir mettre en œuvre ont été d'urgence depuis des années, mais ne peuvent malheureusement pas être mises en œuvre par un gouvernement disposé à soutenir ses arguments avec la force (NKC 2014).

L'Égypte est également de plus en plus dépendante de l'aide étrangère et des prêts pour répondre à ses besoins de financement extérieur. Le pays aura probablement besoin encore plus de prêts pour éviter une crise de la balance des paiements. Cependant, dans l'ensemble, l'Égypte a fait des progrès considérables sur le développement humain et social, et est en bonne voie pour atteindre les OMD (UNECA 2013). Malgré cela, il reste beaucoup à améliorer. L'indice du développement humain du PNUD 2011 a classé l'Égypte 113^{ème} sur 182 pays. L'extrême pauvreté et la faim ont été réduites, la mortalité infantile et la malnutrition ont diminué de moitié, l'espérance de vie est passée de 64 à 71 ans, et il y a eu une amélioration notable de la santé maternelle. Cependant, selon les estimations de la Banque mondiale, quelque 22 pour cent des Égyptiens ont encore un revenu inférieur à 2 dollars par jour et par personne, alors que les taux de pauvreté rurale atteignent 44 pour cent (World Bank 2014). Des poches de pauvreté et d'insécurité alimentaire existent aussi dans les zones urbaines, où la pauvreté a augmenté de près de 40 pour cent (de 11 pour cent à 15,3 pour cent) entre 2009 et 2011. En 2011, 17 pour cent des Égyptiens vivaient dans l'insécurité alimentaire comparativement à 14 pour cent en 2009 (UNECA 2013). Ces défis urgents devraient être traités pour restaurer le statut de l'Égypte en tant que pays progressiste jouissant d'une croissance économique raisonnable.

CHAPITRE 10. LE FLEAU DES ÉTATS FRAGILES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Depuis la fin de la guerre froide, les efforts visant à endiguer les conflits intraétatiques et interétatiques ont considérablement augmenté, mais la fragilité des États a tristement persisté au fil des ans, non seulement en Afrique, mais aussi dans de nombreuses autres parties du monde en développement. Les États fragiles sont souvent définis comme les États qui ne parviennent pas, ou sont susceptible de ne pas réussir, par rapport à l'autorité, à accéder complètement aux services de base ou à la gouvernance légitime (Anderson 2004). Au cœur de la fragilité des États se trouve la relation entre la faiblesse des institutions, des capacités, de la volonté politique et des politiques d'un État, d'une part, et la pauvreté nationale, la mauvaise gouvernance, et l'utilisation inefficace des ressources nationales et de l'aide au développement de l'autre (François and Sud 2006). Selon Torres et Anderson (2004), les États souverains devraient exercer des fonctions minimales pour la sécurité et le bien-être de leurs citoyens et le bon fonctionnement du système international. En termes simples, les gens ont besoin des États pour travailler. Les États qui ne respectent pas ces normes minimales ont été caractérisés comme étant « faibles », « fragiles » ou « peu performants. » Les cas extrêmes ont été étiquetés d'avoir « échoué » ou de s'être « effondrés. »

Même s'il existe de nombreuses définitions de la fragilité des États, le présent document s'inspire d'une compréhension de la fragilité des États qui se concentre sur les trois dimensions différentes qui ont dominé les discours dans l'agenda de la communauté internationale. Celles-ci mettent l'accent sur la sécurité humaine et la consolidation de la paix, la préoccupation pour les faibles performances en matière de développement et l'efficacité de l'État, et la conviction que le sous-développement et l'insécurité (individuel et international) sont liés. En général, les États fragiles sont souvent ceux qui connaissent le plus de pauvreté et le plus de difficulté à l'endiguer, et ils sont de plus en plus considérés comme des menaces non seulement pour leurs propres citoyens, mais aussi pour leurs voisins, et même pour la sécurité mondiale (GTZ 2008 ; OECD 2008). Haken et al. (2014) indiquent que depuis la fin de la guerre froide, un certain nombre d'États ont connu des violences de masse résultant des conflits internes.

République démocratique du Congo (RDC)

Une géographie politique très difficile, la faiblesse des capacités du gouvernement, des infrastructures limitées, une société divisée, et les ressources naturelles non garanties, telles sont là quelques-unes des principales caractéristiques du contexte de la fragilité de la République démocratique du Congo (RDC). Selon Narayan et al. (2011), la RDC était une dictature politique sous Mobutu Sese Seko, puis sous Laurent Kabila. La liberté de la presse a été réduite, il y avait peu ou pas de tolérance pour la dissidence, et les droits de l'homme affichaient un piètre bilan (World Press Freedom Review 2003). Ce qui est surprenant est que l'absence d'institutions démocratiques ne résulte pas d'une croissance économique plus élevée parce que la RDC a été, et est toujours l'un des pays les plus pauvres du monde avec un revenu annuel par habitant de 90 dollars en 2002 (World Bank 2003). La RDC a de nombreuses richesses minérales, ce qui fait penser qu'elle a un potentiel considérable pour améliorer son PIB, mais ces richesses ont été mal gérées sous le régime de Mobutu et dans

les années 1990. Il y a aussi eu des externalités associées de la guerre civile au Rwanda (Lawrence 2014).

Dans un rapport détaillé, Kaplan (2008) indique que les principales causes de la fragilité de la RDC semblent provenir principalement de la mauvaise gouvernance conduisant à une faible croissance, car Mobutu avait appliqué des taux d'imposition prohibitifs qui ont eu un effet dissuasif sur le travail et rendu la corruption omniprésente et nécessaire à la privatisation des entreprises. Les finances publiques ont été dissipées dans la consommation privée de Mobutu, sa famille et les principaux pontes de l'État. Selon toute évidence, Mobutu s'était approprié plusieurs centaines de millions de dollars par an, fonds appartenant au Trésor national (Rice and Patrick 2008). Kabila semble avoir poursuivi cette tendance, bien que sur une échelle plus petite qu'au temps de Mobutu. La GTZ (2008) soutient que la RDC est classée comme un État fragile et mal gouverné principalement à cause d'indices habituels. Le pays est maintenant dans une phase de reconstruction critique après des décennies de dictature et 10 ans de guerres destructrices. La RDC a été classée 184^{ème} sur 189 pays en 2015 dans le Rapport Doing Business de la Banque mondiale, même rang que dans le rapport précédent - en 2014 le classement de la RDC a été révisé de 183^{ème} à 184^{ème} (NKC 2014).

La RDC présente de nombreuses caractéristiques d'un l'État fragile. Le pays accuse des faiblesses dans la résolution pacifique des conflits, la sécurité publique, la prestation des services sociaux de base, l'inclusion et la cohésion sociale, et la réactivité aux besoins des citoyens par l'administration publique (Rice and Patrick 2008). Ces déficits sont d'une grande importance pour la tâche de construction de l'État et au détriment de l'interaction entre l'État et la société civile (Kaplan 2008). La RDC a subi de nombreux processus de déstabilisation depuis son indépendance en 1960. Dans les années 1990, trois guerres ont sévi sur son territoire, dans lesquelles la plupart des États voisins ont été impliqués. À cause de ces guerres et de l'afflux de réfugiés, les structures de l'État et la base de production se sont effondrées, en particulier dans l'est du pays (Jackson 2002).

Cette situation n'a commencé à améliorer qu'en 2002, après la conclusion de divers accords de paix. En juillet 2006, les premières élections législatives et présidentielles libres ont eu lieu. Toutefois, la résolution des conflits reste encore caractérisée principalement par des mesures exceptionnelles (Rice and Patrick 2008). Des mécanismes fragiles ont été mis en place pour régler les conflits en cours dans la partie orientale déstabilisée du pays, où les combats éclatent sur une base régulière. Cependant, l'agitation se poursuit également dans le reste du pays (GTZ 2008).

L'État n'a toujours pas de structures démocratiques efficaces dans ses principaux domaines d'action. Les officiers supérieurs de l'armée et de la police, et les dirigeants de l'administration sont toujours issus des groupes ethniques et politiques et des centres de pouvoir de la période de domination des rebelles ou de l'ancien régime Mobutu (Englebert and Tull 2008). La plupart des gens n'ont pas accès aux services sociaux de base comme l'éducation, la santé et l'eau potable. Il existe un risque constant de troubles sociaux, et 95 pour cent de la population n'ont aucune forme de protection sociale. En outre, les systèmes de soutien locaux des familles, des clans et les communautés villageoises ont également été largement détruits par la guerre et l'énorme afflux de réfugiés (Lawrence 2014). Après les

élections de 2006, la communauté des donateurs a augmenté considérablement son soutien pour être en mesure d'offrir une paix et le dividende de la démocratie à la population.

À la lumière de ce qui précède, toutefois, 50 pour cent de l'aide au développement étranger est toujours consacré à l'aide d'urgence. L'État ne sera pas en mesure de prendre soin de façon indépendante de sa population dans un avenir proche. Les fonctionnaires sont mal payés et l'administration est grandement affectée par l'exercice d'une influence politique (Le Billon 2001). De nombreux ministères n'ont pas de budget pour les dépenses et les investissements actuels. Leurs activités se limitent à la mise en œuvre des programmes et projets de développement, lorsque ceux-ci ne sont pas gérés par des acteurs non étatiques, en premier lieu (GTZ 2008).

Cette situation résulte surtout de l'absence de volonté politique de générer des recettes publiques (DFID 2010). Les tentatives visant à augmenter le budget national et d'utiliser ces recettes pour financer des programmes développement en faveur de la population ont échoué à cause de la résistance des élites politiques. Malgré les nombreux changements politiques, l'influence de ces derniers n'a pas diminué. La classe politique exerce une politique d'enrichissement personnel, en utilisant l'État comme source majeure de revenus. Cette classe est composée d'environ 150 à 200 grandes familles et clans qui sont présents dans tous les groupes politiques et qui changent régulièrement leurs affiliations politiques (Jackson 2002). Étant donné que la classe politique possède très peu de terres, l'exercice de fonctions d'influence de l'État est considéré comme une occasion décisive d'accumuler des richesses. Cela est facilité par la présente théorie d'un État « omniprésent » avec de nombreux bureaux et entreprises d'État (DFID 2010).

La fragilité des structures étatiques et sociales de la RDC peut également s'expliquer par le fait que malgré les grands espoirs pour un avenir meilleur après des élections démocratiques et un important soutien financier et opérationnel international pour les élections présidentielles et législatives en 2006, il y a eu tout juste une acceptation conditionnelle des résultats des élections dans de nombreux endroits (Lawrence 2014). En conjonction avec la détérioration continue des conditions sociales, la légitimité de la nouvelle direction politique continue à diminuer. En RDC, les structures de l'État sont confrontées à une société civile qui, dans son ensemble, fait preuve de mauvaise organisation et de peu d'influence politique (Lawrence 2014). Les déficits mentionnés ci-dessus signifient que la communauté internationale est confrontée à un grand défi dans la promotion de construction de l'État et de l'interaction entre l'État et la société en RDC.

CHAPITRE 11. LES EXPERIENCES DE L'ASIE DU SUD-EST

Les expériences de planification macro-économique de la région d'Asie du Sud ont rendu de plus en plus populaire l'idée d'« État développementaliste. » Cette idée s'est avérée être l'un des concepts les plus intéressants dans la théorie et la pratique du développement depuis plusieurs décennies, car elle présente un contre-récit cohérent au récit néolibéral dominant qui dépeint le marché comme une institution principale sous-jacente à la croissance et au bien-être (Dassah 2011). Cela est devenu le principal point de ralliement idéologique de ceux qui souhaitent contester le bien-fondé du néolibéralisme et du Consensus de Washington comme un cadre pour le développement économique dans les pays du Sud (Radice 2008). De nombreux partisans de l'approche de développement de l'État croient fermement que, tout comme de nombreuses imperfections dans le développement de l'économie de marché, il revient à l'État de conduire la planification nationale et mettre en œuvre des politiques, plans, programmes et projets spécifiques visant à faire avancer le programme de développement national (Dassah 2011 ; Deen 2011 ; Routley 2014). Le concept reste donc l'un des principaux points de référence analytique et politique pour ceux qui rejettent l'ordre néolibéral mondial (Radice 2008 ; Evans 2012).

Depuis la popularisation du concept de Chalmers Johnson dans son ouvrage précurseur sur le Ministère japonais de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI) et le miracle japonais (1982), de nombreux articles ont été écrits et une analyse critique a été menée sur la question en même temps que des expériences empiriques de son application (Aye 2013). Le sujet est encore largement accepté parmi les chercheurs et les praticiens plusieurs décennies après sa formulation, principalement parce qu'il explique les performances de croissance exceptionnelles des pays d'Asie de l'Est comme résultant d'une combinaison de changements structurels économiques, politiques et institutionnels (Sindzingre 2004). Par exemple, les expériences étatiques de développement réussi de pays comme la Corée du Sud, la Malaisie, Singapour, le Japon, la Chine, l'Inde et Taiwan ont été utilisées à plusieurs reprises pour prouver comment et pourquoi le reste du monde en développement peut et devrait évoluer rapidement vers la croissance économique (Edigheji 2005 ; UNECA 2013).

Même en prenant pour exemple l'Afrique, certains chercheurs sont fermement convaincus que le modèle d'État développementaliste de la planification économique nationale est la voie à suivre. Par exemple, Taylor (2002) déclare que ce sont les États développementalistes du Botswana et Maurice qui ont enregistré un développement économique respectable. Il est donc important de formuler suffisamment les fondements théoriques de ce concept et l'application empirique pour tirer des leçons pertinentes pour le reste du monde en développement.

Fondements théoriques de l'État développementaliste

En tant que concept analytique, l'« État développementaliste » a été décrit diversement comme celui qui place le développement économique au sommet des priorités de la politique gouvernementale, menant à la conception d'instruments efficaces pour promouvoir un tel objectif (Mkandawire 2001). L'État développementaliste a également été caractérisé comme un État qui favorise la stabilité macroéconomique et établit un cadre institutionnel qui fournit la loi et l'ordre, l'administration de la justice efficace, et la

résolution pacifique des conflits, garantit les droits de propriété et les investissements en infrastructure appropriés, et favorise le développement humain (Dadzie 2013 ; Aye 2013). Ce type d'État est déterminé à influencer la direction et le rythme du développement économique en intervenant directement dans le développement national, plutôt que de compter sur l'influence non coordonnée des forces du marché pour allouer des ressources économiques (Johnson 1982 ; Taylor 2002). Par ailleurs, l'État développementaliste a été décrit comme celui qui est autoritairement, crédiblement, légitimement, et de manière contraignante, capable de formuler et mettre en œuvre ses politiques et programmes. En d'autres termes, il est capable de déployer l'architecture institutionnelle nécessaire et de mobiliser la société vers la réalisation de son projet développementaliste (Edighegi 2010 ; UNECA 2013).

Réexamen de l'expérience des pays de l'Asie de l'Est

Le développement économique rapide observé dans certains pays d'Asie entre 1960 et 1990 a fait naître un optimisme solide pour une croissance économique rapide dans le reste du monde en développement. Des tigres de l'Asie que sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud, Taiwan (connu comme États nouvellement industrialisés), aux États voisins de la Chine, de l'Indonésie, de la Thaïlande et de la Malaisie aussi appelés mini-tigres, les économies ont suivi la voie du succès du Japon, enregistrant une croissance annuelle du PIB comprise entre 8 et 13 pour cent (Hobday 1995). Les tigres ont en particulier obtenu en 50 ans seulement ce que l'Occident a atteint pendant 100 ans au moins (Paldam 2003). Cependant, la crise financière asiatique (1997-1998), un effondrement des marchés électroniques mondiaux (2000-2001), et la plus récente récession économique en Europe et en Amérique (2008-2010) ont ralenti tout ce processus (Wong 2011). L'économie a repris après chaque défi cependant, et les États ont encore une histoire économique mondialement réussie.

En 1955, la plupart des experts en développement estimaient que l'avenir des quatre tigres était un cas désespéré. Ils étaient aussi pauvres que les pays africains et désespérément surpeuplés. La Corée du Sud a été ravagée par une guerre sanglante et destructrice (Paldam 2003). Hong Kong était une roche surpeuplée, et Singapour n'était pas mieux lotie. Taiwan venait de tout juste de voir sa population augmenter avec une armée vaincue dirigée par un groupe de généraux nationalistes corrompus (Paldam 2003). En outre, la Corée du Sud et Taiwan ont été constamment menacés par l'invasion des voisins communistes, notamment la Chine, pays le plus peuplé du monde armé par l'Union soviétique.

Presque tous les observateurs s'accordent à dire que la politique que les tigres asiatiques ont finalement choisie était différente de la politique industrielle de substitution des importations qui caractérise principalement les économies d'Afrique subsaharienne durant cette période. Au contraire, ils ont orienté leurs politiques vers l'exportation. Rodrik (1995, 1997) surtout ne partage pas cet avis et déclare que les politiques des tigres sont dans la gamme des politiques choisies par d'autres pays en développement. Ce qui est différent c'est l'habileté avec laquelle les politiques ont été poursuivies, les gouvernements et les bureaucrates des tigres étant essentiellement plus intelligents. Les premiers économistes occidentaux qui ont découvert le miracle étaient des chercheurs en développement axés sur le commerce comme Anne O. Krueger, Bela Balassa et Jagdish N. Bhagwati. Ils ont suggéré

que la stratégie de croissance tirée par les exportations des tigres et de quelques autres pays a mieux fonctionné que la stratégie d'industrialisation de substitution aux importations.

À la base de la controverse autour des tigres se trouve la grande question de savoir quelle est l'ampleur du rôle de l'État dans le développement économique. La question des tigres correspondante de savoir quelle a été l'importance des pouvoirs publics dans le succès monumental de ces pays. Répondant à cette question, Evans (2012) souligne que le Miracle d'Asie de l'Est rappelle aux décideurs à se concentrer sur « les éléments fondamentaux du droit. » Le gouvernement devrait préserver la stabilité macroéconomique et fournir des institutions (règles du jeu) transparentes et prévisibles. Les bureaucraties économiques devraient résister aux demandes des entreprises pour des subventions et des protections qui faussent le marché, tout en conservant la confiance des entreprises. Ce modèle nécessite des bureaucraties publiques avec une compétence économique générale, mais pas des bureaucrates avec l'esprit d'entreprise ou les connaissances spécifiques des opérations industrielles.

Les efforts visant à reproduire le succès asiatique abondent, mais ce n'est pas encore le cas jusqu'à ce jour, et cela peut être en partie parce que les causes sous-jacentes de la réussite ne sont pas pleinement appréciées. Le succès asiatique était basé sur un changement engagé de l'industrie primaire et l'agriculture vers le développement industriel axée sur l'exportation. Cela a été réalisé de plusieurs façons. Premièrement, la politique gouvernementale délibérément orientée vers l'éducation et le développement technologique est la base de la croissance industrielle (Danju et al. 2014 ; Wong 2011). Deuxièmement, un changement à la croissance des exportations dans l'industrie a donné lieu à l'augmentation des IDE. Troisièmement, les gouvernements ont offert un soutien politique pour les conglomérats comme Samsung et LG leur permettant de se développer au niveau national et de conquérir les marchés mondiaux (Danju et al. 2014). Les gouvernements ont aidé sur le plan opérationnel en supprimant les syndicats, la baisse des salaires, créant ainsi une main-d'œuvre bon marché, et c'est ainsi que les produits manufacturés ont prospéré (Wang and Chien 2003).

Au niveau institutionnel, les politiciens et les bureaucrates ont travaillé ensemble dans l'élaboration des politiques pour produire un environnement des affaires propice au développement l'industrie technologique (Wong 2011). Cependant, Danju et al. (2014) indiquent que les économies asiatiques ont également bénéficié de la fracture de la guerre froide, car les économies occidentales en lutte contre le communisme désiraient dépasser l'Asie. Cela s'est passé par le soutien économique qui a permis de faciliter l'accès aux milieux internationaux de la finance et d'ouvrir les marchés occidentaux aux économies asiatiques.

Les économistes ont tenté de construire des modèles économiques pour expliquer la croissance asiatique. Selon Hobday (1995), le modèle largement accepté de ce développement est considéré comme un modèle de « vol d'oies sauvages », qui indique qu'après l'appréciation du Yen au Japon en 1995, le coût des transactions commerciales a augmenté et les filiales japonaises se sont tournées vers les économies asiatiques où le coût des transactions commerciales était moins élevé. Cependant, cette explication ne suffit pas,

car il y a aussi le lourd modèle d'exportation chinoise. La plupart des économies asiatiques ont une population migrante chinoise importante (en particulier Taiwan, Hong Kong et Singapour), et à travers un réseau de petites entreprises familiales, un modèle populaire d'affaires chinois (par opposition au modèle de conglomérat japonais), les chaînes d'approvisionnement efficaces et des marchés plus larges sont facilement acquis (Hobday 1995).

Dans une étude, Evans (1998) a conclu que la croissance asiatique devrait se caractériser par trois modèles. Le premier modèle est un marché convivial, promu par les économistes de la Banque mondiale, qui encourage les gouvernements à créer des environnements favorables stables pour le commerce sur le marché libre. Cela favorise les investissements et crée des emplois. Le second modèle est le modèle industriel, qui utilise des politiques de marché libre et spécifique à l'industrie pour pousser les secteurs. Le troisième est le lien entre le profit et l'investissement, qui utilise le modèle et la promotion des investissements industriels comme les subventions et la concurrence extérieure. Paldam (2003) partage l'avis d'Evans (1998) et déclare que ces économies n'ont pas vraiment suivi les mêmes modèles. Il sépare les modèles économiques des tigres et souligne que Hong Kong et Singapour, en tant qu'États villes, ont poursuivi l'option de devenir des centres commerciaux mondiaux et ont institué des politiques libérales fortes avec l'accent sur les droits de propriété. Cependant, Taiwan et la Corée du Sud ont suivi le modèle japonais (ancienne puissance coloniale) en adoptant les institutions inspirées du style de liberté économique européenne. En dépit de cela, ces deux tendances ont poursuivi une stratégie de croissance tirée par les exportations où l'État joue un rôle central.

Ces modèles économiques ont fonctionné dans un certain contexte. Ils mettent tous en évidence le rôle central de l'État dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques spécifiques. Les modèles proposés par Evans (1998) fonctionnent sur une présence distincte de relations bien coordonnées entre le gouvernement et le monde des affaires sous la supervision des bureaucraties efficaces. Selon Paldam (2003), les tigres asiatiques ont de petits secteurs publics, mais des niveaux élevés d'intervention publique, ce qui rend l'État à la fois efficace et efficient. Les contextes similaires ne se trouvent pas dans le reste du monde en développement, encore moins en Afrique. Par exemple, Singapour est une économie basée sur l'industrie des services, avec un secteur primaire insignifiant et un petit secteur manufacturier. Evans (1998) affirme que l'existence de différents contextes culturels et politiques rend difficile le transfert des expériences et politiques des tigres asiatiques à d'autres nations. En effet, il est possible de transférer la politique, mais pas les institutions. En outre, les institutions asiatiques étaient conçues au niveau national et adaptées spécifiquement aux besoins de chaque pays (Evans 1998). Peut-être que la question qui se pose ici est de savoir comment les autres économies peuvent apprendre de chaque économie asiatique et emprunter des stratégies qui produisent des facteurs de croissance pertinents dans leurs propres contextes.

CHAPITRE 12. IMPLICATIONS ET OPPORTUNITES

La littérature et les expériences figurant dans le présent document indiquent qu'au fil des ans, les pays subsahariens ont connu des épisodes de croissance économique rapide, la stagnation et, dans certains cas, le ralentissement. Cela a abouti au développement économique qui a seulement été cohérent dans quelques pays tandis que d'autres régions plus cohérentes comme l'Asie du Sud-est ont dépassé l'Afrique subsaharienne. Les statistiques indiquent que, dans les années 1960 et 1970, le revenu moyen par habitant en Afrique subsaharienne était presque deux fois celui de l'Asie orientale et du Pacifique, mais est tombé à moins de 70 pour cent du même groupe de pays dans les années 1990. Même si l'Asie et l'Afrique étaient destinataires des immenses flux d'aide au développement, l'Afrique subsaharienne a l'avantage supplémentaire d'avoir de vastes ressources naturelles qui auraient dû lui permettre d'être l'une des régions les plus développées au monde aujourd'hui. Au contraire, le développement du continent est en retard par rapport à toutes les autres régions. Aujourd'hui, l'Afrique est la seule région dont la plupart des pays n'ont pas pu atteindre les OMD pour une réduction de moitié la pauvreté. La question clé reste encore de savoir ce qui explique les différences entre l'Afrique et l'Asie orientale dans la politique macro-économique conduisant à une croissance durable.

Principaux moteurs de la croissance

Selon toute vraisemblance, ce qui différencie l'Afrique subsaharienne et l'Asie de l'Est en ce qui concerne les processus de développement économique et la croissance est que les progrès de l'Asie ont été initiés, nourris et renforcés par les États développementalistes dont l'intendance du développement a été ancrée sur un programme de transformation clairement centrée sur la restructuration économique qui a soutenu l'industrie manufacturière et l'industrialisation pour absorber la main-d'œuvre, en veillant à un développement généralisé. Un « État développementaliste » ne veut pas nécessairement dire une économie dominée par l'État. Au contraire, il s'agit d'une économie pilotée et soutenue par l'État. Par exemple, les États d'Asie comme le Japon et la Corée du Sud ont dû intervenir pour stimuler et promouvoir le développement économique. Cette posture interventionniste leur a permis d'établir des objectifs économiques et sociaux clairs et d'influencer l'orientation du développement et le progrès économique.

Certes, les pays africains, immédiatement après les indépendances, avaient une prédilection pour la construction d'une certaine forme d'État développementaliste. L'adoption et la mise en œuvre des PAS dans les années 1980 et 1990 ont cependant, par la suite, entravé ces objectifs et programmes interventionnistes. Le recul de l'influence de l'État sur l'économie dans des pays ayant un secteur privé minuscule, le développement des ressources humaines au stade initial, et l'emprise de l'État sur les ressources nationales ont rendu plusieurs pays africains vulnérables au déclin économique et à la crise. Par conséquent, l'on est parvenu à une période de crise et de stagnation économique prolongée des années 1970 aux années 1990, que certains appellent « les décennies perdues de l'Afrique. »

Dans le présent document, nous admettons que des efforts ont été faits dans le passé pour transformer les économies subsahariennes, en particulier par le biais de programmes d'ajustement structurel, mais les résultats ont été mitigés. Dans quelques pays comme la

Tanzanie, le Ghana et l'Égypte, ces programmes ont des impacts positifs, mais ont échoué dans de nombreux autres cas. A notre avis, l'échec des PAS prouve que la réforme et la transformation économiques sont non seulement un moyen de trouver la meilleure solution de conception technique, mais aussi de l'appliquer. Par contre, cela implique des politiques de restructuration, des institutions et des modalités d'organisation, en tenant compte de l'environnement socio-économique et politique local. Comme le souligne Andrews (2013), l'impératif consiste à concevoir une politique macro-économique globale et un cadre institutionnel qui guide alors la mise en œuvre de la réforme engagée politiquement.

Presque toutes les études de cas indiquent qu'il est essentiel de relever le défi de la croissance économique pour la réduction de la pauvreté. Même si la croissance économique est loin d'être suffisante pour éliminer la pauvreté, elle est une condition nécessaire et exige un investissement multisectoriel massif. Les gouvernements d'Afrique subsaharienne doivent également élaborer des politiques ciblées destinées à assurer une croissance équitable. Dans presque toutes les études de cas du présent document, la corruption et les inégalités des revenus et de la richesse restent des problèmes « pernicieux » auxquels chaque gouvernement devrait faire face. Sako et Ogiogio (2002), par exemple, attirent l'attention sur ce défi quand ils soulignent que parmi les 20 pays classés au plus bas de l'indice de développement humain du PNUD, 19 sont des pays africains. Le défi de la bonne gouvernance, de la réduction de la pauvreté et des inégalités n'est nulle part ailleurs supérieur à l'Afrique.

Même si les chercheurs sont divisés sur le lien de causalité entre la bonne gouvernance et la croissance économique, nous soutenons que la bonne gouvernance reste essentielle pour le développement en Afrique subsaharienne. Les expériences des pays subsahariens ayant échoué montrent que de mauvaises politiques peuvent détruire les chances de croissance. Par exemple, dans des pays comme la RDC où la gouvernance est faible, la croissance économique a été entravée, tandis que le Botswana, le Ghana et l'Afrique du Sud, où la démocratie est en plein essor, connaissent une croissance raisonnable. Cela laisse à penser que l'amélioration de la gouvernance en Afrique subsaharienne va être vitale pour le progrès dans les prochaines décennies. Cette amélioration devrait permettre de se pencher sur des questions comme la participation des principales parties prenantes au développement national. Il faut également tenir compte des institutions par lesquelles les pays africains exercent une autorité pour le bien commun de la population du continent, ainsi que la transparence et la responsabilité dans l'allocation et l'utilisation des ressources publiques et la gestion des politiques publiques. Il faudrait chercher à savoir comment les gouvernements et les dirigeants sont choisis et remplacés, la capacité des gouvernements à formuler et mettre en œuvre efficacement de bons politiques et des programmes, et le respect, par les citoyens et l'État des institutions qui régissent les interactions économiques et sociales.

Les discussions dans le présent document montrent également que la transformation structurelle nécessite une innovation. Les expériences des tigres asiatiques le témoignent. Les économies subsahariennes ont donc besoin d'une bonne connaissance des chaînes et des structures de valeur industrielles pour se transformer efficacement. L'innovation permet de générer les connaissances nécessaires pour renforcer la capacité de mettre sur le

marché des produits plus sophistiqués de haute valeur ajoutée. L'Afrique subsaharienne a besoin de renforcer et de moderniser sa capacité scientifique et technologique.

La diversification constitue un autre facteur pour la transformation. Selon toute évidence, la plupart des pays subsahariens souffrent d'un manque de diversification économique, en s'appuyant principalement sur les matières premières. Par exemple, la CEA estime que l'Afrique est encore trop dépendante des matières premières pour l'alimentation, les exportations et les revenus de telle sorte que sa productivité reste faible – loin derrière les progrès phénoménaux en Asie et en Amérique latine (UNECA 2012). C'est clairement le cas du Botswana, du Nigeria et du Ghana, des économies performantes qui comptent principalement sur un ou deux produits de base pour propulser la croissance nationale. Ils manquent également de capacité à traiter localement les matières premières qu'ils produisent, même si le Botswana et l'Égypte ont pris des mesures pour inverser cette tendance.

La plupart des pays africains, et les études de cas sur l'Afrique subsaharienne présentés dans le présent document, sont encore essentiellement basés sur l'agriculture (même l'Égypte, dont la plus grande partie est déserte). Les données montrent qu'il n'y a pas encore une attention suffisante accordée à l'agriculture et au développement rural dans la plupart des pays subsahariens, même si ce secteur est au plus bas de l'échelle pour la réduction de la pauvreté et la création d'emplois. Des données sur l'Asie du Sud-est indiquent que le développement rural et la transformation agraire ont été utilisés comme tremplin pour une croissance plus forte. La littérature internationale et les expériences empiriques comme les crises économiques mondiales se contredisent clairement pour expliquer les effets de la mondialisation et de l'aide internationale.

Au fil des années, l'efficacité de l'aide est devenue un sujet d'actualité. Nous sommes conscients que certains programmes d'aide ont échoué et que certains de ces échecs sont évitables. Nous ne sommes cependant pas convaincus que mettre fin à l'aide soit essentiellement la voie à suivre. Nous croyons qu'il est possible d'améliorer la valeur monétaire de l'aide et de stimuler une croissance plus importante. Pour que l'Afrique devienne un pôle de croissance mondialement reconnu, elle devrait soutenir la croissance pour une période relativement longue. L'expérience a été jusqu'ici que les pays subsahariens réalisent une croissance substantielle pendant quelques années, puis ralentissent ou régressent dans quelques années pendant la même période. La transformation structurelle à long terme devrait être accompagnée de l'augmentation de la production et du commerce, de la diversification des facteurs essentiels de la production économique nationale, de l'élargissement et du renforcement de la base des infrastructures et des ressources humaines et du renforcement et de la modernisation de la recherche, des capacités scientifiques et technologiques. Dans une telle entreprise, le développement des politiques et institutions est important.

Quelles que soient les incitations mises en place, l'innovation et une plus grande production ne fonctionneraient pas ou généreraient des effets pervers en l'absence de politiques et d'institutions adéquates. Par exemple, la crise économique mondiale de 2008 a démontré que la libéralisation financière permettant de fonctionner avant la réglementation financière appropriée est une invitation au désastre. Les institutions peuvent être faibles

parce que les règles sont tout simplement absentes, non optimales ou mal appliquées. Les données indiquent également que les pays ayant un score élevé sur l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine, par exemple, sont susceptibles de marquer plus de points dans la gestion du secteur public et des institutions (gouvernance). En effet, la plupart des cas de réussite en termes de croissance semblent s'être appuyés sur des politiques et institutions macroéconomiques crédibles. L'absence d'institutions crédibles au Nigeria, par exemple, a été pointée du doigt en tant que cause de la faible performance au fil des ans.

Un leadership national engagé pour le programme de développement se distingue comme l'un des principaux moteurs de croissance. Il s'agit, entre autres, de Park Chung Hee, leader incontesté de l'histoire de la croissance de la Corée du Sud et de Lee Kuan Yew de Singapour. Ces deux leaders se sont distingués avec l'introduction de politiques favorisant la croissance selon une approche pyramidale et en forçant la mise en œuvre par décret. Nous rappelons que les leaders des États développementalistes mettent le développement économique au cœur des politiques gouvernementales, et sont capables de concevoir des instruments efficaces pour promouvoir un tel objectif. Cela laisse à penser que l'État se trouve toujours au centre de la question de la transformation socio-économique de l'Afrique, en particulier grâce à son contrôle de la formulation de la politique nationale et du programme de reconfiguration institutionnelle.

Nous sommes convaincus qu'avoir des champions (leader) ou groupes de champions engagés pour la croissance et la cause du développement national est une condition nécessaire pour le progrès en Afrique subsaharienne. Les chercheurs soulignent à plusieurs reprises que l'expérience de l'autoritarisme prolongé en Afrique subsaharienne n'est pas généralement positive pour la croissance. Ces dirigeants sont enclins à utiliser leur pouvoir à des fins personnelles et, à leur mort ou leur renversement du pouvoir, ils laissent derrière eux un gouvernement dysfonctionnel (Lichtenstein et al. 2006). La question clé est de savoir comment le leadership subsaharien pourrait être restructuré pour soutenir un programme et une vision développementalistes.

L'un des moteurs d'une croissance forte est la nécessité d'opérer une gestion macroéconomique prudente. Dans le présent document, la preuve en est que les politiques macroéconomiques judicieuses et les institutions de soutien peuvent stimuler la croissance en Afrique subsaharienne, même si les conditions extérieures ne s'améliorent pas. Dans les études de cas, des politiques budgétaires solides et des stratégies de gestion de la dette semblent cruciales. Dans tous les cas, chaque fois que les politiques fiscales et d'autres facteurs macroéconomiques ne sont pas suffisamment pris en compte, un pays commence à ressentir moins de croissance. Par ailleurs, l'instabilité et l'incertitude politique, qu'elles soient causées par les violences politiques ou le changement de gouvernement, sont associées à une croissance plus faible. La volatilité macroéconomique et l'imprévisibilité politique ont également tendance à décourager les investissements du secteur privé, et par conséquent, ne favorisent pas la croissance. L'impact du Printemps arabe en Égypte reflète cette orthodoxie, en particulier compte tenu des taux de croissance plus faibles dans la région depuis 2011.

Autres priorités de développement pour l'Afrique subsaharienne

La revue de la littérature et des expériences empiriques à ce jour montrent que, outre une bonne planification et mise en œuvre des politiques et institutions macro-économiques, il existe aussi beaucoup d'autres variables et domaines thématiques que les gouvernements devraient prendre en considération pour promouvoir la croissance. Dans le présent document, nous identifions sept variables qui, pour nous, ont une incidence directe sur la performance des économies de l'Afrique subsaharienne et qui, si elles ne sont pas correctement prises en compte, risquent de compromettre les performances de la région. Il s'agit de l'agriculture, des STI, des IDE, de l'aide internationale, de la gouvernance, de la malédiction des ressources et de la croissance inclusive. Étant donné qu'il ne s'agit pas là de l'objectif principal du présent document, nous allons simplement expliquer brièvement comment nous comprenons chacun de ces éléments dans le cadre de l'Afrique subsaharienne. Nous notons également que l'influence sur l'économie de chacune de ces variables diffère selon les pays.

Investissements directs étrangers et leur impact en Afrique subsaharienne

Les investissements directs étrangers (IDE) se réfèrent aux entrées nettes de financement privé par des investisseurs étrangers (Letto-Gillies 2012). C'est la somme du capital à long terme et à court terme comme l'indique la balance des paiements d'un pays. Ils impliquent généralement des investissements directs dans des projets spécifiques, ou la participation à la gestion, aux joint-ventures, au transfert de technologies et d'expertise (Bhattacharyya et al. 2012). De nombreux chercheurs s'accordent à dire que les IDE favorisent la croissance économique nationale et locale en fournissant des capitaux d'investissement et en créant des emplois (Arbache et Page 2007 ; Moss 2009 ; Thorbecke 2014). Selon Chuhan-Pole et al. (2014), les IDE en Afrique subsaharienne ont accru plus de 30 fois au cours des 20 dernières années, soit 7,5 fois plus vite que dans les pays à revenu élevé et près de 10 fois plus rapide que le PIB mondial. Le CEA et l'OCDE estiment que presque tous les pays africains ont des incitations pour attirer les IDE, car ils ont signé plus de 1.300 traités bilatéraux d'investissement et autres accords internationaux d'investissement dans le but principal de protéger les investisseurs étrangers (UNECA-OECD 2014).

Les efforts déployés par les communautés économiques régionales pour améliorer les conditions d'investissement au niveau sous-régional ont également été considérables et efficaces. Les flux de capitaux privés vers l'Afrique ont quadruplé au cours des 10 dernières années, pour atteindre environ 4 pour cent du PIB régional, les IDE représentant l'essentiel des afflux. En 2013, les IDE représentaient près de 70 pour cent des flux de capitaux privés totaux nets en Afrique, avec 45 milliards de dollars vers l'Afrique (sans l'Afrique du Nord). Il y a également eu une croissance soutenue des flux d'investissements intra-africains, conformément aux efforts d'intégration régionale plus poussée (UNECA-OECD 2014). Pour les pays bénéficiaires en Afrique, les IDE sont non seulement prévus pour l'investissement et l'emploi, mais aussi pour ouvrir de nouvelles opportunités économiques grâce à une intégration plus poussée du commerce mondial (Chuhan-Pole et al. 2014). Borensztein et al. (1998) ont testé l'impact des IDE sur la croissance économique dans un cadre de régression cross-country, en utilisant des données sur les flux des IDE en provenance des pays

industriels vers 69 pays en développement au cours des deux dernières décennies. Leurs résultats montrent que les IDE sont un important véhicule pour le transfert de technologie, contribuant ainsi davantage à la croissance de l'investissement intérieur.

Cependant, la mesure dans laquelle les pays africains bénéficient des IDE dépend de leur capacité à appréhender les connaissances qui améliorent la productivité et les externalités de la technologie. Les recherches menées par Farole et Winkler (2014) montrent que l'expérience de l'Afrique subsaharienne en ce qui concerne les retombées des IDE a été peu satisfaisante. Le problème ici est que les liens entre les investisseurs étrangers et les économies locales par le biais en particulier des chaînes d'approvisionnement sont restés limités en Afrique. Dans les décennies précédentes, les IDE ont été un instrument principal de la croissance économique dans de nombreuses régions du monde. Cependant, cela n'a pas toujours été le cas en Afrique subsaharienne. L'incapacité de l'Afrique à attirer des IDE suffisants au cours des années est inquiétante, car cela représente un coût d'opportunité substantiel dans le capital manqué pour l'investissement, l'augmentation de l'industrialisation, la création d'emplois, les compétences de gestion et le transfert de technologie (Asiedu 2002). La Déclaration du Millénaire de l'ONU préconise l'augmentation des IDE vers l'Afrique, et plusieurs chercheurs ont beaucoup écrit sur le sujet, en soulignant la nécessité de créer un climat national des investissements approprié et de prouver que cette question restera inscrite au programme de développement de la plupart des pays subsahariens pendant une longue période (Thorbecke 2014).

Plusieurs perspectives actuelles basées sur l'observation des tendances de développement historiques montrent que les IDE sont, en effet, un élément essentiel de la croissance économique rapide, et que les pays subsahariens devraient y aspirer, à long terme, afin de rejoindre le club des pays qui attirent de des IDE de haute qualité orientés vers les exportations (UNCATD 1999 ; Morisset 2001 ; Pigato 2001). Atteindre cet objectif peut exiger des changements radicaux dans les lois nationales mais aussi la mise en place d'incitations aux IDE, la réduction des coûts de transaction en particulier par rapport à l'ouverture d'une entreprise, et la résolution des questions liées aux lenteurs administratives, et l'amélioration du régime législatif pour les nouvelles entreprises (Pigato 2001). L'image de l'Afrique en tant que destination pour les IDE n'a généralement pas été favorable. L'Afrique a trop souvent été associée aux troubles civils, à la famine, aux maladies et au désordre économique, donnant à de nombreux investisseurs une image négative du continent (UNCTAD 2012). Même si cette image ne se fonde pas sur la fiction et que ces conditions prévalent dans certains pays, ce n'est pas une image fidèle de l'Afrique. Des pays subsahariens ont déjà suscité l'intérêt des investisseurs internationaux en améliorant leur environnement des affaires, ce qui fait penser qu'ils peuvent devenir compétitifs au niveau international et attirer les IDE sur une base durable (Morisset 2001).

Les IDE restent un domaine principal nécessitant l'attention des communautés politiques locales et internationales. En dépit des défis et inconvénients (la surdépendance à l'égard des capitaux étrangers étant l'une des principales critiques), de nombreux praticiens et chercheurs du développement s'accordent à dire encore que les IDE jouent un rôle essentiel dans la trajectoire du développement d'un pays (Basu and Srinivasan 2002 ; Kinoshita and Nauro 2003 ; Dupasquier and Osakwe 2006). Les IDE permettent de favoriser l'industrialisation, la création d'emplois et le transfert de la technologie moderne et de

compétences managériales. Les arrangements institutionnels pour attirer plus d'IDE semblent être souvent basés sur des instruments politiques spécifiques et la volonté politique de mettre en œuvre et de surveiller régulièrement leur performance. L'importante question ici est de savoir si l'environnement des IDE en Afrique subsaharienne offre un cadre incitatif approprié et des facteurs concurrentiels de production suffisants pour attirer les IDE dans un monde globalisé.

Agriculture et sécurité alimentaire

Le rôle de l'agriculture dans le développement économique national et son potentiel de réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne ont été reconnus, même à l'époque coloniale. Il est donc logique que les pays subsahariens en tiennent compte lors de la conception de leurs politiques macroéconomiques nationales, et que le monde universitaire se concentre suffisamment sur cet aspect du développement national. Buluswar et al. (2014) présentent en détail quelques-unes des principales questions dans ce domaine. Ils soulignent que la Révolution verte a conduit à une augmentation spectaculaire de la production alimentaire en Asie du Sud-est, tandis que l'Afrique subsaharienne est à la traîne. Cela a commencé dans les années 1960 et est largement considéré comme l'un des programmes à grande échelle les plus efficaces pour aider à réduire la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire dans l'histoire du développement international (UNDP 2014).

Pour de nombreux analystes, la façon dont l'Afrique a raté cette occasion est tout à fait surprenante. En combinant des variétés de semences améliorées à l'irrigation intensive et l'utilisation d'engrais, le renforcement des institutions locales, et une gamme de grandes réformes politiques, plusieurs pays asiatiques ont été en mesure de réaliser des gains substantiels et durables dans la production alimentaire. Les pays d'Asie du Sud, dans l'ensemble, ont triplé leurs rendements agricoles depuis 1960. Les pays subsahariens dans la même période n'ont pas augmenté sensiblement leur productivité agricole (Hazell and Ramasamy 1991 ; UNDP 2014).

Certains petits exploitants agricoles d'Afrique subsaharienne perdent une partie importante de leurs produits, avant même que les aliments ne soient prêts à être consommés, et ce principalement à cause du manque de technologies appropriées pour le stockage, le transport et la manutention des produits (FAO, 2011). Le PNUD observe que depuis 2000, l'Afrique a connu plusieurs épisodes d'insécurité alimentaire aiguë, avec des pertes de vies et de moyens de subsistance (UNDP 2012). Cela signifie clairement que l'agriculture et la sécurité alimentaire devraient rester fermement dans l'Agenda des discours de planification et de développement macroéconomiques. L'un des facteurs clés qui a également maintenu l'agriculture dans l'Agenda de la politique publique depuis de nombreuses décennies est la structure socio-économique de la plupart des sociétés d'Afrique subsaharienne. Plus de 60 pour cent des populations d'Afrique subsaharienne vivent dans des zones rurales, plus de la moitié d'entre eux comptent sur la production agricole, mais vivent également en dessous du seuil de pauvreté (UNDP 2014). La plupart des petits exploitants agricoles d'Afrique subsaharienne sont des agriculteurs de subsistance, leur principale source de nourriture provenant de leurs cultures.

L'absence d'une bonne irrigation est une contrainte majeure à l'augmentation de la productivité agricole des petits exploitants agricoles. Avec une bonne irrigation, utilisant à la fois les eaux de surface et les eaux souterraines lorsque cela est possible, non seulement les agriculteurs peuvent améliorer leurs rendements, mais ils peuvent aussi diversifier leur portefeuille vers des cultures à revenu plus élevé et augmenter les récoltes dans une année donnée (FAO 2014). Cependant, la petite agriculture est largement pluviale, ce qui donne une possibilité très limitée aux agriculteurs pour irriguer leurs champs (IWMI 2007). Ainsi, les défis et les opportunités rencontrés dans l'accès à l'irrigation devraient être compris et articulés dans la planification stratégique nationale et locale. En outre, la plus grande partie de la population active évolue dans l'agriculture et les activités connexes (World Bank 2014 ; WFP 2014). En fait, l'Afrique subsaharienne vit de ses terres et plus de 227 millions d'Africains travaillent la terre et ne parviennent pas trop souvent à subvenir à leurs besoins (AfDB 2014 ; UNDP 2014). Cela laisse à penser que l'expansion de la production agricole (en particulier chez les petits exploitants agricoles) peut réduire rapidement la pauvreté, augmenter les revenus des agriculteurs et réduire le prix de la nourriture des pauvres.

Le Rapport sur le développement dans le monde, 2008, montre de façon convaincante que l'agriculture est le seul moteur possible de la croissance pour de nombreux pays subsahariens (World Bank 2008). D'autres experts partagent cet avis (Gollin 2010). La question clé est alors de savoir ce que les gouvernements d'Afrique subsaharienne peuvent faire pour accélérer la production agricole. La preuve en est qu'un environnement politique en mutation et une attention accrue à l'agriculture ont eu un effet important sur la croissance de la productivité globale basée sur les gains d'efficacité technique dans certains pays (Diao et al. 2010 ; World Bank 2013). Par exemple, au cours des dernières décennies, les pays comme le Ghana, le Botswana et le Libéria ont signalé la hausse de la part des emplois agricoles en même temps qu'une croissance significative du PIB (Buluswar et al 2014).

La croissance économique venant de l'agriculture en Afrique subsaharienne s'est également avérée être, en moyenne capable de réduire la pauvreté plus que la croissance des autres secteurs (Christiaensen et al. 2011). Dans une étude, Diao et al. (2012) confirment que la pauvreté peut être beaucoup plus réduite par l'augmentation de la productivité agricole des petits exploitants, par opposition aux cultures d'exportation. Même si les cultures d'exportation ont généralement une valeur et un potentiel de croissance plus élevés que les cultures vivrières, le potentiel est généralement plus efficace pour générer une croissance économique à l'échelle nationale et réduire la pauvreté. Cela découle de leurs effets multiplicateurs plus grands et de la plus grande élasticité de la croissance de la pauvreté. Par exemple, une croissance de 1 pour cent dans l'agriculture entraînée par la croissance de la productivité des céréales ou des tubercules génère une baisse plus importante de la pauvreté nationale qu'une croissance de 1 pour cent dans l'agriculture grâce à la croissance des cultures d'exportation.

Des découvertes scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire et le développement agricole ont eu lieu dans diverses régions du monde, et certains sont en cours de test ou déployés en Afrique subsaharienne. Selon Buluswar et al. (2014), il s'agit, entre autres, de nouvelles méthodes pour produire des engrais afin de remplacer les processus actuels à trop forte intensité de capital et ayant des effets considérables sur

l'environnement. Il y a aussi la réfrigération abordable hors réseau pour les petits agriculteurs et les petites entreprises agricoles, les systèmes à faible coût pour des applications de précision des engrais et de l'eau, les pompes d'irrigation à énergie solaire à faible coût (moins de 50 dollars). On peut aussi ajouter les herbicides abordables ou d'autres mécanismes pour lutter contre les mauvaises herbes, et de nouvelles variétés de semences résistantes à la sécheresse, à la chaleur et d'autres nouvelles contraintes environnementales. Tous ces progrès et d'autres peuvent accélérer la production agricole s'ils sont largement adoptés dans les pays africains.

Le présent document ne prétend pas pouvoir fournir une image complète du développement agricole en Afrique subsaharienne. Cependant, compte tenu du caractère essentiel de l'agriculture pour la sécurité alimentaire et la croissance économique en Afrique subsaharienne, la nécessité d'une révolution verte subsaharienne n'est plus un sujet de débat, mais il s'agit plutôt de chercher comment la mettre en œuvre. Selon toute évidence, les gouvernements d'Afrique subsaharienne devraient se concentrer sur les facteurs capables d'améliorer la production alimentaire et les revenus des petits exploitants agricoles, avec une attention particulière à l'augmentation des rendements, l'adoption et la diffusion de technologies innovantes dans le contexte, la préservation des récoltes, l'amélioration de l'accès aux marchés, en réduisant la charge de travail (en particulier pour les femmes), et rendant l'agriculture plus durable (AfDB 2014). Ces questions sont intimement liées à la nécessité d'améliorer l'accès à l'irrigation, améliorer la manipulation et le stockage après récolte, renforcer les services de vulgarisation agricole, prêter attention aux scénarios agricoles mixtes de cultures et élevage, et aux interdépendances inhérentes, et assurer une agriculture durable qui laisse un minimum d'effets sur l'environnement.

Au vu des conclusions de l'étude de la CEA et de l'OCDE, de grandes préoccupations persistent à travers le continent (UNECA-OECD 2014). En effet, malgré les 37 signatures des pactes du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) à la fin de 2013, l'agriculture reste négligée dans les budgets gouvernementaux et reste bien en deçà des engagements de Maputo dans la plupart des pays. En 2010, seuls neuf des 44 pays disposant de données avaient atteint ou dépassé l'objectif de 10 pour cent. La moitié avait atteint 5 pour cent, avec une moyenne continentale de 4 pour cent. En outre, depuis la crise des prix des produits alimentaires de 2008, les pays qui avaient déjà affecté plus de 5 pour cent ont augmenté les proportions budgétaires, tandis que ceux qui avaient une affection moindre ont eu tendance à la réduire davantage.

Il est évident que de nombreux acteurs en Afrique subsaharienne sont conscients de l'importance d'accroître la production agricole, même si les options exactes pour poursuivre l'action dans le contexte peuvent varier d'un pays à l'autre et, dans certains cas, elles ne sont même pas apparentes. En continuant d'investir dans les infrastructures rurales (les routes rurales, l'irrigation, l'électricité, les installations de stockage, l'accès aux marchés, les systèmes de conservation, et les réseaux d'approvisionnement), les pays peuvent augmenter leur productivité et compétitivité agricole (AfDB 2014). L'Union africaine, par le biais du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le PDDAA, a également reconnu le rôle central de l'agriculture dans la sécurité alimentaire, la croissance économique et le développement national en général. Même si les efforts en ce sens

devraient se poursuivre, il est important que les gouvernements d’Afrique subsaharienne redoublent d’efforts pour assurer le succès de la révolution agricole dans leur propre pays.

Science, technologie et innovation

Partout dans le monde, la montée en popularité et la diffusion de l’« économie du savoir » ont soumis presque toutes les sociétés à une pression accrue pour atteindre les normes de productivité globale en science, technologie et innovation (STI). La Conférence « Rio +20 » a réaffirmé l’importance des STI dans le cadre d’une économie mondiale fondée sur le savoir. Dans la plupart des régions du monde, les STI ont déjà été reconnues comme une « nouvelle règle de jeu » dans les efforts pour résoudre un large éventail de défis qui ont une incidence directe sur la transformation socio-économique locale et nationale, l’éradication de la pauvreté, et le développement durable. Son utilité pour relever les défis dans les secteurs comme l’agriculture et la production alimentaire, l’industrie, l’énergie et les ressources en eau n’est plus à prouver, et les théories du développement capables de faire avancer réellement la transformation structurelle de l’Afrique aujourd’hui plutôt que demain sont bien nécessaires.

Les exemples abondent montrant que les STI sont cruciales pour l’Afrique subsaharienne. L’Afrique en chiffres relate certains scénarios déconcertants qui, néanmoins, mettent l’accent sur le rôle plus net des STI dans le développement (Africa in Fact 2014). Par exemple, le Nigeria, sixième producteur de pétrole brut au monde, exporte plus de 80 pour cent de son pétrole, mais ne peut pas en raffiner assez pour la consommation locale. En 2013, il a dépensé environ 6 milliards de dollars pour subventionner les importations de carburant. Dans de tels scénarios apparemment déconcertants se trouve l’un des plus grands défis — et opportunités — de l’Afrique. Le continent possède 12 pour cent des réserves de pétrole du monde, 40 pour cent de son or et entre 80 pour cent et 90 pour cent de son chrome et de sa platine (UNCTAD 2013). L’Afrique possède également 60 pour cent des terres arables sous-utilisées dans le monde et dispose de vastes ressources forestières. Pourtant, en même temps, les pays africains ne représentent que 1 pour cent de la production manufacturière mondiale (UNCTAD 2013).

Cet état lamentable des affaires crée un cycle de dépendance perpétuelle, laissant les pays africains tributaires de l’exportation de produits bruts et exposés aux chocs exogènes comme la baisse de la demande européenne (Africa in Fact 2014). Sans de solides industries en Afrique qui utilisent les STI pour ajouter de la valeur aux matières premières, les acheteurs étrangers peuvent dicter et manipuler les prix de ces matières au grand dam des économies et des populations africaines (Africa in Fact 2014). En outre, sans investissement dans les systèmes nationaux des STI, les économies d’Afrique subsaharienne resteront toujours à la traîne.

Le terme « économie du savoir » a été inventé dans les années 1960 pour décrire le passage des économies traditionnelles à celles où la production et l’utilisation des connaissances sont primordiales. Les établissements universitaires et les entreprises engagés dans la recherche et le développement sont les fondements importants d’un tel système. La Banque mondiale identifie les quatre piliers fondamentaux d’une économie de la connaissance robuste. Il s’agit, entre autres, des structures institutionnelles qui fournissent

des incitations à l'esprit d'entreprise et l'utilisation des connaissances, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et de bons systèmes d'éducation, l'accès à l'information et aux infrastructures de technologies de la communication, et un paysage d'innovation dynamique, qui comprend le milieu universitaire, le secteur privé et la société civile, et tout aussi important, ceux qui appliquent ou utilisent les connaissances générées pour améliorer les systèmes de production économiques (Cimoli et al. 2009).

Une fois la connaissance acquise par ces courtiers centraux, les employeurs et les travailleurs dans des domaines plus traditionnels peuvent commencer à utiliser l'information pour améliorer leur environnement de travail, par exemple l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement d'une petite entreprise ou la récolte des cultures agricoles. À la base de tout ce processus se trouvent les technologies de l'information et de la communication (Cimoli et al. 2009). Dans un monde où l'accès rapide à l'information est vital, la disponibilité d'Internet devient importante. Les gouvernements désireux de pousser leurs nations vers une économie du savoir placent le développement des technologies au cœur de leurs stratégies (Lee and Mathews 2014).

L'innovation joue plusieurs rôles dans le développement en général et la transition durable en particulier (Lee 2005). Tout d'abord, l'innovation peut être un moyen pour soutenir la croissance économique subsaharienne où la croissance à court terme semble être la norme plutôt que l'exception. Elle peut favoriser la durabilité en offrant de nouveaux modes de production et de consommation économique plus efficaces et respectueux de l'environnement. Deuxièmement, l'innovation peut réduire la faim et la pauvreté en aidant à augmenter la productivité agricole et à baisser les prix des denrées alimentaires (Juma 2011). Ainsi, faire progresser la capacité d'une nation dans l'innovation et son application effective dans les activités économiques reste un des facteurs essentiels pour renforcer les capacités des personnes et atteindre le développement durable.

La plupart des pays africains ne disposent pas des capacités d'innovation nécessaires, d'où « l'échec des capacités. » Cela semble être un problème plus grave que la défaillance du marché (Metcalf 2005 ; Cimoli et al. 2009 ; Lee and Mathews 2014). Même si certaines économies ont pu rattraper leur retard avec un succès remarquable, nombreuses sont celles qui n'ont pas pu rattraper le club. Les technologies de l'information et de la communication, en particulier dans les téléphones mobiles, ont prouvé la puissance de ces opportunités. D'autres plates-formes émergentes comme la génomique, les biopolymères, et de nouveaux matériaux offrent des opportunités similaires. En fait, le phénomène du progrès scientifique exponentiel et l'abondance technologique fournissent à l'Afrique plus d'opportunités que ses prédécesseurs asiatiques (Diamandis and Kotler 2012). Cependant, les chercheurs dans le domaine de la STI ont tendance à souligner que le « rattrapage » dans la science et la technologie n'est pas facile.

Cela implique de nombreux défis et les pays qui ne parviennent pas à développer les capacités appropriées et d'autres facteurs complémentaires sont susceptibles de rester à la traîne dans le développement économique (Mkandawire 2011 ; Fagerberg and Srholec 2007). Ainsi, pour répondre à un éventail de demandes du développement sur les systèmes des gouvernements nationaux, les pays subsahariens devraient assurer un minimum de capacité scientifique et technologique en créant ou en renforçant les capacités

de recherche nationales dans divers domaines (Thulstrup 1992). La clé du renforcement des capacités est la nécessité, pour les pays, d'améliorer l'environnement propice à l'innovation. Cela comprend la réponse aux besoins de leadership, les structures de carrière, la masse critique, les infrastructures de recherche, l'accès à l'information, et les interfaces entre les producteurs et les utilisateurs de la recherche (Lansang and Dennis 2004). En Afrique subsaharienne, le paysage change rapidement d'une manière positive cependant. Par exemple, les pays africains avec des stratégies pour améliorer l'accès à Internet sont passés de 32 en 2007 à 48 en 2011 (Lee et al. 2014). Cela laisse à penser que d'autres pays subsahariens commencent à adopter les STI comme tremplin de l'économie du savoir. Cependant, une plus grande intervention politique est nécessaire pour accélérer la diffusion des nouvelles technologies, tout en soutenant les systèmes de recherche et d'innovation locaux.

Nous assumons que le succès des efforts visant à renforcer les capacités de recherche en Afrique subsaharienne dépend en dernier ressort de la volonté politique, du financement adéquat et de la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités bien orchestré basé sur une analyse de la situation des ressources nécessaires dans le secteur. Nous soutenons que l'institutionnalisation des systèmes nationaux des STI est l'élément principal par lequel les institutions scientifiques nécessaires peuvent se développer dans un contexte caractérisé par diverses contraintes et opportunités stratégiques, organisationnelles, économiques, politiques. Celles-ci déterminent la performance ultime de l'entreprise scientifique.

Nous considérons les institutions de recherche comme les instruments par lesquels l'économie de la connaissance trouve de meilleures façons d'opérer dans tout le pays (Lundvall 2005). Pourtant, les énormes disparités dans les capacités de recherche dans les pays subsahariens et la fragmentation du savoir peuvent entraver la capacité de la recherche à répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain (Lundvall 2005). Pour que les STI soient suffisamment robustes en Afrique subsaharienne, des capacités suffisantes devraient être transmises dans le système global. Cela suggère que les gouvernements devraient investir dans les STI en se servant des ressources des différentes parties du système (McGann and Weaver 2002 ; Mbadlanyana et al. 2011). Selon les observateurs avertis, l'industrialisation est la principale voie vers un statut de « pays développé » alors que la principale voie pour l'industrialisation reste la science, la technologie et l'innovation (Africa in Fact 2014).

Bonne gouvernance

Au cours des dernières années, l'un des paradigmes de développement qui a acquis droit de cité met les questions de « gouvernance » au cœur de la compréhension du développement. Il s'agit là d'une perspective qui suppose que les pays pauvres sont pauvres parce qu'ils ont une mauvaise gouvernance, et que les pays qui connaissent une croissance économique significative le sont tout juste parce qu'ils ont amélioré leurs systèmes et institutions de gouvernance. Une telle vision du développement est désormais inscrite dans les missions de la Banque mondiale. Même s'il existe de nombreuses définitions du concept, dans le présent document, nous adoptons la définition du PNUD (1997), pour qui la gouvernance fait largement référence à la façon dont les différents acteurs et groupes de la

société partagent le pouvoir et la prise de décision. La gouvernance comprend des mécanismes, processus et institutions par lesquels les citoyens et les groupes formulent leurs intérêts, exercent leurs droits légaux, remplissent leurs obligations et réfléchissent sur leurs différences. C'est un concept qui montre comment la société civile et le gouvernement interagissent et comment cette relation pourrait changer de manière à favoriser une meilleure gouvernance. La gouvernance comprend les différentes dimensions du cadre d'orientation institutionnel de la société comme l'application des contrats, l'état de droit, la qualité de la bureaucratie, l'absence de corruption et la responsabilité démocratique, entre autres (Calderón and Fuentes 2012).

En essayant d'expliquer la tragédie de la croissance de l'Afrique, un certain nombre de chercheurs se sont concentrés sur l'existence ou non d'un lien de causalité direct entre la bonne gouvernance et la croissance économique rapide (Collier and O'Connell 2008 ; Plateau 2009 ; Radelet 2010 ; Gualdani 2012). Ce débat fait rage depuis plusieurs décennies et est resté en suspens aujourd'hui. Les signes typiques de la mauvaise gouvernance comprennent les régimes réglementaires nationaux qui faussent gravement l'activité productive et récompensent l'enrichissement, les régimes de redistribution ethnorégionaux qui compromettent l'efficacité grâce aux transferts de ressources aux intérêts politiques sous-nationales, les régimes de redistribution intertemporels qui transfèrent les ressources de l'avenir au présent, et l'effondrement de l'État qui est souvent caractérisé par la guerre civile ou l'instabilité politique (Fosu 2012 ; Plateau 2009).

Même si certaines études ont montré que la démocratie a un effet positif sur la croissance économique, d'autres suggèrent une relation négative ou une absence de relation. De même, même si la plupart des études ont montré que la croissance économique a un effet positif sur la démocratie, il n'y a pas de consensus sur cette question, en particulier pour les pays à faibles niveaux de développement économique (Narayan et al. 2011). Dzhumashev (2014) a analysé la façon dont la qualité de la gouvernance, la taille des dépenses publiques et le développement économique influencent la relation entre la corruption bureaucratique et la croissance économique. L'analyse montre que l'interaction entre la corruption et la gouvernance façonne l'efficacité des dépenses publiques, détermine les effets de la croissance sur la corruption. Le cadre qu'il a utilisé intègre l'idée selon laquelle la capacité du gouvernement à contenir la corruption est motivée par la qualité de la gouvernance. Les données statistiques produites par Butkiewicz et Yanikkaya (2006) soutiennent cette idée en démontrant que la corrélation entre la corruption et les différentes mesures de la qualité de la gouvernance est toujours négative. Deuxièmement, la qualité des institutions entraîne également l'efficacité du secteur public et, par conséquent, détermine la taille optimale des dépenses publiques.

En essayant d'expliquer la controverse entourant la mauvaise gouvernance, Plateau (2009) remonte à la cause de la mauvaise gouvernance et conclut qu'en Afrique subsaharienne, depuis l'époque coloniale, l'État a souvent été perçu comme étranger aux citoyens et que le droit statutaire moderne n'est pas pris au sérieux s'il est contraire aux coutumes locales. Ainsi, l'univers de relations personnalisées reste dominant dans toute la région, avec les obligations qui en découlent et les liens de solidarité qui envahissent les structures socio-économiques. Il n'est donc pas surprenant que dans ces conditions, les chefs locaux et les « grands hommes » ont appris que « le pouvoir politique est absolument crucial pour

l'avancement économique » (Kennedy 1988 : 55). En outre, ils abusent souvent de leur position privilégiée en reproduisant les méthodes des autorités coloniales, qui ont été particulièrement brutales contre les citoyens locaux à l'intérieur de l'Afrique (Berman et al. 2004). Ainsi, le rôle omniprésent des modes de contrôle politique localisés et personnalisés, combinés à une mesure du paternalisme autocratique démesurément forte, est une caractéristique essentielle de la politique coloniale qui a eu un impact profond et durable sur le système social et politique des États de l'Afrique indépendante (Plateau 2009).

Grâce aux conseils de commercialisation contrôlés par l'État, aux entreprises publiques, aux coopératives agricoles, et aux projets de développement rural, les États postcoloniaux ont poursuivi la politique antérieure visant à concentrer le contrôle des excédents ruraux et des ressources nationales dans les mains des bureaucrates, politiciens et autres personnes influentes associées au gouvernement (Bates 1981 ; Plateau 2000). Par exemple, les coopératives rurales de distribution de microcrédits et d'intrants agricoles subventionnés sont généralement formées par les unités locales du parti au pouvoir de telle sorte que l'accès à ces avantages soit subordonné à la loyauté politique. Un tel mécanisme a pour résultat la logique de « l'accumulation de richesse politisée » (Dool 1998).

Dans un tel contexte, « les gens qui réussissent » sont ceux qui sont plus actifs politiquement plutôt que des entrepreneurs économiques qui détournent leurs énergies créatrices vers les activités d'enrichissement. Les ressources pour les dépenses publiques sont réduites lorsque les dictateurs siphonnent la richesse du budget pour la consommation personnelle ou pour payer leurs propres supporters. En effet, dans ces conditions, les dictateurs africains ont connu un grand succès, plusieurs dirigeants étant devenus exceptionnellement riches et ayant conservé le pouvoir pendant très longtemps. Il existe une relation inverse entre la réussite personnelle des leaders dans l'accumulation de la richesse et le succès économique de leurs pays (Bueno de Mesquita et al. 2003).

Peu après les années 1990, quelques pays subsahariens ont enregistré des améliorations dans la démocratie, la bonne gouvernance, la croissance et la répartition des revenus. Selon les indices de Polity IV et Freedom House, le nombre de démocraties est passé de trois (Botswana, Maurice et Namibie) au début des années 1990 à 20 (sur 44 pays) en 2008 (Gualdani 2012). La croissance du PIB par habitant négatif en 1980-1995 dans les deux tiers des pays est devenue positive dans près de 80 pour cent d'entre eux en 1995-2010 (Cornia and Uvalic 2012). Au cours de cette période, la répartition des revenus s'est également améliorée dans 60 pour cent des 21 pays. Même si ces gains concernent moins de la moitié des pays subsahariens, ils sont toujours encourageants. Pendant ce temps, quelques-uns des problèmes traditionnels liés à la mauvaise gouvernance, la croissance économique lente, et l'instabilité politique continuent de sévir sur le reste du continent.

À la lumière de ce qui précède, les chercheurs qui remettent en question les avantages économiques de la démocratie et la bonne gouvernance sont encore nombreux (Sachs et al. 2005 ; Collier and O'Connell 2008). Par exemple, van Donge, Henley, et Lewis (2012) déclarent que la bonne gouvernance n'est pas une condition préalable à la transformation économique réussie. Selon eux, les différences politiques, et non la bonne gouvernance, expliquent pourquoi la plupart des pays d'Asie du Sud — et non les pays africains — ont atteint une croissance soutenue en faveur des pauvres au cours des 50 années depuis 1960.

Les pays d'Asie du Sud ont fait des progrès vers la démocratisation seulement après la réalisation de la transformation économique substantielle.

En dépit des nombreux arguments convaincants qui dissipent le lien de causalité entre la bonne gouvernance et la croissance, nous soutenons fermement qu'en Afrique subsaharienne la bonne gouvernance et la démocratie semblent importantes pour la croissance économique. Notre position converge avec celle prise par Masaki et van de Walle (2014) qui soutiennent qu'il existe suffisamment de raisons théoriques et empiriques pour nous faire croire que l'amélioration de la gouvernance et de la démocratisation en Afrique depuis 1990 est associée à une croissance économique plus rapide et que cet « avantage démocratique » augmente au fil du temps au fur et à mesure que la démocratie se consolide. Nous sommes également convaincus que la mauvaise gestion économique en Afrique subsaharienne dans les années 1970 et 1980 a eu de nombreuses causes, mais cela ne veut pas dire que les gouvernements autoritaires de la région, contrairement à ceux de l'Asie orientale, ne sont pas aptes à promouvoir la croissance économique (Masaki and van de Walle 2014). Il est donc possible que les gouvernements autoritaires qui persistent dans la région d'Afrique subsaharienne aujourd'hui puissent avoir de meilleures performances, mais en l'absence de raisons convaincantes clairement énoncées il est plus probable qu'un avantage démocratique puisse exister sur le continent, du moins sur le long terme.

En outre, et sur la base de la littérature, nous sommes convaincus que ce qui est important n'est pas seulement de chercher à savoir si les pays subsahariens adoptent et mettent en œuvre les principes de base de la bonne gouvernance. Il faudrait également que les membres du gouvernement et d'autres acteurs clés du secteur de l'économie d'un pays en particulier répondent positivement aux opportunités et contraintes auxquelles ils sont confrontés en faisant des choix sur les politiques macro-économiques et leur mise en œuvre. Ils devraient répondre à de bons impératifs de gouvernance et au contexte institutionnel dans lequel leur économie évolue. Il faudrait garder à l'esprit l'objectif final de la croissance économique rapide, avec des engagements clairs sur les programmes spécifiques qui reflètent la nature du développement de l'État.

Croissance inclusive

Il ressort de la littérature et des études de cas que l'Afrique subsaharienne est composée de certains des pays les plus inégaux du monde (en particulier l'Afrique du Sud et le Nigeria). Les bénéfices de la croissance ne sont pas largement répartis entre la plupart des gens qui étaient pauvres à l'indépendance et qui le sont encore aujourd'hui. Nous sommes principalement préoccupés par la concentration des ressources financières et la richesse dans les mains de quelques-uns, ce qui peut influencer les processus politiques, sociaux et culturels au détriment des plus vulnérables. Ainsi, nous utilisons le terme « inégalité » pour faire référence aux formes d'inégalités de richesse et de revenus, car au cours des dernières décennies, la croissance inclusive est devenue le nouveau paradigme et la recette stratégique dans la communauté du développement (Thorbecke 2014).

Les sociologues semblent avoir atteint un certain consensus sur la nécessité d'une croissance inclusive, même s'ils ne peuvent pas se mettre d'accord sur la définition exacte de cette notion. Ils ont également identifié les principaux éléments constituant la croissance

inclusive. Par exemple, Lanchovichina et Lundstrom (2009) estiment qu'une réduction rapide et durable de la pauvreté exige une croissance inclusive qui permet aux gens de contribuer et de bénéficier de la croissance économique. Fourie (2014) affirme qu'au niveau international, le développement de ce concept dans la dernière décennie émane des tentatives de définir un concept plus large de la croissance économique qui a incorporé l'équité et le bien-être de toutes les sections de la population — notamment les pauvres, la pauvreté étant considéré en termes absolus (la réduction de la pauvreté) ou en termes relatifs (la réduction des inégalités). Des termes comme la croissance en faveur des pauvres, la croissance générale, ou la croissance partagée illustrent ces tentatives (Fourie 2014).

La croissance économique rapide fait souvent partie de l'équation dans les tentatives de conceptualiser pleinement la croissance inclusive. La croissance économique est nécessaire à la réduction substantielle de la pauvreté, mais pour que cette croissance soit durable à long terme, elle devrait être généralisée dans tous les secteurs, et inclusive d'une grande partie de la population active et les citoyens du pays (Ravallion 2001 ; OECD 2008). Cette conceptualisation de la croissance inclusive implique un lien direct entre les déterminants macro-économiques et micro-économiques de la croissance. La dimension micro-économique capte l'importance de la transformation structurelle for la diversification économique et la concurrence, notamment la destruction créatrice d'emplois et d'entreprises (Lanchovichina and Lundstrom 2009). Une définition plus récente des chercheurs du PNUD consiste à réduire le chômage, la pauvreté et les inégalités (Fourie 2014).

La littérature sur la croissance inclusive a été florissante au cours des dernières décennies (Ravallion 2001 ; Bhorat and Kanbur 2006 ; OECD 2008 ; Finn et al. 2014). L'une des définitions les plus complètes et concises du terme est celle de la Commission indienne de planification, qui la définit comme étant « la croissance qui réduit la pauvreté et crée des possibilités d'emploi, l'accès aux services essentiels en matière de santé et d'éducation, en particulier pour les pauvres, l'égalité des chances, l'autonomisation par l'éducation et le développement des compétences, la protection de l'environnement, la reconnaissance de l'action des femmes et la bonne gouvernance » (Government of India 2008 : 2). Dans le présent document, nous adoptons la définition donnée par la BAD qui considère la croissance inclusive comme étant une croissance économique se traduisant par un accès plus large aux opportunités socio-économiques durables pour plus de personnes, régions ou pays, tout en protégeant les groupes vulnérables (AfDb 2012). La BAD souligne en outre que tout cela devrait être fait dans un environnement d'équité, d'égale justice, et de pluralité politique.

La littérature indique qu'il existe des preuves théoriques et empiriques considérables pour soutenir l'assertion selon laquelle les inégalités sont mauvaises pour la croissance. Naidoo (2013) par exemple, a procédé à une évaluation approfondie de la croissance inclusive dans les pays en développement et a conclu que dans les sociétés inégales, il est beaucoup plus difficile de développer les institutions, les normes, les mœurs et les conventions nécessaires à la croissance économique. En outre, la mobilité sociale ralentit considérablement dans les sociétés inégales. Cela sape les incitations au travail assidu et les efforts, et affaiblit le potentiel humain d'un pays. Les inégalités compromettent également la formation de capital humain presque irréversiblement (Ranieri and Ramos 2013).

Il en résulte que toute stratégie de croissance devrait inclure des éléments qui abordent les inégalités explicitement. Le fondamentalisme du marché et la prise du pouvoir par les élites économiques semblent représenter deux puissants moteurs économiques et politiques des inégalités, qui contribueront grandement à expliquer les extrêmes observés aujourd'hui (OXFAM 2013). Au cours des trois cents dernières années, l'économie de marché a apporté prospérité et dignité à des centaines de millions de personnes à travers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie de l'Est. Cependant, sans l'intervention du gouvernement, l'économie de marché tend à concentrer la richesse dans les mains d'une petite minorité, accroissant ainsi les inégalités (Piketty 2014).

Nous sommes du même avis selon laquelle les inégalités des revenus restent une question clé en Afrique subsaharienne en plus d'autres composantes comme le développement du capital humain et l'emploi qui sont souvent articulés par les théoriciens. Depuis les années 1950, la conception du développement a évolué à travers plusieurs paradigmes et phases. Aujourd'hui, ces conceptions pointent directement vers une croissance inclusive comme un concept très multidimensionnel qui contribue au développement humain et à la réduction de la pauvreté. En ce sens, ce concept reprend et développe la doctrine des besoins de base (Donaldson 2014). Ranieri et Ramos (2013) soutiennent que la croissance inclusive implique la participation et le partage des avantages. La participation sans partage des avantages rendra la croissance injuste, et le partage des avantages de la croissance économique rapide sans la participation la rendra comme le résultat du bien-être. Fourie (2014) conclut que la croissance inclusive combine la participation accrue des personnes pauvres et marginalisées dans les processus économiques, en particulier grâce à l'emploi, avec un partage accru dans les bénéfices de la croissance réalisée grâce à la hausse des revenus qui reviennent aux pauvres ainsi que l'augmentation des prestations sociales.

Des mesures quantitatives des inégalités en Afrique subsaharienne et dans le reste du monde révèlent des statistiques inquiétantes. Dans une étude, l'OXFAM (2013) indique que dans le monde entier, l'écart entre les riches et les pauvres augmente rapidement. Par exemple, en Afrique du Sud, les inégalités sont plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient à la fin de l'apartheid. Les données de la Banque mondiale montrent que le coefficient de Gini pour l'Afrique du Sud a été de 0,56 en 1995, 0,63 en 2009 et 0,70 en 2013 (Nsehe 2014). Des estimations récentes montrent qu'aujourd'hui, il existe 16 milliardaires en Afrique subsaharienne, par rapport aux 358 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans cette région (Nsehe 2014). En Afrique subsaharienne, sept des 10 personnes vivent dans des pays où les inégalités sont en croissance rapide, et ceux qui sont au sommet de la société laissent le reste derrière (Milanovic 2009). Ces statistiques montrent la grande richesse qui existe à côté de l'extrême pauvreté sur le continent. Elles expliquent aussi directement pourquoi la croissance inclusive a tellement gagné du terrain au fil des ans. Ces statistiques aident également les théoriciens et les praticiens à mieux conceptualiser et formuler la nécessité d'une croissance inclusive.

Dans les rares pays africains où la croissance économique significative a été enregistrée, cela n'a pas réussi à tirer des masses de gens de la pauvreté (Edigheji 2005 ; ACET 2014). Par exemple, même si les pays comme le Nigeria et l'Afrique du Sud sont devenus des économies à revenu intermédiaire, il existe peu d'informations relatives à la pauvreté généralisée, au chômage et aux inégalités profondes endémiques sur ces deux pays. Nous

sommes conscients du fait que, même si l’Afrique du Sud est maintenant considérée comme une économie à revenu intermédiaire, elle subit de fréquentes protestations dans la prestation de services, en particulier dans les zones résidentielles urbaines pauvres. Les soulèvements du printemps arabe et autres révoltes en Afrique du Nord et dans d’autres régions d’Afrique suggèrent également que même si le mécontentement économique profond peut côtoyer l’abondance apparente pendant un certain temps, les tensions sociales éventuellement graves éclatent de temps en temps. Les égalités socio-économiques sont donc une exigence de base du développement économique. Cela est crucial pour la préservation de la paix et de l’harmonie sociale, éléments importants de la croissance économique et de la création de richesses. Les inégalités profondes restent une bombe à retardement dans plusieurs pays subsahariens.

Les fortes inégalités en Afrique soulèvent des questions critiques au sujet de la capacité de réduction de la pauvreté de sa croissance, car elles tendent à atténuer les effets de la croissance économique dans la lutte contre la pauvreté (Ravallion 2001). Dans la plupart des pays subsahariens pauvres, il est arithmétiquement presque impossible de réduire la pauvreté sans une croissance économique importante, car alors, il n’y aurait personne pour bénéficier de la redistribution. À l’inverse, si tout le monde est pauvre, la croissance va réduire la pauvreté, peu importe la façon dont elle est distribuée. Cependant, certains types de croissance sont capables de réduire la pauvreté de manière plus efficace que d’autres. L’expansion de l’agriculture chez les petits exploitants, par exemple, peut réduire rapidement la pauvreté en augmentant les revenus des agriculteurs. La croissance dans le secteur manufacturier à forte intensité de main-d’œuvre augmente également les revenus des pauvres (World Bank 2008). Ostry et al. (2014) ont utilisé un ensemble de données cross-country sur les inégalités des revenus pour examiner les liens entre la croissance, les inégalités et la redistribution dans 153 pays développés et en développement. Leurs résultats sont conformes aux conclusions antérieures qui ont démontré que les inégalités plus faibles sont corrélatives à une croissance plus rapide dans tous les pays. De plus, les épisodes de croissance sont susceptibles d’être plus longues et plus durables si les inégalités dans un pays sont plus faibles (Donaldson 2014).

Même si la croissance économique rapide semble un fondement de la réduction de la pauvreté, on ne peut jamais supposer qu’elle se traduira automatiquement par une croissance inclusive. Ainsi, la croissance économique ne sera pas incluse, sauf si les gouvernements le veulent. Cela laisse à penser qu’il serait imprudent de se concentrer sur la croissance économique nationale et de supposer que les inégalités vont disparaître d’elles-mêmes, non seulement parce que les inégalités peuvent être éthiquement indésirables, mais aussi parce que la croissance résultante peut être faible et non durable (Thorbecke 2014). Ainsi, la redistribution en Afrique subsaharienne devrait être considérée comme faisant partie du panier élargi de solutions et d’outils nationaux pour promouvoir une croissance plus rapide, et pas seulement un résultat souhaitable à travers un chemin de croissance redistributive.

Aide internationale

De nombreuses études abordent directement l’effet de l’aide internationale sur la croissance économique en Afrique subsaharienne et dans d’autres régions. Même si les

conclusions des chercheurs individuels sont variées, les résultats de notre examen sont conformes avec ceux de Young et Sheehan (2014) qui montrent qu'il existe un certain consensus parmi les chercheurs et les praticiens autour de la conviction selon laquelle, au mieux, l'aide internationale ne contribue positivement à la croissance économique que dans un bon environnement de politique et, au pire, il est préjudiciable au développement d'un pays d'accueil. Par définition, l'aide au développement international est classiquement conçue comme comprenant des transferts réels de fonds et une assistance technique d'un pays à l'autre pour soutenir les programmes gouvernementaux au profit de la société (Herman 2013). Pour la plupart des pays bénéficiaires, l'aide est une précieuse source de devises étrangères permettant de réduire le déficit des paiements aggravé par le service de la dette et les termes de l'échange défavorables.

De nombreux programmes d'aide au développement peuvent donner des résultats qui ne sont pas nécessairement quantifiables, mais pourtant avec des bénéfices tangibles. Selon les statistiques, les chercheurs trouvent souvent les chiffres qu'ils n'additionnent pas de manière convaincante. Ainsi, il y a eu un débat considérable sur l'efficacité de l'aide au fil des ans. Il s'agit principalement de la question de savoir si l'aide est utilisée convenablement ou non, et dans quelle mesure la conception permet d'obtenir des résultats optimaux. C'est également un débat où le consensus parmi les chercheurs a été difficile à atteindre. Dans une étude, Arbache et Page (2007), mettant l'accent sur les tendances de la croissance économique d'Afrique subsaharienne entre 1975 et 2005, ont conclu que l'APD en pourcentage du PIB est similaire dans les bons moments et en temps normal, mais est réduite pendant les périodes de ralentissements de la croissance. L'APD par habitant, cependant, est plus élevée lors des périodes de croissance et plus faible au cours des récessions. L'analyse de la corrélation montre qu'une plus grande part de l'APD dans le PIB est associée à moins baisse de croissance, et que les pays dont l'APD par habitant est plus grande connaissent plus de hausses de croissance économique et moins de récessions. Ces résultats indiquent que l'APD dépend des cycles, ce qui renforce les arguments défendant une plus grande prévisibilité de l'APD pour soutenir la croissance.

L'un des éléments les plus controversés sur l'aide internationale est contenu dans l'ouvrage de Moyo (2009), dans lequel l'auteur soutient qu'au cours des 60 dernières années, au moins 1 milliard de dollars de l'aide liée au développement ont été transférés des pays riches vers l'Afrique. Pourtant, le revenu réel par habitant est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était dans les années 1970, et plus de 50 pour cent de la population — plus de 350 millions de personnes — vivent encore avec moins d'un dollar par jour, chiffre qui a presque doublé en deux décennies. Dans l'analyse de Moyo, la pauvreté a continué d'augmenter, et les taux de croissance ont diminué de façon constante alors que des millions de personnes continuent de souffrir. Dressant un tableau provocateur du fort contraste entre les pays africains qui ont rejeté la voie de l'aide et prospéré et ceux qui sont devenus dépendants de l'aide et ont vu l'augmentation de la pauvreté, Moyo explique clairement comment la dépendance excessive à l'aide a piégé les pays en développement dans le cercle vicieux de la dépendance à l'aide, la corruption, la distorsion du marché et la pauvreté, les obligeant à demander plus d'aide. L'aide internationale destinée à aider l'Africain moyen finit par soutenir les bureaucraties sous la forme des gouvernements des pays pauvres et les ONG financées par les donateurs. Comme solution, Moyo choisit de démystifier le modèle actuel

de l'aide internationale et de suivre une voie de développement plus axée sur le marché (Moyo 2009).

De nombreuses critiques se sont élevées depuis que Moyo a publié son livre et l'a présenté dans divers forums. Elle est principalement critiquée à cause de sa recommandation d'abandonner l'aide internationale et renforcer l'approche néolibérale du développement où les forces du marché prévalent. Par exemple, Bagwati (2010) déclare que la proposition de Moyo de démystifier l'aide est à la fois peu pratique (compte tenu des engagements actuels à long terme) et inutile (car un retrait brutal de l'aide laisserait le chaos dans son sillage). Hilary (2010) soutient que l'aspect le plus nocif de la dépendance à l'aide a été l'utilisation des conditionnalités des bailleurs de fonds pour imposer leurs propres idéologies politiques et économiques sur les pays bénéficiaires plutôt que de laisser définir leur propre programme de développement. Les pays dépendants de l'aide sont souvent tenus de mettre en œuvre des réformes du libre échange malgré les dommages reconnus que ces politiques pourraient causer à leur économie et en particulier, dans les secteurs vulnérables de leurs populations. Ainsi, l'échec n'est pas nécessairement celui de l'aide, mais plutôt celui des conditionnalités des bailleurs de fonds (OXFAM 2013).

Le débat sur l'efficacité de l'aide encourage les chercheurs et les praticiens à réfléchir plus profondément sur le rôle de l'aide étrangère dans les pays en développement — son potentiel, ses avantages et ses pièges éventuels. Par exemple, qu'est-ce qui peut être fait pour que l'aide contribue à réduire la pauvreté au lieu d'induire la corruption ? Que peuvent faire les pays pour empêcher l'aide d'induire la culture de dépendance ? Telles sont les questions importantes que devraient se poser les gouvernements, les pays et les citoyens. Nous pensons qu'une aide bien ciblée et mise en œuvre peut réduire la pauvreté. Par exemple, en Afrique subsaharienne, il y a eu des améliorations importantes dans la santé infantile et dans l'éducation primaire au cours des dernières décennies à cause de programmes d'aide ciblés.

Cette génération de chercheurs et de praticiens a la responsabilité morale et le droit d'exiger que l'aide atteigne le meilleur rapport quality/prix. Nous partageons les conclusions de Bhagwati (2010) selon qui le décalage entre les intentions et les réalités de la fraternité de l'aide constituent aujourd'hui une grande bataille autour de l'aide. Ainsi, la vraie question n'est pas de savoir si l'aide à l'Afrique subsaharienne devrait être supprimée, mais il s'agit plutôt de veiller à ce qu'elle offre de meilleurs résultats. L'aide a toujours le potentiel d'aider les pays pauvres si elle est accompagnée par le développement et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques saines et quand elle est soigneusement canalisée vers les pays prêts à l'utiliser correctement.

Opportunités pour le renforcement des capacités

Les principaux facteurs de croissance décrits ci-dessus nous présentent des éléments préliminaires pour les interventions possibles en matière de renforcement des capacités. Pour commencer, un programme de transformation centrée sur la restructuration économique soutenue par l'industrie manufacturière et l'industrialisation pour créer plus d'emplois et assurer une croissance inclusive à base élargie est nécessaire pour la croissance rapide en Afrique subsaharienne. Par conséquent, les interventions en matière de

renforcement des capacités significatives devraient commencer par remettre en question la façon dont les principes d'un tel paradigme peuvent être au mieux diffusés parmi les structures de leadership national de l'Afrique subsaharienne. Deuxièmement, toutes les études de cas africains présentées nous montrent à présent que les revenus et les inégalités de richesse sont élevés et, dans certains cas, continuent d'augmenter en Afrique subsaharienne, à la fois dans les économies performantes et peu performantes. Les opportunités en matière de renforcement des capacités présentées dans ce contexte reposent sur le renforcement de la capacité des ministères et départements gouvernementaux pour mieux exécuter leur mandat de protection sociale. Par ailleurs, les ministères concernés responsables de la planification macro-économique devraient également être capables de penser et élaborer des programmes qui traitent des inégalités socio-économiques à moyen et à long terme.

La corruption semble inquiétante dans plusieurs pays, qu'ils pratiquent la bonne gouvernance ou non. Il est donc nécessaire de concevoir des interventions de renforcement des capacités plutôt que de renforcer les institutions d'anticorruption et les « organismes de surveillance. » Des programmes de sensibilisation et des plates-formes de dialogue dans tout le pays devraient également permettre de renforcer les capacités des citoyens ordinaires et des fonctionnaires pour faire face à la corruption. L'importance de la science, la technologie et l'innovation dans la croissance économique nationale a été suffisamment discutée dans le présent document et ailleurs. L'opportunité qu'offre le renforcement des capacités dans ce contexte est de renforcer les systèmes nationaux d'innovation en soutenant les think tanks et les institutions universitaires et de recherche afin qu'ils puissent mieux jouer leur rôle. Cela peut prendre la forme de subventions de recherche et de formation ainsi que la fourniture d'équipements et des installations dont ces institutions ont besoin pour avoir une bonne performance.

Une gestion macroéconomique prudente est essentielle à la croissance. Il est donc nécessaire de fournir un appui aux ministères des finances et du développement économique pour faciliter le développement de systèmes de gestion macro-économiques efficaces. Les compétences des fonctionnaires dans les ministères et départements gouvernementaux concernés devraient également être davantage consolidées pour renforcer leurs capacités de planification et de mise en œuvre. Nous avons déclaré de façon catégorique que la bonne gouvernance reste essentielle pour le développement et la croissance en Afrique subsaharienne. L'une des opportunités dans ce domaine est le renforcement des capacités des politiciens et de la fonction publique dans la conceptualisation et l'application de divers aspects qui constituent ou contribuent à la bonne gouvernance. Ces aspects comprennent la gestion des finances publiques, la gouvernance d'entreprise, la responsabilité et la transparence. Ces aspects peuvent être abordés à travers des ateliers et des cours structurés auxquels les fonctionnaires peuvent s'inscrire pour renforcer leurs connaissances et compétences.

La plupart des pays africains sont encore tournés principalement vers l'agriculture qui reste un secteur clé dans une grande partie du continent. Il est encourageant de noter que l'Union africaine (par le biais du NEPAD et d'autres initiatives) et d'autres institutions de développement sur le continent reconnaissent déjà le caractère primordial de l'agriculture. Les opportunités de renforcement des capacités dans ce contexte comprennent le

renforcement des services nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles, en soutenant directement les agriculteurs dans l'amélioration de leurs connaissances et pratiques agricoles, la fourniture d'intrants et les installations de stockage post-récolte, l'amélioration des systèmes de commercialisation des produits et des chaînes de valeur agricoles, et la réponse aux exigences de l'agriculture irriguée.

Nous avons également indiqué dans le présent document qu'un leadership engagé dans le programme de développement national représente l'un des principaux moteurs de la croissance. Les opportunités de renforcement des capacités dans ce paysage comprennent l'élaboration et la mise en œuvre des interventions ciblées pour sensibiliser sur le leadership responsable et les exigences de base en matière d'intendance nationale parmi les leaders sur le continent. Ce programme devrait inclure la facilitation du dialogue entre les dirigeants se concentrant sur ce que signifie être un « fonctionnaire » responsable par rapport à un fonctionnaire égoïste. Tous les éléments soulevés dans le présent document pour montrer la voie vers un programme de renforcement des capacités significatives sont importants. Cependant, en fin de compte une évaluation des besoins devrait être faite dans le contexte de chaque pays en vue de déterminer ses besoins spécifiques de renforcement des capacités avant l'élaboration et la mise en œuvre des interventions.

Conclusion

Le présent document a examiné en détail certains des principaux moteurs de la croissance en Afrique subsaharienne et au-delà. Les études de cas dans le document fournissent des exemples utiles des tendances que certains pays ont suivies, leurs forces et leurs faiblesses pour influencer la croissance économique. Le message à diffuser à travers l'Afrique est que les conditions qui maintiennent les Africains dans la pauvreté sont en grande partie le résultat des décisions prises par des dirigeants qui ont le devoir de répondre à diverses pressions locales et internationales pour le changement. Il est crucial que les dirigeants d'Afrique subsaharienne exploitent les ressources et le potentiel abondant dans la plupart des pays pour permettre la réalisation des priorités de développement du continent plutôt que de favoriser un comportement prédateur de l'État capable de faire dérailler les progrès. Les politiques et institutions macroéconomiques appropriées permettront la réalisation de nos objectifs de développement. Il y aura toujours des opportunités et des contraintes, mais elles devraient être prévues et abordées dans un contexte approprié. Si les ressources naturelles abondantes sont gérées prudemment (en particulier le pétrole, le gaz et les minéraux) et si elles servent de point d'entrée à la croissance rapide, rien ne justifiera que l'Afrique subsaharienne échoue dans son projet de développement, à l'exception de la mauvaise gouvernance. En effet, la plupart des indices pointent déjà la croissance économique rapide de l'Afrique subsaharienne dans un avenir prévisible.

Pour contrer les effets négatifs de la mondialisation, nous partageons l'avis de la Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (2014) qui souligne que les pays africains devraient poursuivre vigoureusement la diversification économique et la transformation structurelle pour réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs. Les pays africains devraient continuer à diversifier leurs exportations et élargir les partenariats économiques, notamment les nouveaux partenaires au développement, tout en approfondissant le commerce et l'investissement intra-africain. Fondamentalement, les pays africains peuvent se développer plus rapidement en libérant

leur potentiel productif, en investissant agressivement dans les infrastructures et le capital humain, et en promouvant la bonne gouvernance. Cela nécessitera une forte volonté politique et un cadre institutionnel solide.

Même si la bonne croissance en Afrique subsaharienne actuelle a été accompagnée d'une augmentation des inégalités, nous croyons que tout n'est pas perdu. Nous sommes convaincus qu'en mettant en œuvre des interventions bien ciblées, les politiques macroéconomiques et les institutions, le programme de transformation de l'Afrique peut être une réalité. En fin de compte, chaque pays est responsable au premier chef de son propre développement économique et social, et le rôle des politiques nationales, des ressources nationales et des stratégies de développement ne saurait pas être surestimé à cet égard. Nous rappelons que si la mauvaise gouvernance et les dictatures ont pu coexister avec des périodes de croissance économique rapide en Asie et dans d'autres parties du monde, cela ne semble pas être le cas pour l'Afrique. La mauvaise gouvernance a eu des conséquences désastreuses pour l'Afrique subsaharienne.

Pour illustrer ce point à partir des études de cas dans le présent document, nous pouvons immédiatement renvoyer les lecteurs aux dommages causés à l'économie nationale, par exemple, par les régimes militaires successifs au Nigeria, de Mengistu Haile Mariam en Éthiopie et de Mobutu Sese Seko en RDC. La mauvaise gouvernance et la dictature caractérisent ces régimes et aucun d'entre eux n'a pas facilité une croissance nationale significative. Ainsi, l'expérience de développement de l'Afrique nous aide à comprendre ce que les décideurs devraient éviter pour empêcher l'effondrement de la croissance, tout comme nous savons ce qu'ils devraient faire pour atteindre une croissance soutenue. En outre, même si l'accélération de la croissance ne peut pas nécessairement aboutir aux améliorations massives dans le développement humain national et continental, le ralentissement lié à la mauvaise gouvernance a généralement amplifié les effets négatifs sur le bien-être social, l'éducation et les indices de développement humain de façon générale. Cela suggère que la promotion de la croissance est aussi importante que la prévention de l'effondrement de la croissance si l'Afrique subsaharienne veut réaliser son programme de croissance économique.

De ce qui émerge dans cette étude, il est essentiel de renforcer les capacités des gouvernements à formuler et mettre en œuvre efficacement des politiques et programmes inclusifs qui respectent les droits des citoyens. Parallèlement, il est important de renforcer les capacités pour soutenir les moteurs de la croissance et du développement —pour un programme de transformation centrée sur la restructuration économique soutenue par l'industrie manufacturière et l'industrialisation pour créer plus d'emplois et assurer une large croissance inclusive. Si les pays sont pris en charge par des interventions de renforcement des capacités, des politiques macro-économiques et les institutions bien ciblées, le programme de transformation de l'Afrique est réalisable.

En résumé, aucune des économies performantes dans le présent document ne s'est développée sans que le gouvernement n'ait joué un rôle actif dans l'orientation de l'économie et en tenant compte des besoins des citoyens. En fait, toutes les économies performantes dépendaient largement de leur capacité à mettre en œuvre des réformes

économiques délibérées menées par le gouvernement afin de stimuler la croissance macro-économique.

BIBLIOGRAPHIE

Acemoglu, D., Johnson, S., and Robinson, J. 2001. An African Success Story: Botswana. In: Rodrik, D. (ed.), *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 80–119.

Adebanwi, W., and Obadare, E. 2010. Introducing Nigeria at Fifty: The Nation in Narration. *Journal of Contemporary African Studies* 28(4), 379–405.

African Center for Economic Transformation (ACET). 2014. *African Transformation Report 2014: Growth with Depth*. Accra, Ghana: Author.

African Development Bank (AfDB). 2011. *African Development Report 2011: Private Sector Development as an Engine of Africa's Economic Development*. Tunis, Tunisia: Author.

African Development Bank. 2012. *African Economic Outlook 2012: Promoting Youth Employment*. Tunis, Tunisia: Author.

African Development Bank. 2014. *Ethiopia Economic Outlook 2014*. Tunis, Tunisia: Author.

African Development Bank. 2015. *African Economic Outlook 2015: Regional Development and Spatial Inclusion*. Abidjan, Ivory Coast: Author.

Africa Power and Politics Program. 2012. *The Political Economy of Development in Africa: A Joint Statement from Five Research Programmes*. London, UK: Overseas Development Institute.

Africa Progress Panel. 2013. *Africa Progress Report 2013: Equity in Extractives—Stewarding Africa's Natural Resources for All*. Geneva, Switzerland: Author.

Agbele, F. 2011. "Political Economy Analysis of Corruption in Ghana." Working paper no. 28. Berlin, Germany: European Research Centre for Anti-Corruption and State-Building.

Alexander, G. 1965. *Economic Backwardness in Historical Perspective*. New York, NY: McGraw-Hill.

Alex-Hamah, J. 1972. *Farewell Africa: Life and Death of Nkrumah*. Lagos, Nigeria: Times Press Ltd.

Amuwo, A. 2009. The Political Economy of Nigeria's Post-Military Elections, 1999–2007. *Review of African Political Economy*, 36(119), 37–61.

Anderson, K. 2004. "Agricultural Trade Reform and Poverty Reduction in Developing Countries." World Bank Policy Research working paper series no. 3396. Washington, DC: World Bank.

Andrews, M. 2013. "How do Governments Become Great? Ten Cases, Two Competing Explanations, One Large Research Agenda." United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER) working paper no. 2013/091. Helsinki, Finland: UNU-WIDER.

- Anyetei, P. 1996. How Can the Impact of Poverty Be Understood in Contemporary Society? <https://phillipanyetei.wordpress.com/tag/relative-poverty/> (accessed July 25, 2015).
- Arbache, J. S., and Page, J. 2007. "More Growth or Fewer Collapses? A New Look at Long Run Growth in Sub-Saharan Africa." Policy Research working paper no. 4384. Washington, DC: World Bank.
- Arbache, J. S., Go, D. S., and Page, J. 2008. "Is Africa's Economy at a Turning Point?" Policy Research working paper no. 4519. Washington, DC: World Bank.
- Arkaide, Van B. 1973. Planning in Tanzania. In: Cliff, L., and Saul, J. (eds.), *Socialism in Tanzania 2*. Dar es Salaam, Tanzania: East African Publishing House.
- Asiedu, E. 2002. On Determinants of Foreign Direct Investments to Developing Countries: Is Africa Different? *World Development* 30(1), 107–119.
- Ayittey, G. 1992. *Africa Betrayed*. New York, NY: St. Martin's Press.
- Ayee, J. R. A. 2013. The Developmental State Experiment in Africa: The Experiences of Ghana and South Africa. *Commonwealth Journal of International Affairs* 102(3), 259–280.
- Azam, J., Fosu, A., and Ngungu, N. S. 2002. *Explaining Slow Growth in Africa*. Tunis, Tunisia: African Development Bank.
- Bangura, Y. 2000. "Public Sector Restructuring: The Institutional and Social Effects of Fiscal, Managerial and Capacity-building Reforms." United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD) Occasional Paper No. 3. Geneva, Switzerland: UNRISD.
- Basu, A., and Srinivasan, K. 2002. "Foreign Direct Investment in Africa: Some Case Studies." International Monetary Fund (IMF) working paper no. WP/02/61. Washington, DC: IMF.
- Bates, R. H. 1981. *Markets and States in Tropical Africa: The Political Basis of Agricultural Policies*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Beck, T., Clarke, G., Groff, A., Keefer, P., and Walsh, P. 2001. New Tools in Comparative Political Economy: The Database of Political Institutions. *World Bank Economic Review*, 15(1), 165–176.
- Berman, B., Eyoh, D., and Kymlicka, W. 2004. Ethnicity and the Politics of Democratic Nation-building in Africa. In: Berman, B., Eyoh, D., and Kymlicka, W. (eds.), *Ethnicity and Democracy in Africa*. Oxford, UK: Ohio University Press, 1–2.
- Bernstein, A., De Kadt, J., Roodt, M., and Schirmer, S. 2014. *South Africa and the Pursuit of Inclusive Growth*. CDE Country Report 2014. Johannesburg, South Africa: Centre for Development and Enterprise.
- Betley, M., Bird, A., and Ghartey, A. 2012. *Evaluation of Public Financial Management Reform in Ghana, 2001–2010—Final Country Case Study Report*. Stockholm, Sweden: Swedish International Development Cooperation Agency.

- Bevan, D., Bigsten, A., Collier, P., and Gunning, J. W. 1987. "East African Lessons on Economic Liberalization." Trade Policy Research Centre, Thames Essay No. 48. Aldershot, UK: Gower.
- Beveridge, F. C. 1991. Taking Control of Foreign Investment: A Case Study of Indigenization in Nigeria. *International and Comparative Law Quarterly* 40(2), 302–333.
- Bhagwati, J. 2010. Banned Aid: Why International Assistance Does Not Alleviate Poverty. *Foreign Affairs* 89(1), 120–125.
- Bhattacharya, R., Patnaik, I., and Shah, A. 2012. Export Versus FDI in Services. *World Economy* 35(1), 61–78.
- Bhorat, H., and Kanbur, R. 2006. *Poverty and Policy in Post-Apartheid South Africa*. Cape Town, South Africa: HSRC Press.
- Bhorat, H., Goga, S., van der Westhuizen, C., Tseng, D., and others. 2013. South Africa: Labour Market and Social Welfare Outcomes in the Context of the Crisis. In: Barbosa, A., and Cacciamali, M. (eds.), *The "Dynamic South," Economic Development and Inclusive Growth: The Challenges Ahead*. São Paulo, Brazil: CEBRAP.
- Bluedorn, J., Dutttagupta, R., Guajardo, J., and Mwase, N. 2014. What Underlies the Recent Growth Comeback in Developing Economies? *Journal of Policy Modeling* 36(4), 717–744.
- Bolbol, A., Fatheldin, A., and Omran, M. 2005. Financial Development, Structure, and Economic Growth: The Case of Egypt, 1974–2002. *Research in International Business and Finance* 19(1), 171–194.
- Bolton, D. 1985. *Nationalization: A Road to Socialism? The Case of Tanzania*. London, UK: Zed Books.
- Booth, D., Cooksey, B., Golooba-Mutebi, F., and Kanyinga, K. 2014. *East African Prospects: An Update on the Political Economy of Kenya, Rwanda, Tanzania and Uganda*. London, UK: Overseas Development Institute.
- Botchie, G. 2000. Rural District Planning in Ghana: A Case Study. *Environmental Planning Issues* 21. London, UK: International Institute for Environment and Development.
- Borensztein, E., De Gregorio, J., and Lee, J. W. 1998. How does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth? *Journal of International Economics* 45(1), 115–135.
- Borne, R. 2015. Nigeria's Centenary: Anything to Celebrate? *The Round Table: The Commonwealth Journal of International Affairs* 104(1), 55–56.
- Boshoff, C., and Mazibuko, N. E. 2003. Employee Perceptions of Share Ownership Schemes: An Empirical Study. *South African Journal of Business Management* 34(2), 31–44.
- Botswana Institute of Development Policy Analysis (BIDPA). 1997. *Study of Poverty and Poverty Alleviation in Botswana*. Gaborone, Botswana: Ministry of Finance and Development Planning.

Bräutigam, D., Rakner, L., and Taylor, S. 2002. Business Associations and Growth Coalitions in Sub-Saharan Africa. *Journal of Modern African Studies* 40(4), 519–547.

British Broadcasting Corporation (BBC). 2015. “African Country Profiles.” <http://www.bbc.com/news/world-africa> (accessed October 6, 2015).

Brixiová, Z., and Ndikumana, L. 2011. “Supporting Africa’s Post-Crisis Growth: The Role of Macroeconomic Policies.” Political Economy Research Institute working paper series no. 254. Amherst, MA: University of Massachusetts.

Bueno de Mesquita, B., and Smith, A. 2003. *Leader Survival, Revolutions and the Nature of Government Finance*. New York, NY: New York University Wilf Family Department of Politics.

Buluswar, S., Friedman, Z., Mehta, P., Mitra, S., and Sathre, R. 2014. *50 Breakthroughs: Critical Scientific and Technological Advances Needed for Sustainable Global Development*. Berkeley, CA: Institute for Globally Transformative Technologies.

Burger, P. 2014. “How Suitable is a ‘Developmental State’ to Tackle Unemployment, Inequality and Poverty in South Africa?” www.econ3x3.org (accessed: June 28, 2015).

Butkiewicz, J. L., and Yanikkaya, H. 2006. Institutional Quality and Economic Growth: Maintenance of the Rule of Law or Democratic Institutions, or Both? *Economic Modelling* 23(4), 648–661.

Calderon, C., and R. Fuentes. 2012. Removing the Constraint for Growth: Some Guidelines. *Journal of Policy Modelling* 34(6), 948–970.

Chang, H. 2007. *State-Owned Enterprise Reform: Reader in the Political Economy of Development*. Faculty of Economics. Cambridge, UK: University of Cambridge.

Charle, P., Dhliwayo, R., and Loening, J. 2014. “Tanzania 2014.” http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/CN_Long_EN/Tanzanie_EN.pdf (accessed July 22, 2015).

Christiaensen, L., Demery, L., and Kühn, J. 2011. The (Evolving) Role of Agriculture in Poverty Reduction: An Empirical Perspective. *Journal of Development Economics* 96(2), 239–254.

Chuhan-Pole, P., Calderon, C., Dennis, A., Kambou, G., Angwafo, M., Buitano, M., Korman, A., and Sanoh, A. 2014. An Analysis of Issues Shaping Africa’s Economic Future. *Africa’s Pulse* 9. Washington, DC: World Bank.

Cimoli, M., Dosi, G., and Stiglitz, J. 2009. *Industrial Policy and Development: Political Economy of Capabilities, Accumulation*. New York, NY: Oxford University Press.

Collier, P., and O’Connell, S. 2008. Opportunities and Choices. In: Ndulu, B., O’Connell, S., Bates, R., Collier, P., and Soludo, C. (eds.), *The Political Economy of Economic Growth in Africa 1960–2000*. Cambridge, UK: Cambridge University Press, 76–136.

- Commonwealth Foundation. 2013. *A Civil Society Review of Progress towards the Millennium Development Goals in Commonwealth Countries: Ghana National Report*. London, UK: Commonwealth Foundation.
- Conyers, D. 1984. Decentralization and Development: A Review of the Literature. *Public Administration and Development* 4(2), 187–197.
- Conyers, D. 1986. Future Directions in Development Studies: The Case of Decentralization. *World Development* 14(5), 593–603.
- Cook, P., and Kirkpatrick, C. 1988. *Privatization in Less Developed Countries*. New York, NY: St. Martin's Press.
- Cooksey, B. 2011. Public Goods, Rents and Business in Tanzania. Background paper no. 01, Africa Power and Politics Programme. London, UK: Overseas Development Institute.
- Cooksey, B. 2013. "What difference has CAADP Made to Tanzanian Agriculture?" Working paper no. 74. Brighton, UK: Future Agricultures Consortium.
- Cornia, G. A., and Uvalic, M. 2012. "Learning from the Past: Which of the Past/Current Development Strategies are Best Suited to Deal with the 'Quadruple Crisis'?" DESA working paper no. 116 ST/ESA/2012/DWP/116. New York, NY: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- COSATU. 1996. "Social Equity and Job Creation." <http://www.cosatu.org.za> (accessed May 22, 2015).
- Dadzie, R. B. 2013. Economic Development and the Developmental State: Assessing the Development Experiences of Ghana and Malaysia since Independence. *Journal of Developing Societies* 29(2), 123–154.
- Danju, I., Maasoglu, Y., and Maasoglu, N. 2014. The East Asian Model of Economic Development and Developing Countries. *Procedia-Social and Behavioural Sciences* 109(1), 1168–1173.
- Dassah, M. O. 2011. Developmental State as a Model for Africa's Development: Its Emergence Imminent? *Journal of Public Administration* 46(1), 588–607.
- Deen, E. S. 2011. The Developmental State: An Illusion in Contemporary Times. *African Journal of Political Science and International Relations* 5(9), 424–436.
- Demeke, M., Guta, F., and Ferede, T. 2003. Growth, Employment, Poverty and Policies in Ethiopia: An Empirical Investigation. ILO working paper no. 12. Geneva, Switzerland: International Labour Organization.
- Department for International Development (DFID). 2010. Working Effectively in Conflict-affected and Fragile Situations. London, UK: DFID.
- Dercon, S. 2000. *Growth and Poverty in Ethiopia in the 1990s: An Economic Perspective*. Centre for the Study of African Economies. Oxford, UK: Oxford University.

- Devarajan, S., and Kasekende, L. 2009. "Africa and the Global Economic Crisis: Impacts, Policy Responses and Political Economy." Paper presented at the AERC Conference on Rethinking African Economic Policy in Light of the Global Economic and Financial Crisis, November 2010, Nairobi, Kenya.
- Diamandis, P., and Kotler, S. 2012. *Abundance: The Future Is Better Than You Think*. New York, NY: Free Press.
- Diao, X., Hazell, P., and Thurlow, J. 2010. The Role of Agriculture in African Development. *World Development* 38(10), 1375–1383.
- Diao, X., and Pratt, A. N. 2007. Growth Options and Poverty Reduction in Ethiopia—An Economy-Wide Model Analysis. *Food Policy* 32(7), 205–228.
- Diao, X., Thurlow, J., Benin, S., and Fan, S. 2012. *Strategies and Priorities for African Agriculture: Economy-wide Perspectives from Country Studies*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- Dobronogov, A., and Iqbal, F. 2005. "Economic Growth in Egypt: Constraints and Determinants." Middle East and North Africa working paper series no. 42. Washington, DC: World Bank.
- Domac, I., and Shabsigh, G. 1999. "Real Exchange Rate Behaviour and Economic Growth: Evidence from Egypt, Jordan, Morocco, and Tunisia." IMF working paper no. 99/40. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Donaldson, A. 2014. "Redistribution is Part of the Toolkit to Promote Growth." www.econ3x3.org (accessed May 26, 2015).
- Dool, A. 1998. *Failed States—When Governance Goes Wrong!* London, UK: Horn Heritage.
- Dori, D. F. 2014. "Ethiopia's 'African Tiger' Leaps towards Middle Income." <http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2014/oct/22/ethiopia-african-tiger-middle-income> (accessed July 22, 2015).
- Dupasquier, C., and Osakwe, P. 2006. Foreign Direct Investment in Africa: Performance, Challenges, and Responsibilities. *Journal of Asian Economics* 17(2), 241–260.
- Dzhumashev, R. 2014. Corruption and Growth: The Role of Governance, Public Spending, and Economic Development. *Economic Modelling* 2014 37(C), 202–215.
- Easerly, W. 2006. Growth in Ethiopia: Retrospect and Prospect. New York, NY: New York University, Department of Economics.
- Easterly, W., and Levine, R. 1997. Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions. *The Quarterly Journal of Economics* 112(4), 1203–1250.
- Edge, W. 1998. Botswana: A Developmental State. In: Edge, W., and Lekorwe, M. (eds.), *Botswana: Politics and Society*. Pretoria, South Africa: Van Schaik.

- Edigheji, O. 2005. A Democratic Developmental State in Africa? A Concept Paper. Research Report 105. Johannesburg, South Africa: Centre for Policy Studies.
- Edigheji, O. 2010. *Constructing a Democratic Developmental State in South Africa. Potential and Challenges*. Pretoria, South Africa: HSRC Press.
- El-Laithy, H., Lokshin, M., and others. 2003. "Poverty and Economic Growth in Egypt: 1995–2000." Policy Research working paper no. 3068. Washington, DC: World Bank.
- Englebert, P., and Tull, D. 2008. Post-conflict Reconstruction in Africa: Flawed Ideas about Failed States. *International Security* 32(4), 106–139.
- Engdahl, C., and Hauki, H. 2001. *Black Economic Empowerment: An Introduction for Non-South African Businesses*. Gothenburg, Sweden: Master's Degree Thesis, Department of Law, Gothenburg University.
- Enweremadu, D. U. 2013. Nigeria as an Emerging Economy? Making Sense of Expectations. *South African Journal of International Affairs* 20(1), 57–77.
- Evans, P. 1998. Transferable lessons? Re-examining the Institutional Prerequisites of East Asian Economic Policies. *The Journal of Development Studies* 34(6), 66–86.
- Evans, P. 2012. What Will the 21st Century Developmental State Look Like? Implications of Contemporary Development Theory for the State's Role. In: Chiu, S. W., and Wong, S. L. (eds.), *Repositioning the Hong Kong Government: Social Foundations and Political Challenges*. Hong Kong, China: Hong Kong University Press.
- Fagerberg, J., and Srholec, M. 2007. National Innovation Systems, Capabilities and Economic Development. TIK working paper on innovation studies no. 20071024. Centre for Technology, Innovation and Culture. Oslo, Norway: University of Oslo.
- Farole, T., and Winkler, D. 2014. Making Foreign Direct Investment Work for Sub-Saharan Africa: Local Spillovers and Competitiveness in Global Value Chains. Washington, DC: World Bank.
- Finn, A., Leibbrandt, M., and Ranchhod, V. 2013. Post-Apartheid Poverty and Inequality Trends. In: Kanbur, R. (ed.), *The Oxford Companion to the Economics of South Africa*. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Finn, A., Leibbrandt, M., and Oosthuizen, M. 2014. "Poverty, Inequality, and Prices in Post-Apartheid South Africa." Working paper no. 2014/127. Helsinki, Finland: United Nations University World Institute for Development Economics Research.
- Food and Agriculture Organization (FAO). 2011a. *The State of Food Insecurity in the World. How Does International Price Volatility Affect Domestic Economies and Food Security?* Rome, Italy: FAO.
- Food and Agriculture Organization (FAO). 2011b. *The State of Food Insecurity in the World: Strengthening the Enabling Environment for Food Security and Nutrition*. Rome, Italy: FAO.

- Fosu, A. 2012. Development Success: “Historical Accounts from More Advanced Countries.” Working paper no. 2012/71. Helsinki, Finland: United Nations University World Institute for Development Economics Research.
- Fosu, A., Bates, R., and Hoeffler, A. 2006. Institutions, Governance and Economic Development in Africa: An Overview. *Journal of African Economies*, 15(AERC Supplement 1), 1–9.
- Fosu, K., and Gyapong, A. 2010. “Terms of Trade and Growth of Resource Economies: A Tale of Two Countries.” Paper presented at the IMF Institute High Level Seminar on “Natural Resources, Finance, and Development: Confronting Old and New Challenges,” November 4–5 in Algiers, Algeria.
- Fourie, F. 2014. “How Inclusive is Economic Growth in South Africa?” www.econ3x3.org (accessed May 28, 2015).
- François, M., and Sud, I. 2006. Promoting Stability and Development in Fragile and Failed States. *Development Policy Review* 24(2), 141–160.
- Frank, C. R., Kim, K. S., and Westphal, L. E. 1975. Economic Growth in South Korea since World War II. In *Foreign Trade Regimes and Economic Development*. Seoul, South Korea: South Korea National Bureau of Economic Research.
- Friedrich-Ebert-Stiftung Foundation. 2014. *Inequality and Financialization: A Dangerous Mix*. Berlin, Germany: Friedrich-Ebert-Stiftung Foundation.
- Frimpong, J. M., and Oteng-Abayie, E. F. 2006. “Bivariate Causality Analysis between FDI Inflows and Economic Growth in Ghana.” MPRA paper no. 351 <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/351/> (accessed July 9, 2015).
- Fritz, V., and Menocal, A. R. 2007. Developmental States in the New Millennium: Concepts and Challenges for a New Aid Agenda. *Development Policy Review* 25(5), 531–552.
- Gary, I. 2009. *Ghana’s Big Test: Oil’s Challenge to Democratic Development*. Washington, DC: OXFAM America
- Geda, A. 2003. *The Macroeconomic Environment and Ethiopian Agriculture*. Research Report, University of Addis Ababa, Department of Economics
- Geda, A. 2005. *Explaining African Growth Performance: The Case of Ethiopia*. Research Report, University of Addis Ababa.
- Ghura, D. 1995. “Growth in Sub-Saharan Africa.” IMF working paper no. 95/136. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Gollin, D. 2010. Agricultural Productivity and Economic Growth. In: Pingali, P., and Evenson, R. (eds.), *Handbook of Agricultural Economics 4*. Amsterdam, Netherlands: Elsevier.
- Good Governance Africa (GGA). 2012. Africa's Natural Resources: If we are so Rich why are we so Poor? *Africa in Fact 3, August*. Rosebank, South Africa: Author.

- Good Governance Africa. 2014. Can Africa Make it? *Africa in Fact 20, March*. Rosebank, South Africa: Author.
- Gordon, D. F. 1996. Sustaining Economic Reform Liberalization in Africa: Issues and Implications. *World Development* 24(9), 1527–1537.
- Government of Ghana. 2003. *Ghana Poverty Reduction Strategy Paper (2003–2005)*. Accra, Ghana: National Development Planning Commission.
- Government of India. 2008. *Eleventh Five-Year Plan (2007–2012)*. New Delhi, India: Government of India Planning Commission.
- Grier, K., and Tullock, G. 1989. An Empirical Analysis of Cross-National Economic Growth, 1951–1980. *Journal of Monetary Economics* 24(2), 259–276.
- GTZ. 2008. *Economic Development in Conflict-Affected Countries: Practitioners’ Note*. Bonn, Germany: The Foreign Investment Advisory Service and the Federal Ministry for Economic Cooperation and Development.
- Guldani, C. 2012. The Decline of Income Inequality in Sub-Saharan Africa: An Exploration of the Possible Causes. Master’s Degree Dissertation in Development Economics, University of Florence.
- Gumede, W. 2014. “Ethiopia’s Rapid Growth: Miracle or Mirage?” <http://www.iol.co.za/sundayindependent/ethiopia-s-rapid-growth-miracle-or-mirage-1.1795298#.VU4d5fmeDGc> (accessed July 21, 2015).
- Hailu, D., and Weeks, J. 2011. Macroeconomic Policy for Growth and Poverty Reduction: An Application to Post-Conflict and Resource-Rich Countries. DESA working paper no. 108. New York, NY: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- Haken, N., Messner, J., Hendry, K., Taft, P., Lawrence, K., Brisard, L., and Umaña, F. 2014. *The Fragile States Index in 2014*. Washington, DC: The Fund for Peace.
- Handoussa, H. 2002. Balance Sheet of Reform in Two Decades. In: El-Mikawy, N., and Handoussa, H. (eds.), *Institutional Reform and Economic Development in Egypt*. Cairo, Egypt: The American University of Cairo Press, 89–105.
- Herman, B. 2013. “Half a Century of Proposals for ‘Innovative’ Development Financing.” DESA working paper no. 125 ST/ESA/2013/DWP/125. New York, NY: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- Hilary, J. 2010. Africa: Dead Aid and the return of neoliberalism. *Race & Class* 52(2), 79–84.
- Hobday, M. 1995. Innovation in East Asia: Diversity and Development. *Technovation* 15(2), 55–63.
- Hoffman, B. 2013. *Political Economy of Tanzania*. Washington, DC: Center for Democracy and Civil Society, Georgetown University.
- Holm, J. 1988. Botswana: A Paternalistic Democracy. In: Diamond, L., Linz, J., and Lipset, S. M. (eds.), *Democracy in Developing Countries: Africa*, 2. Boulder, CO: Lynne Rienner.

- Ianchovichina E., and Lundstrom, S. 2009. Inclusive Growth Analytics: Framework and Application. Policy Research working paper no. 4851. Washington, DC: World Bank.
- Ibhawoh, B., and Dibua, J. I. 2003. Deconstructing Ujamaa: The Legacy of Julius Nyerere in the Quest for Social and Economic Development in Africa. *African Journal of Political Science* 8(1), 59–83.
- Ihonvbere, J. O. 1996. “Are Things Falling Apart? The Military and the Crisis of Democratisation in Nigeria.” *Journal of Modern African Studies* 34(2), 214.
- Ikpe, E. 2014. The Development Planning Era and Developmental Statehood: The Pursuit of Structural Transformation in Nigeria. *Review of African Political Economy* 41(142), 545–560.
- International Development Association and IMF. 2009. GHANA: Joint IMF and World Bank Debt Sustainability Analysis. Washington, DC: Author.
- International Monetary Fund. 2004a. Nigeria: Selected Issues and Statistical Appendix. IMF Country Report No. 04/242. Washington, DC: Author.
- International Monetary Fund. 2004b. Tanzania: Selected Issues and Statistical Appendix. IMF Country Report No. 04/284. Washington, DC: Author.
- International Water Management Institute (IMWI). 2007. *A Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture*. Colombo, Sri Lanka: Author.
- Jackson, S. 2002. Making a Killing: Criminality and Coping in Kivu War Economy. *Review of African Political Economy* 29(93-94), 517–536.
- John, A. 2012. Why Does Foreign Direct Investment Go Where It Goes? New Evidence from African Countries. *Annals of Economics and Finance* 13(2), 425–462.
- Johnson, C. 1982. *MITI and the Japanese Miracle: The Growth of Industrial Policy; 1925–1975*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Juma, C. 2011. *The New Harvest: Agricultural Innovation in Africa*. New York, NY: Oxford University Press.
- Kaplan, S. 2008. *Fixing Fragile States: A New Paradigm for Development*. Westport, CT: Praeger.
- Kariuki, P., Abraha, F., and Obuseng, S. 2014. “Africa Economic Outlook: Botswana.” www.africaeconomicoutlook.org (accessed June 10, 2015).
- Kelsall, T. 2013. *Business, Politics, and the State in Africa: Challenging the Orthodoxies on Growth and Transformation*. London, UK: Zed Books.
- Kennedy, P. 1988. *African Capitalism—The Struggle for Ascendancy*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Keyter, C. 2007. “Factors, Triggers and Measures of Public Sector Reform within Transitional Countries.” Paper presented at the Association of Southern African Schools and

Departments of Public Administration Annual Conference and Annual General Meeting, May 29–June 1 2007, Polytechnic of Namibia.

Khamfula, Y. 2004. *Macroeconomic Policies, Shocks and Economic Growth in South Africa*. New Delhi, India: Global Development Network.

Khattab, M. 1999. "Constraints to Privatization: The Egyptian Experience." Egyptian Center for Economic Studies (ECES) working paper no. 38. Cairo, Egypt: ECES.

Killick, T. 1983. Development Planning in Africa: Experiences, Weaknesses and Prescriptions. *Development Policy Review* 1(1), 47–76.

Killick, T. 1995. *IMF Programmes in Developing Countries—Design and Impact*. London, UK: Routledge.

King, R. G., and Rebelo, S. 1990. "Public Policy and Economic Growth: Developing Neoclassical Implications." National Bureau of Economic Research working paper no. 3338. Cambridge, UK: National Bureau of Economic Research.

Kinoshita, Y., and Nauro, F. 2003. "Why Does FDI Go Where It Goes? New Evidence from the Transition Economies." IMF working paper no. WP/03/228. Washington, DC: IMF.

Lansang, M., and Dennis, R. 2004. Building Capacity in Health Research in the Developing World. *Bulletin of the World Health Organization* 82(10).

Lawrence, K. 2014. The World's Ten Most Fragile States. In: Haken, N., Messner, J., Hendry, K., Taft, P., Lawrence, K., Brisard, L., and Umaña, F. (eds.), *The Fragile States Index in 2014*. Washington, DC: Fund for Peace.

Le Billon, P. 2001. The Political Ecology of War: Natural Resources and Armed Conflicts. *Political Geography* 20(5), 561–584.

Lee, K. 2005. Making a Technological Catch-up: Barriers and Opportunities. *Asian Journal of Technology Innovation* 13(2), 97–131.

Lee, K., Juma, C., and Mathews, J. 2014. "Innovation Capabilities for Sustainable Development in Africa." WIDER working paper no. 2014/062. Helsinki, Finland: UNU-WIDER.

Leftwich, A. 1995. *Democracy and Development: Theory and Practice*. Cambridge, UK: Polity Press.

Leibbrandt, M., Woolard, I., Finn, A., and Argent, J. 2010. "Trends in South African Income Distribution and Poverty since the Fall of Apartheid." Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) Social, Employment and Migration working paper no. 101. Paris, France: OECD.

Leke, A., Lund, S., Roxburgh, C., Van Wamelen, A. 2010. "What's Driving Africa's Growth?" <http://www.mckinsey.com/mgi> (accessed July 15, 2015).

- Letto-Gillies, G. 2012. *Transnational Corporations and International Production: Concepts, Theories and Effects*. Cheltenham, UK: Edward Elgar.
- Lichtenstein, B. B., Uhl-Bien, M., Marion, R., Seers, A., Orton, D. J., and Schreiber, C. 2006. Complexity Leadership Theory: An Interactive Perspective on Leading in Complex Adaptive Systems. *ECO* 8(4), 2–12.
- Lofchie, M. F. 2014. *The Political Economy of Tanzania: Decline and Recovery*. Philadelphia, PA: University of Pennsylvania Press.
- Loxley, J. 1990. Structural Adjustment in Africa: Reflections on Ghana and Zambia. *Review of African Political Economy* 17(47), 8–27.
- Lundvall, B. 2005. “National Innovation Systems—Analytical Concept and Development Tool.” Paper presented at the DRUID Tenth Anniversary Summer Conference 2005 on: Dynamics of Industry and Innovation: Organizations, Networks and Systems, June 27–29, Copenhagen, Denmark.
- Masaki, T., and Van de Walle, N. 2014. “The Impact of Democracy on Economic Growth in Sub-Saharan Africa, 1982–2012.” UNU-WIDER working paper no. 2014/057. Helsinki, Finland: UNU-WIDER.
- Maundeni, Z. 2001. State Culture and the Botswana Developmental State. Paper presented to the Department of Political and Administrative Studies, University of Botswana, January 25, Gaborone, Botswana.
- Max, S. 2009. *Oil, Politics and Violence: Nigeria’s Military Coup Culture (1966–1976)*. New York, NY: Algora Publishing.
- Mbabazi, P., and Taylor, I. 2005. *The Potentiality of ‘Developmental States’ in Africa: Botswana and Uganda Compared*. Dakar, Senegal: CODESRIA.
- Mbadlanyana, T., Sibalukhulu, N., and Cilliers, J. 2011. Shaping African Futures: Think Tanks and the Need for Endogenous Knowledge Production in Sub-Saharan Africa. *FORESIGHT* 13(3), 64–84.
- McGann, J. G., and Weaver, K. 2002. *Think Tanks and Civil Societies: Catalysts for Ideas and Action*. New Brunswick, NJ: Transaction Publishers.
- Metcalfe, J. 2005. Science, Technology and Innovation Policy. In: Wignaraja, G. (ed.), *Competitiveness Strategy in Developing Countries*. New York: Routledge, 95–130.
- Meyns, P., and Musamba, C. 2010. *The Developmental State in Africa: Problems and Prospects. Institute for Development and Peace (INEF) Report 101/2010*. INEF, University of Duisburg-Essen.
- Milanovic, B. 2009. “Global Inequality and the Global Inequality Extraction Ratio: The Story of the Past Two Centuries.” Policy Research working paper no. 5044. Washington, DC: World Bank.

- Mkandawire, T. 2001. Thinking about Developmental States in Africa. *Cambridge Journal of Economics* 25(3), 289–313.
- Mkandawire, T. 2011. Running While Others Walk: Knowledge and the Challenge of Africa's Development. *Africa Development* 36(2), 1–36.
- Moller, L. C., and Wacker, K. M. 2015. "Ethiopia's Growth Acceleration and How to Sustain It: Insights from a Cross-Country Regression Model." Policy Research working paper no. 7292. Washington, DC: World Bank.
- Morisset, J. 2001. "Foreign Direct Investment in Africa: Policies also Matter." Paper presented at the OECD Global Forum on International Investment—New Horizons and Policy Challenges for FDI in the 21st Century, November 26–27, Mexico City, Mexico.
- Moss, T. 2009. "How the Economic Crisis Is Hurting Africa—And What to Do About It." Center for Global Development Essay. Washington, DC: Center for Global Development.
- Moyo, D. 2009. *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a better Way for Africa*. London, UK: Macmillan
- Mutahaba, G. R., and Kweyamba, A. B. 2010. "Searching for an Optimal Approach to National Development Planning in Africa: Assessing the Contribution of Public Administration Systems." Paper presented at the African Association for Public Administration and Management, 32nd AAPAM Annual Roundtable Conference, November 15–19, Durban, South Africa.
- Naidoo, K. 2013. "Reducing Inequality to Promote Growth: A Proposed Policy Package." www.econ3x3.org (accessed May 28, 2015).
- Narayan, P. K., Narayan, S., Smyth, R. 2011. Does Democracy Facilitate Economic Growth or Does Economic Growth Facilitate Democracy? An Empirical Study of Sub-Saharan Africa. *Economic Modelling* 28(3), 900–910.
- National Bureau of Statistics (NBS). 2012. Nigerian Economy in the First Half of 2012 & Revised Economic Outlook for 2012–2015. Abuja, Nigeria: Author.
- Nattrass, N. 1994. Politics and Economics in ANC Economic Policy. *African Affairs* 93(372), 343–359.
- Nattrass, N., and Seekings, J. 2001. Democracy and Distribution in Highly Unequal Economies: The Case of South Africa. *Journal of Modern African Studies* 39(3), 471–498.
- Ncube, M., Shimeles, A., and Verdier-Chouchane, A. 2012. "South Africa's Quest for Inclusive Development." AfDB working paper no. 150. Tunis, Tunisia: AfDB.
- Ndulu, B., and O'Connell, S. 2008. *The Political Economy of Economic Growth in Africa 1960–2000*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Nellis, J. 2006. "Back to the Future for African Infrastructure? Why State-ownership Is No More Promising the Second Time Around." Working paper no. 84. Washington, DC: Center for Global Development.

- Nellis, J., and Kikeri, S. 1989. Public enterprise reform: Privatization and the World Bank. *World Development* 17(5), 659–672.
- NKC African Economics. 2014. *African Economic Outlook 2014: Global Value Chains and Africa's Industrialisation*. Oxford, UK: Oxford Economics.
- Nord, R., Sobolev, Y., Dunn, D., Hajdenberg, A., Hobdari, N., Maziad, S., and Roudet, S. 2009. *Tanzania: The Story of an African Transition*. Washington, DC: IMF.
- North, D. 1990. *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. New York, NY: Cambridge University.
- Nsehe, M. 2014. "The African Billionaires 2014." <http://forbes.com/sites/mfonobongnsehe/2014/03/04/the-africanbillionaires-2014> (accessed April 20, 2015).
- Nurse-Bray, P. F. 1980. Tanzania: The Development Debate. *African Affairs* 79(314), 55–78.
- Nwajiaku-Dahou, K. 2012. The Political Economy of Oil and 'Rebellion' in Nigeria's Niger Delta. *Review of African Political Economy* 39(132), 295–313.
- Nyoni, T. S. 1997. Foreign Aid and Economic Performance in Tanzania. African Economic Research Consortium research paper no. 61. Nairobi, Kenya: African Economic Research Consortium.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. 1999. *Employment Protection and Labour Market Performance*. Paris, France: Author.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. 2007. *African Economic Outlook: Botswana*. Paris, France: Author.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. 2008. *African Economic Outlook: South Africa*. Paris, France: Author.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. 2013. *OECD Economic Surveys: South Africa 2013*. Paris, France: Author.
- Ohemeng, F. 2010. The Dangers of Internationalization and "One-size-fits-all" in Public Sector Management: Lessons from Performance Management Policies in Ontario and Ghana. *International Journal of Public Sector Management* 23(5), 456–478.
- Oketch, M. O. 2006. Determinants of Human Capital Formation and Economic Growth of African Countries. *Economics of Education Review* 25(5), 554–564.
- Okudzeto, E., Mariki, W. A., Paepe, G. D., and Sedegah, K. 2014. Ghana 2014. Tunis, Tunisia: AfDB.
- Olukoshi, A. 2002. "Governing the African Political Space for Sustainable Development: A Reflection on NEPAD." Paper presented at the African Forum for Envisioning Africa, April 26–29, Nairobi, Kenya.

- Onwumechili, C. 1998. *African Democratization and Military Coups*. Westport, CT: Praeger.
- Osabuohien, E., Efobi, U., and Salami, A. 2012. "Planning to Fail or Failing to Plan: Institutional Response to Nigeria's Development Question." AfDB working paper no. 162. Tunis, Tunisia: AfDB.
- Osei-Hwedie, B., and Sebudubudu, D. 2004. *Strengthening Parliamentary Democracy in SADC Countries: Botswana Country Report*. Cape Town, South Africa: South African Institute of International Affairs.
- Ostry, J., Berg, A., and Tsangardies, C. 2014. "Redistribution, Inequality and Growth." IMF staff discussion note. Washington, DC: IMF.
- OXFAM. 2013. *The Cost of Inequality: How Wealth and Income Extremes Hurt Us All*. OXFAM Media Briefing, January 18.
- Paldam, M. 2003. Economic Freedom and the Success Story of the Asian Tigers: An Essay on Controversy. *European Journal of Political Economy* 19(3), 453–477.
- Pigato, M. 2001. "The Foreign Direct Investment Environment in Africa." World Bank Africa region working paper series no. 15. Washington, DC: World Bank.
- Piketty, T. 2014. *Capital in the Twenty-First Century*. Cambridge, UK: Harvard University Press.
- Platteau, J. P. 2000. *Institutions, Social Norms, and Economic Development*. London, UK: Routledge.
- Platteau, J. P. 2009. Institutional Obstacles to African Economic Development: State, Ethnicity, and Custom. *Journal of Economic Behavior and Organization* 71(1), 669–689.
- Radelet, S. 2010. "Emerging Africa: How 17 Countries are Leading the Way." Center for Global Development brief. Washington, DC: Center for Global Development.
- Radice, H. 2008. The Developmental State under Global Neoliberalism. *Third World Quarterly* 29(6), 1153–1174.
- Rammanadham, V. V. 1989. *Privatization in Developing Countries*. London, UK: Routledge.
- Ranieri, R., and Ramos, R. A. 2013. "Inclusive Growth: Building up a Concept." International Policy Centre for Inclusive Growth working paper no. 104. Brasilia, Brazil: International Policy Centre for Inclusive Growth.
- Rapley, J. 2007. *Understanding Development: Theory and Practice in the Third World*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.
- Ravallion, M. 2001. "Growth, Inequality, and Poverty: Looking Beyond Averages." Policy Research working paper no. 2558. Washington, DC: World Bank.
- Republic of South Africa (RSA). 1996a. Growth, Employment and Redistribution Programme. Pretoria, South Africa: Author.

- Republic of South Africa. 1996b. Constitution of the Republic of South Africa, Act 108 of 1996. Pretoria, South Africa: Author.
- Republic of South Africa. 2012. National Development Plan Vision 2030. Pretoria, South Africa: Author.
- Republic of South Africa National Treasury. 2011. Securing Inclusive Growth. Pretoria, South Africa: Author.
- Rice, S., and Patrick, S. 2008. Index of State Weakness in the Developing World. Washington, DC: The Brookings Institution.
- Robinson, D. O., Gaertner, M., and Papageorgiou, C. 2011. Tanzania: Growth Acceleration and Increased Public Spending with Macroeconomic Stability. In: Chuhan-pole, P., and Angwafo, M. (eds.), *Yes Africa Can: Success Stories from a Dynamic Continent*. Washington, DC: World Bank, 21–50.
- Rodrik, D. 1997. “Controversies, Institutions, and Economic Performance in East Asia.” National Bureau of Economic Research working paper no. w5914. Cambridge, UK: National Bureau of Economic Research.
- Rodrik, D. 2003. *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Rondinelli, D. A. 1983. Implementing Decentralization Programmes in Asia: A Comparative Analysis. *Public Administration and Development* 3(3), 180–207.
- Rondinelli, D. A. 1989. Analyzing Decentralization Policies in Developing Countries: A Political-Economy Framework. *Development and Change* 20(1), 57–87.
- Routley, L. 2014. Developmental States in Africa? A Review of Ongoing Debates and Buzzwords. *Development Policy Review* 32(2), 159–177.
- Sahs, J., and others. 2005. *Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals*. London, UK: Earthscan.
- Sao, S., and Ogiogio, G. 2002. “Africa: Major Development Challenges and their Capacity Building Dimensions.” Africa Capacity Building Foundation occasional paper no. 1. Harare, Zimbabwe: Africa Capacity Building Foundation.
- Sanusi, S. L. 2010. “Growth Prospects for the Nigerian Economy.” Central Bank of Nigeria research paper.
- Satorius, K., and Botha, G. 2008. Black Economic Empowerment Ownership Initiatives: A Johannesburg Stock Exchange Perspective. *Development Southern Africa* 25(4), 437–453.
- Sebudubudu, D. 2005. The Institutional Framework of the Developmental State in Botswana. In: Mbabazi, P., and Taylor, I. (eds.), *The Potentiality of ‘Developmental States’ in Africa: Botswana and Uganda Compared*. Dakar, Senegal: CODESRIA.

- Shatz, S. P. 1994. Structural Adjustment in Africa: A Failing Grade So Far. *The Journal of Modern African Studies* 32(4), 679–692.
- Shroeder, E. 2005. “A Window of Opportunity in the Democratic Republic of the Congo: Incorporating a Gender Perspective in the Disarmament, Demobilization and Reintegration Process.” Unpublished paper. <http://www.brad.ac.uk/ssis/peace-conflict-and-development/issue-5/AWindowofOpportunity.pdf> (accessed July 16, 2015).
- Shultz, T. 1981. *Investing in People: The Economics of Population Quality*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Sekings, J. 2014. “South Africa: Democracy, Poverty and Inclusive Growth Since 1994.” Working paper. Johannesburg, South Africa: Centre for Development and Enterprise.
- Sivji, I. 1974. *The Silent Class Struggle*. Dar es Salaam, Tanzania: Tanzania Publishing House.
- Sindzingre, A. 2004. Bringing the Developmental State Back In: Contrasting Development Trajectories in Sub-Saharan Africa and East Asia, mimeo, Society for the Advancement of Socio-Economics (SASE) 16th Annual Meeting, George Washington University. Washington, DC.
- Stiglitz, J. E. 1998. “Towards a New Paradigm for Development: Strategies, Policies, and Processes.” Presentation made as the 1998 Prebisch Lecture at the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), Geneva, Switzerland, October 1998.
- Stiglitz, J. E. 2012. *The Price of Inequality: How Today’s Divided Society Endangers Our Future*. New York, NY: Penguin.
- Stuart, E. 2011. *Making Growth Inclusive*. Oxford, UK: Oxfam International.
- Subramanian, A. 1997. “The Egyptian Stabilization Experience: An Analytical Retrospective.” Egyptian Centre for Economic Studies (ECES) working paper no. 18. Cairo, Egypt: ECES.
- Tamiru, H., Quinlan, D., Gizaw, S., and Jones, C. 2014. *Ethiopia’s Growth Miracle*. Johannesburg, South Africa: Deloitte.
- Tandoh-Offin, P. 2013. Development Planning in Ghana Since 1992: Implications for the Decentralization Process. *International Relations and Diplomacy* 1(2), 93–107.
- Tanzania Ministry of Finance and Economic Affairs. 2009. Brief 1: The Status of Economic Growth and Poverty Reduction in Tanzania. Dar es Salam, Tanzania: Author.
- Tarimo, B. 1995. *Structural Adjustment Program and the External Debt in Tanzania*. Fort Collins, CO: Colorado State University.
- Taylor, I. 2002. “Botswana’s ‘Developmental State’ and the Politics of Legitimacy.” Paper presented at the International Conference: “Towards a New Political Economy of Development: Globalisation and Governance,” July 4–6, 2002, University of Sheffield, UK.

- The Next Generation Nigeria Task Force 2010. *Nigeria: the Next Generation Report*. PGDA Working Paper No. 62.
- Thorbecke, E. 2014. "The Structural Anatomy and Institutional Architecture of Inclusive Growth in Sub-Saharan Africa." WIDER working paper no. 2014/041. Helsinki, Finland: UNU-WIDER.
- Thulstrup, E. W. 1992. *Improving the Quality of Research in Developing Country Universities*. Washington, DC: World Bank.
- Tiruneh, G. 2006. Regime Type and Economic Growth in Africa: A Cross-national Analysis. *The Social Science Journal* 43(1), 3–18.
- Torres, M., and Anderson, M. 2004. *Fragile States: Defining Difficult Environments for Poverty Reduction*. PRDE working paper no. 1. London, UK: Department for International Development.
- Transparency International. 2012. *Corruption Perceptions Index 2012*. Berlin, Germany: Transparency International.
- Tsie, B. 1996. The Political Context of Botswana's Development Performance. *Journal of Southern African Studies* 22(4), 599–616.
- Tsie, B. 1998. The State and Development Policy in Botswana. In: Hope, K. R., and Somolekae, G. (eds.), *Public Administration and Policy in Botswana*. Johannesburg, South Africa: Juta Press.
- Umejesi, I. 2015. Collective Memory, Coloniality and Resource Ownership Questions: The Conflict of Identities in Post-colonial Nigeria. *Africa Review* 7(1), 42–54.
- United Nations Department of Economic and Social Affairs (UN-DESA). 2012. *World Economic Situation and Prospects, January 2012*. New York, NY: Author.
- United Nations Development Programme (UNDP). 1997. "Re-conceptualizing Governance for Sustainable Human Development." UNDP discussion paper no. 2. New York, NY: Author.
- United Nations Development Programme. 2012. *Africa Human Development Report 2012: Towards a Food Secure Future*. New York, NY: Author.
- United Nations Development Programme. 2013. *Human Development Report 2013: The Rise of the South—Human Progress in a Diverse World*. New York, NY: Author.
- United Nations Development Programme. 2014. *UN Development System Risk Management in Fragile States*. New York, NY: Author.
- United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). 2012. *Unleashing Africa's Potential as a Pole of Global Growth: Economic Report on Africa 2012*. Addis Ababa, Ethiopia: Author.

- United Nations Economic Commission for Africa. 2013. *Economic Report on Africa 2013: Making the Most of Africa's Commodities—Industrializing for Growth, Jobs and Economic Transformation*. Addis Ababa, Ethiopia: Author.
- United Nations Economic Commission for Africa. 2015. *Innovative Financing for the Economic Transformation of Africa*. Addis Ababa, Ethiopia: Author.
- United Nations Conference on Trade and Development. 1999. *World Investment Report 1999: Foreign Direct Investment and the Challenge of Development*. New York, NY: Author.
- United Nations Conference on Trade and Development. 2012. *Trade and Development Report, 2012: Policies for Inclusive and Balanced Growth*. New York, NY: Author.
- United Nations Conference on Trade and Development and the United Nations Industrial Development Organization. 2011. *Economic Development in Africa Report 2011: Fostering Industrial Development in Africa in the New Global Environment*. New York, NY: Author.
- United Nations Economic Commission on Africa and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2014. *Mutual Review of Development Effectiveness in Africa: Promise & Performance*. Paris, France: Author.
- United States Agency for International Aid (USAID). 2015. "Tanzania Economic Growth and Trade." <http://www.usaid.gov/tanzania/economic-growth-and-trade> (accessed July 22, 2015).
- Utz, R. 2008. *Tanzania: Sustaining and Sharing Economic Growth—Country Economic Memorandum and Poverty Assessment*. Washington, DC: World Bank.
- van Donge J., Henley, D., and Lewis, P. 2012. Tracking Development in Southeast Asia and Sub-Saharan Africa: The Primacy of Policy. *Development Policy Review* 30(S1), S5–S24.
- Veltmeyer, H. 2013. The Political Economy of Natural Resource Extraction: A New Model or Extractive Imperialism? *Canadian Journal of Development Studies* 34(1), 79–95.
- Volker, T. 2005. *Tanzania's Growth Process and Success in Reducing Poverty*. Washington, DC: IMF.
- Vordzorgbe, S., and Caiquo, B. 2001. Report on Status Review of National Strategies for Sustainable Development in Ghana. London, UK: International Institute for Environment and Development.
- Wallis, J. J. 1989. Towards a Positive Economic Theory of Institutional Change. *Journal of Institutional and Theoretical Economics* 145(1), 98–112.
- Wang, T., and Chien, S. 2007. The Influence of Technology Development on Economic Performance—The Example of ASEAN Countries. *Technovation* 27(8), 471–488.
- Watkins, K. 1997. *Economic Growth with Equity: Lessons from East Asia*. London, UK: Oxfam GB.

- Weiss, D., and Wurzel, U. 1998. *The Economics and Politics of Transition to an Open Market Economy: Egypt*. Paris, France: Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Whitfield, L. 2011. "Growth without Economic Transformation: Economic Impacts of Ghana's Political Settlement." Danish Institute for International Studies (DIIS) working paper no. 2011:28. Copenhagen, Denmark: DIIS.
- Wiseman, J. A. 1990. *Democracy in Black Africa: Survival and Revival*. New York, NY: Paragon House Publishers.
- Wiseman, J. A. 1995. *Democracy and Change in Sub-Saharan Africa*. London, UK: Routledge.
- Wong, C. 2011. Rent-Seeking, Industrial Policies and National Innovation Systems in South Asian Economies. *Technology in Society* 33(3-4), 231–243.
- World Bank. 1986. *World Development Report 1986: The Hesitant Recovery and Prospects for Sustained Growth*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 1990. *World Development Report 1990: Poverty—World Development Indicators*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 1994. *Policy research report: Adjustment in Africa: Reforms, Results and the Road Ahead*. London, UK: Oxford University Press
- World Bank. 1997a. *Investing for Growth and Jobs: Middle East and North Africa Region Economic Development Prospects*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 1997b. *World Development Report 1997: The State in a Changing World*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2003. *World Development Report 2003: Breaking the Conflict Trap*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2004. *World Development Report 2004: Making Services Work for Poor People*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2005. *World Development Report 2005: A Better Investment Climate for Everyone*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2006. *World Development Report 2006: Sustainable Development in a Dynamic World: Transforming Institutions, Growth, and Quality of Life*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2007. *Building Knowledge Economies: Advanced Strategies for Development*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2008. *World Development Report 2008: Agriculture for Development*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2009. *Energizing Economic Growth in Ghana: Making the Power and Petroleum Sectors Rise to the Challenge*. Washington, DC: Author.

- World Bank. 2011. *World Development Indicators 2011*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2012a. *World Development Indicators 2012*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2012b. *World Development Report 2012: Gender Equality and Development*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2013. *Africa's Pulse: An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future. Africa's Pulse 7*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2014a. *Doing Business 2014: Understanding Regulations for Small and Medium-Size Enterprises*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2014b. *Global Economic Prospects: Commodity Markets Outlook*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2015a. *Ethiopia Economic Overview*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2015b. *Ethiopia Poverty Assessment 2014*. Washington, DC: Author.
- World Bank. 2015c. *World Development Report 2012: Mind, Society and Behaviour*. Washington, DC: Author.
- World Food Programme. 2014. *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*. Rome, Italy: Author.
- World Press Freedom Index. 2003. *Reporters without Borders*. Paris, France: Author.
- Young, A. T., and Sheehan, K. M. 2014. Foreign Aid, Institutional Quality, and Growth. *European Journal of Political Economy* 36(1), 195–208.
- Zhou, G. 2001. From Interventionism to Market-based Management Approaches: The Zimbabwean Experience. *Zambezia* 28(2).

LISTE DES DOCUMENTS HORS-SERIES DE L'ACBF

Soumana Sako (2002), AFRICA: MAJOR DEVELOPMENT CHALLENGES & THEIR CAPACITY BUILDING DIMENSIONS, OCCASIONAL PAPER 1.

Soumana Sako (2003), THE NEW PARTNERSHIP FOR AFRICA'S DEVELOPMENT: BUILDING ECONOMIC & CORPORATE GOVERNANCE INSTITUTIONS FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT, OCCASIONAL PAPER 2.

Severine Rugumamu (2004), CAPACITY BUILDING IN POST-CONFLICT COUNTRIES IN AFRICA: A SUMMARY OF LESSONS OF EXPERIENCE FROM MOZAMBIQUE, RWANDA, SIERRA LEONE & UGANDA, OCCASIONAL PAPER 3.

Genevesi Ogiogio (2005), MEASURING PERFORMANCE OF INTERVENTIONS IN CAPACITY BUILDING: SOME FUNDAMENTALS, OCCASIONAL PAPER 4.

Soumana Sako (2006), CHALLENGES FACING AFRICA'S REGIONAL ECONOMIC COMMUNITIES IN CAPACITY BUILDING, OCCASIONAL PAPER 5.

Soumana Sako and George Kararach (2007), CAPACITY BUILDING FOR THE PROMOTION OF TRADE AND INVESTMENT IN AFRICA - CHALLENGES AND STRATEGIES, OCCASIONAL PAPER 6.

Tadeous T. Chifamba (2007), MULTILATERAL TRADE NEGOTIATIONS: HOW SENSIBLY MUST AFRICAN COUNTRIES AND TRADE NEGOTIATORS STAND?, OCCASIONAL PAPER 7.

Andy Wynne (2008), PUBLIC FINANCIAL MANAGEMENT REFORMS IN DEVELOPING COUNTRIES: LESSONS OF EXPERIENCE FROM GHANA, TANZANIA AND UGANDA. OCCASIONAL PAPER 8.

Mfandaedza Hove and Andy Wynne (2010), THE EXPERIENCE OF MTEF AND IFMIS REFORMS IN SUB-SAHARAN AFRICA – WHAT IS THE BALANCE SHEET?, OCCASIONAL PAPER 9.

George Kararach, Phineas Kadenge and Gibson Guvheya (2010), CURRENCY REFORMS IN ZIMBABWE: AN ANALYSIS OF POSSIBLE CURRENCY REGIMES, OCCASIONAL PAPER 10.

George Kararach (2010), HARD TIMES: THE WORLD ECONOMIC CRISIS AND EMERGING CAPACITY CHALLENGES FOR AFRICA, OCCASIONAL PAPER 11.

Kobena T. Hanson and George Kararach (2011), THE CHALLENGES OF KNOWLEDGE HARVESTING AND THE PROMOTION OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT FOR THE ACHIEVEMENT OF THE MDGS IN AFRICA, OCCASIONAL PAPER 12.

Roger Tsafack Nanfosso (2011), L'ÉTAT DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE, OCCASIONAL PAPER 13.

Kobena T. Hanson and Frannie A. Léautier (2011), DEVELOPMENT DRIVERS IN AFRICA: ROLE OF INNOVATION, OCCASIONAL PAPER 14.

Joseph R.A. Ayee (2011), SOCIAL INCLUSION AND SERVICE DELIVERY IN A FRAGILE AND POST-CONFLICT ENVIRONMENT IN AFRICA, OCCASIONAL PAPER 15.

Sams Dine SY (2011), FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT RÉILIENT AU CLIMAT EN AFRIQUE: ÉVALUATION PROSPECTIVE, CADRE STRATÉGIQUE ET PLAN D'ACTION, OCCASIONAL PAPER 16.

Peter K. Arthur (2012), FOOD SECURITY AND SOVEREIGNTY IN AFRICA: ISSUES, POLICY CHALLENGES AND OPPORTUNITIES, OCCASIONAL PAPER 17.

Kwabena Gyimah-Brempong, Timothy M. Shaw & Val Samonis (2012), IS BILATERAL AID RESPONDING TO GOOD GOVERNANCE IN AFRICA? OCCASIONAL PAPER 18.

Arku, G., Mkandawire, P., Aguda, N. and Kuuire, V. (2012), AFRICA'S QUEST FOR FOOD SECURITY: WHAT IS THE ROLE OF URBAN AGRICULTURE? OCCASIONAL PAPER 19.

André Corrêa d'Almeida (2013), THE RETENTION OF HIGHLY SKILLED RETURNEES IN MOZAMBIQUE: AN INSTITUTIONAL APPROACH, OCCASIONAL PAPER 20.

Aminata Ndiaye et Paul Ndiaye (2013), CHANGEMENT CLIMATIQUE, DEGRADATION ENVIRONNEMENTALE ET QUETE D'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES : MIRACLE OU MIRAGE ? OCCASIONAL PAPER 21.

Daniel Sakyi and Eric Evans Osei Opuku (2014), REGIONALISM AND ECONOMIC INTEGRATION IN AFRICA: A CONCEPTUAL AND TEORETICAL PERSPECTIVE, OCCASIONAL PAPER 22.

Paul Mkandawire, Hanson Nyantakyi-Frimpong, Frederick Armah and Godwin Arku (2014), REGIONALISM, FOOD SECURITY AND ECONOMIC DEVELOPMENT, OCCASIONAL PAPER 23.

Hany Besada, Leah McMillan and Alireza Sanieipour (2014), REGIONALISM, TRADE AND THE GROWTH OF AFRICA'S ECONOMY, OCCASIONAL PAPER 24.

ACBF (2016), INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT AND FINANCING IN SUB-SAHARAN AFRICA: TOWARD A FRAMEWORK FOR CAPACITY ENHANCEMENT, OCCASIONAL PAPER 25 (contributions of Dr. Odongo Kodongo).

ACBF (2016), THE CHALLENGE OF AFRICAN YOUTH UNEMPLOYMENT, OCCASIONAL PAPER 26 (contributions of Prof. Joseph R. Oppong, Prof. Kefa Otiso, and Prof. Benjamin Ofori-Amoah).



The African Capacity Building Foundation
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant
Harare, ZIMBABWE
Tel: (+263 4) 304622, 304663, 332002/14
Cell: (+263) 772 185 308-10
Fax: (+263 4) 702915
Email: root@acbf-pact.org
Web site: www.acbf-pact.org

ISBN : 978-1-77937-074-1
EAN : 97817793707